

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION
DE
L'ÉCONOMIE URBAINE DANS BYZANCE
sous la dynastie de Macédoine
(867-1057)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Vendredi 13 Mars 1925, à 14 heures
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

PAR

CHRISTO M. MACRI

Président : M. COLLINET.

Suffragants { **MM. MAUNIER.**
NOAILLES.

PARIS

LIBRAIRIE R. GUILLON

5, PLACE DE LA SORBONNE, 5

1925

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

L'ORGANISATION
DE
L'ÉCONOMIE URBAINE DANS BYZANCE
sous la dynastie de Macédoine
(867-1057)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Vendredi 13 Mars 1925, à 14 heures

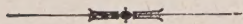
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

PAR

CHRISTO M. MACRI

Président : M. COLLINET.

Suffragants } MM. MAUNIER.
NOAILLES.



PARIS
LIBRAIRIE R. GUILLON
5, PLACE DE LA SORBONNE, 5
—
1925



L'ORGANISATION
DE
L'ÉCONOMIE URBAINE DANS BYZANCE
sous la dynastie de Macédoine
(867-1057)

INTRODUCTION

L'organisation de l'économie urbaine est un facteur de première importance dans l'étude de toute civilisation.

A part l'intérêt purement économique qui y domine, elle concerne aussi les relations sociales qui régissent les populations dans une branche capitale de leur activité.

De nos jours, le commerce et l'industrie ainsi que le système sur lequel ils sont organisés ont pris une place prépondérante dans la vie des peuples. Pourtant leur examen dans des siècles depuis longtemps écoulés — telle la période byzantine — ne présente pas un intérêt moindre : il sert à comparer deux époques distinctes de l'humanité, marque ce qui les unit et ce qui les sépare, et complète, sous un point de vue particulier, les notions que nous avons sur l'histoire.

On serait peut-être tenté de supposer, que l'influence

de Byzance dans l'évolution de l'humanité a été minime et que sa civilisation n'a pas survécu à la chute de l'Empire d'Orient, lors de la catastrophe de 1453.

L'erreur serait grande. En effet, si l'Occident a subi avec la Renaissance l'influence de la culture byzantine, dans les arts, les lettres et la philosophie, une grande partie du monde oriental ne cessa pas d'évoluer, en suivant les directions que l'Empire grec de Constantinople avait tracées.

M. Charles Diehl (1), n'a-t-il pas écrit, que les Turcs n'étaient ni administrateurs ni juristes et que le sultan ne fut qu'un basileus musulman ?

Les ottomans ont considéré les populations conquises, pourtant très nombreuses et adonnées principalement au commerce et à l'industrie, comme étrangères et hors la loi du Koran. Les générations qui ont succédé aux survivants de 1453 se groupèrent en communautés dont le patriarche fut à la fois le chef religieux et civil (2). Elles vécurent suivant les coutumes acquises dans les siècles antérieurs à la défaite.

La civilisation byzantine est passée par différentes phases, mais ce n'est que sous la dynastie de Macédoine (867-1057) qu'elle présente des caractères à la fois purement nationaux et particuliers au point de vue de l'organisation économique.

L'époque qui a précédé est caractérisée par les traditions que Rome, dont l'Empire byzantin était le continuateur direct, avait léguées, celle qui a suivi, est marquée surtout après les croisades, par l'influence qu'ont

(1) Diehl : *Byzance, Grandeur et Décadence*, p. 325.

(2) C. Papadopoulos : *Les privilèges du Patriarcat œcuménique* (Communauté grecque orthodoxe de l'Empire ottoman), page 13.

exercé, dans la vie du peuple, les nombreux latins et autres étrangers qui sont venus s'établir dans le pays.

Avec Basile I^{er} et ses successeurs, l'empire se trouve à son apogée (1), il règne de la Syrie au Danube, de l'Arménie annexée à l'Italie du Sud reconquise (2).

Constantinople, capitale de ces territoires immenses, admirablement située entre le monde asiatique et l'Europe occidentale, clef des communications de la Russie avec la Méditerranée, fut le foyer principal du développement économique durant tout le Moyen-Age.

Sa population comptait alors près de 800.000 habitants (3).

La politique des empereurs qui basaient en grande partie leur prestige sur le bien-être et la tranquillité de de leurs sujets, et qui d'autre part voulaient rehausser la splendeur de leur cour et de leur capitale, s'est grandement reflétée dans la question de l'économie urbaine et de son organisation.

En cela, comme du reste pour tout ce qui a concerné la politique en général, la législation (4) et l'administration, les souverains de Constantinople, n'ont fait que continuer et compléter l'œuvre gigantesque de leurs prédécesseurs qui ont gouverné sur les bords du Tibre.

Lorsqu'à Rome, l'Empire succéda à la République,

(1) Krumbacher : *Histoire de la littérature byzantine*, traduction G. Soteriadès, tome III, pages 358 et 399.

(2) Diehl : *Byzance*, op. cit, pages 14 et 15.

(3) Andréadis : *De la population de Constantinople sous les Empereurs byzantins*, page 33.

(4) Consulter, Collinet : *Cambridge Medieval History*, tome IV. Ibid. : *Etudes historiques sur le Droit de Justinien*.

Mortreuil : *Histoire du Droit byzantin*.

les corporations firent partie intégrante de l'administration, les monarques, en effet, avaient besoin de plus en plus de leur concours, et les charges envers l'Etat qu'elles devaient accepter de tous temps, devenaient toujours de plus en plus nombreuses.

« Au commencement du III^e siècle — écrit M. Waltzing (1) — l'Etat ne peut plus se passer des corporations; beaucoup sont devenues un rouage indispensable de la machine publique, qui s'arrêterait sans elles. Si elles avaient disparu, il n'y aurait eu personne pour remplir les services qu'elles avaient assumés, D'autre part, leurs charges augmentaient de jour en jour, si bien qu'un moment vint où les membres voulurent refuser tout travail; alors l'Etat les contraignit de rester à son service et pour assurer leur recrutement, les rendit héréditaires. Au IV^e siècle il les traite en esclaves et les réglemeute à son gré. »

Telle était la situation au seuil de l'histoire byzantine. Mais une évolution commençait à se produire, ses effets rendent d'autant plus intéressante l'étude de la vie économique au X^e siècle.

A l'époque Romaine et jusqu'à Justinien, toutes les personnes s'occupant de commerce et d'industrie, pour le compte de l'Etat ou pour leur compte personnel, étaient strictement attachées à leur condition par la servitude. Cependant, et nous le constatons dans le « Livre du Préfet », ce servage s'est peu à peu relâché en ce qui concerne les corporations de la ville. Quoique toujours soumis à l'Empereur qui pouvait exiger toutes sortes de

(1) Waltzing : *Etude sur les corporations romaines*, tome II, page 4.

services (munera) les maîtres pouvaient cependant changer de métier et les ouvriers étaient engagés temporairement par le simple louage de services (1).

Nous croyons que cette évolution doit être attribuée à la situation et au développement de la ville de Constantinople qui était devenue le marché international par excellence.

Les circonstances ont obligé les empereurs d'Orient, en commençant par Constantin le Grand (307-337), à ajouter constamment de nouvelles prescriptions aux nombreuses lois qui constituaient la législation. Ces documents seraient épars, si des souverains comme Théodose (408-450), Justinien (527-565), Basile (867-886), Léon VI le Sage (886-911), n'avaient pas entrepris de les réunir.

C'est en nous servant de leur législation que nous avons tâché de découvrir les éléments fondamentaux de notre étude.

Il existe cependant un document unique et de première importance qui concerne les corporations de Constantinople au x^e siècle. Il jette beaucoup de lumière sur ce que furent le commerce et l'industrie à l'époque. C'est l'édit de Léon VI le Sage (886-911) ou « Livre du Préfet ». Il a été découvert vers 1892 par M. Jules Nicole dans un manuscrit sur papier conservé à la Bibliothèque nationale de Genève sous le nom de « Genevensis ».

Le « Livre du Préfet » a été commenté par la plupart des Byzantinistes. Notamment, M. Jules Nicole a fait précéder ses deux publications des textes latin grec et français par des études approfondies, M. Stöckle de son

(1) *Le Livre du Préfet* : chapitre IV, paragraphe 7, chapitre VII, paragraphe 3, chapitre VI, paragraphe 1, chapitre VIII, paragraphes 10 et 12.

côté en a présenté une analyse détaillée dans son ouvrage intitulé « Spätromische und byzantinische zünfte » paru à Leipzig en 1911.

Avec l'aide de ces documents et des ouvrages consultés nous comptons donner en premier lieu un aperçu de ce que furent, à Byzance, les manufactures de l'Etat et les entreprises impériales, puis tout en suivant les stipulations du « Livre du Préfet », examiner quelle était la politique des souverains envers les corporations, quelles étaient les relations du commerce et de l'industrie des particuliers avec le Gouvernement. Nous tâcherons de dégager aussi, autant que possible, les rôles si importants dans l'histoire économique, des deux facteurs de la production : capital et travail.

CHAPITRE PREMIER

DES ENTREPRISES DE L'ETAT; DE SES MANUFACTURES ET DE SES MONOPOLES.

(APERÇU HISTORIQUE.

Il est difficile de fixer un critérium qui puisse distinguer les entreprises de l'Etat de celles des particuliers.

Le souverain dominait sur toute la vie de l'Empire byzantin et l'économie urbaine formait depuis l'empire romain un engrenage de l'Etat (1).

« L'Empire — selon A. Waltzing (2) — est transformé en un vaste atelier où, sous le contrôle d'une foule de fonctionnaires, on travaille pour le prince et pour les besoins de l'Etat et des particuliers. La plupart des industries sont en définitive dirigées par l'Etat, qui répartit fort inégalement les produits. »

Cependant dans l'évolution de l'histoire de Byzance, on peut remarquer que les particuliers travaillant pour la consommation du peuple sont de plus en plus nombreux, et finissent pas constituer l'élément fondamental de la production. L'Etat, pourtant toujours les considère comme faisant partie de ses services publics, il édicte plusieurs lois à leur sujet, les oblige à rester organisés

(1) Cicotti : *Il tramonto della schiavitù*, page 295.

(2) Waltzing : op. cit., tome II, page 481.

d'une manière disciplinée à ses ordres et fait souvent appel à leurs services.

Un point qui sépare les deux modes d'exploitation, consiste, il nous semble, dans le fait que les particuliers travaillaient accidentellement et par le système des « *munera* » (1) pour le compte du palais tandis que les Manufactures impériales ont été instituées surtout pour fournir la maison de l'Empereur.

Sous un autre point de vue on peut encore citer, que tout ce qui était géré directement par l'Etat dépendait du « *Comes Sacrarum Largitionum* » ou Ministre des Finances, tandis que la production par les particuliers était soumise à la compétence du Préfet (2).

Les conditions de la main-d'œuvre n'étaient pas non plus les mêmes dans les deux catégories d'exploitation (3).

Les motifs qui ont poussé les empereurs byzantins à persévérer dans les entreprises qui dépendaient directement du Palais sont nombreux.

A part l'esprit conservateur qui a prédominé dans l'administration, et qui a suivi avec constance la tradition romaine, les travaux publics de grande envergure et certaines industries étaient par leur nature même des charges de la Cour.

On peut ajouter que des considérations politiques ont grandement influencé les empereurs, dans le maintien et l'organisation des Manufactures impériales et des mo-

(1) Voir *infra*, chapitre III.

(2) Voir *infra*, chapitre VI.

(3) Voir *infra*, chapitre II.

nopoles d'Etat. Ainsi la fabrication par les corporations du Palais de certains produits déterminés et l'importation pour compte de la Cour de certaines matières premières, découlèrent du souci d'approvisionner la maison impériale et du désir de subvenir aux besoins du peuple.

En ce qui concerne les entreprises qui, par leur nature même, constituent des privilèges de l'Etat, nous prendrons en considération : les travaux publics, les hôtels des monnaies, les fabriques d'armes et les petits métiers (tailleurs, brodeurs, etc.), qui étaient attachés au personnel du Palais.

La plupart des travaux publics ont été effectués à Byzance, directement par la Cour. Que ce fussent des palais, des fortifications, des aqueducs ou des routes, le souverain prenait la décision et les fonctionnaires préposés la mettaient en exécution en réquisitionnant des hommes libres, des esclaves ou les mercenaires.

Ces travaux étaient faits dans l'intérêt de l'Etat; il était par conséquent juste qu'ils fussent effectués par lui. Du reste, le système économique de Byzance, et surtout le fait qu'on n'avait pas encore appris à l'époque l'utilité des associations entre particuliers, ne permettait pas l'emploi d'un moyen différent pour la mise en œuvre.

En vérité, certains édifices, ainsi qu'un grand nombre d'églises, ont été construits par des particuliers, faisant à cet effet appel aux entrepreneurs de la ville (1). Ces derniers pendant de longues années prenaient soin de l'achèvement des travaux. Cette circonstance pourtant a trait à des édifices d'une envergure secondaire, et

(1) *Infra*, chapitre IV.

toutes les fois qu'à Byzance on a construit de magnifiques et somptueuses églises, c'est, soit l'Empereur lui-même qui s'en est chargé, et comme exemple nous citons Sainte-Sophie, soit le clergé qui formait un Etat dans l'Etat.

Pour des travaux publics de moindre importance et qui étaient proportionnels aux ressources des corporations, le Préfet pouvait les obliger à les prendre à leur charge. C'est ainsi que la corporation des maquignons était obligée de construire et d'entretenir les égouts (1), mais en principe et d'une manière générale, tout ce qui surpassait la capacité de la production privée était entrepris par l'Etat.

La frappe de la monnaie a été de tous temps un privilège régalien et Byzance ne pouvait pas faire exception à ce principe.

Plusieurs raisons militent en faveur de ce monopole :

1) La monnaie est d'un service commun et par conséquent l'intérêt public est en cause.

2) La crainte des falsifications.

3) Le fait qu'à Byzance la matière précieuse rentrant dans la fabrication appartenait à l'Empereur.

La monnaie (2), qui peut être définie de nos jours comme la commune mesure entre toutes les valeurs, exerçait un rôle analogue dans la civilisation byzantine.

(1) *Le Livre du Préfet*, chapitre XXI, paragraphe 10, « Des maquignons ».

(2) Andréadis : *Le montant du budget de l'Empire byzantin*, page 5 :

Les Byzantins comptaient par livres, nomismata, et miliaressia.
La livre d'or = 1.080 francs.

Nomisma = 14 fr. 40.

Miliaression = 1 fr. 20.

Certes les Empereurs ne pouvaient avoir à ce sujet les notions scientifiques que l'économie politique a acquises dans les siècles qui leur ont succédé; mais connaissaient certainement son utilité, et voyaient en la monnaie sa force dans la constitution des richesses et son importance dans les échanges (1). C'est pourquoi en bonne politique, ils ont voulu exercer un contrôle sévère aussi bien sur le nombre des pièces mises en circulation, que sur l'uniformité des poids et alliages. Naturellement le monopole de la fabrication était le moyen indiqué. Les souverains ont compris la garantie que présentaient par-là les pièces sortant de leurs ateliers et portant leur effigie.

Si chaque possesseur d'or avait eu la faculté de monnayer lui-même et à son gré la matière précieuse dont il disposait, la diversité du travail aurait fait mettre en circulation des pièces si différentes, qu'à chaque fois que les particuliers auraient eu à s'en servir, ils se seraient trouvés obligés de les peser comme de simples lingots. La monnaie aurait perdu par là un de ses principaux éléments constitutifs.

La fabrication par les particuliers présentait aussi l'inconvénient et la crainte des falsifications; un petit prélèvement sur la matière travaillée, un changement imperceptible dans les alliages, seraient peut-être au premier abord, inaperçus du public, mais réserveraient un grand profit pour l'artisan. La tentation serait forte et cette manière d'agir aurait pour conséquence l'irrégu-

(1) Andéadis : *Ιστορία τῆς Ἑλληνικῆς δημοσίας οἰκονομίας* pages 405 et 406. En principe à Byzance prévalait le monométalisme or... La monnaie est restée immuable près de 800 ans et devenue internationale même aux Indes.

larité des pièces de monnaies en circulation. Dans ce cas aussi elles auraient fini par être considérées à titre de simples lingots.

Mais la raison principale pour laquelle l'Empereur se prévalait du privilège de monnayage, c'est qu'il possédait la matière précieuse sur laquelle les pièces de monnaie étaient frappées.

Les mines d'or de l'Empire lui appartenaient (1) et la très grande partie des matières extraites venait augmenter son trésor. Il en résultait que légalement les pièces qui sortaient de ses ateliers lui appartenaient. Le plus souvent, lors de l'avènement au trône d'un souverain nouveau, ce dernier drainait les monnaies en circulation pour les frapper à sa propre effigie et confirmait de la sorte ses droits de propriété.

La quantité d'or brut qui pouvait être travaillée par la corporation des orfèvres était extrêmement limitée; d'ordinaire ils ne pouvaient employer plus d'une livre d'or (2). Ceci pour permettre le monnayage et pour garantir l'approvisionnement de la Cour.

En ce qui concerne les fournitures pour l'Armée, il se passait un fait analogue à celui qui a été relaté pour les travaux publics.

L'Etat fabriquait directement ce que les corporations n'étaient pas en situation de produire. En effet, ce qui était destiné aux besoins militaires était tellement spécial qu'il ne présentait aucune analogie avec les produits que

(1) *Codex Justinianus* : chapitre XI, *De metallariis et metallis et procuratoribus metallorum*.

(2) *Le Livre du Préfet*, chapitre II, paragraphe 9.

les métiers offraient à la population pour sa consommation.

L'Etat avait aussi tout intérêt à prendre à sa charge cette catégorie de fabrications. Il trouvait ainsi moyen de fournir du travail à ses esclaves et à la milice en temps de paix.

C'est de cette manière qu'ont été fabriqués ces boucliers, ces cuirasses, ces épées, ces lances, ces haches qui ont servi dans le grand nombre des expéditions assumées par l'Empire.

Pour certaines machines de guerre, certaines munitions, il existait des raisons particulières, pour que leur fabrication ne soit pas confiée à l'industrie privée. Elle consistait dans la crainte que leur secret ne soit divulgué. C'est ainsi qu'on n'a jamais su en quoi consistaient réellement les fameux feux grégeois (1) qui produisaient de si grands ravages chez l'ennemi.

Mais à côté de ces grandes entreprises impériales d'armes et de munitions de guerre, l'Etat faisait toujours, par le système des « munera », des commandes secondaires pour l'armée aux corporations de la ville : le chapitre XIV, paragraphe 1, du « Livre du Préfet » le confirme (2).

Dans les industries qui, par leur nature même, dépendaient du Palais, on peut comprendre aussi les métiers très nombreux, qui étaient attachés à la Cour pour ses

(1) Schlumberger : *Un Empereur byzantin du x^e siècle : Nicéphore Phocas*, chapitre II, pages 46 et 47.

(2) « Toutes les fois que le travail (de la corporation des selliers) est requis pour le service de l'empereur, c'est au protostatore ou grand écuyer qu'ils ont à obéir. »

besoins journaliers (tailleurs, brodeurs, orfèvres, menuisiers, etc.), ainsi que les « gynæcia » ou ateliers de femmes qui s'occupaient principalement du travail de la soie.

Dans l'Empire d'Orient comme à Rome, un écart infranchissable existait entre la vie du Palais et celle de la ville. C'étaient deux mondes absolument différents. La Cour, avec le grand nombre de personnes qui lui était attachées et à cause surtout de son faste et de son luxe, ne pouvait pas s'adresser aux corporations de la capitale pour satisfaire à tous ses besoins. Des artisans particulièrement habiles devaient constamment se trouver à son service. Ces artisans constituaient de véritables corporations dans le Palais même.

Les magnifiques œuvres d'art qui meublaient la demeure du souverain, les vêtements impériaux avec leurs ornements resplendissants, les splendides broderies qui ont formé des merveilles, tout ce qui a orné et a réhaussé la richesse de la Cour par le travail somptuaire, tout ce qui a caractérisé le Palais a été produit de la sorte.

De toutes ces industries attachées à la maison impériale, une place parmi les plus importantes doit-être réservée aux ateliers où les femmes apprêtaient la soie.

« La création de ces Manufactures impériales (gynæcium, gynæceum, γυναικείον) — d'après Ebersolt (1) — remonte au iv^e siècle. Dès le début elles eurent le monopole de la fabrication des étoffes teintées en vraie pourpre (vestes holveræ) et brodées d'or (auro intextæ). L'industrie privée ne pouvait fabriquer certaines étoffes

(1) Consulter Ebersolt : *Les Arts somptuaires de Byzance*, page 4.

précieuses réservées à l'usage exclusif de la Cour. Ceux qui essayaient d'enfreindre ces lois vexatoires étaient sévèrement punis. Le personnel attaché aux Manufactures impériales (*gynæcearii*, *gynæciarii*) formait une corporation (*corpus*). La fabrication des tissus impériaux exigeait un nombreux personnel de spécialistes. Les *murileguli* ou *conchyleguli* étaient chargés de se procurer les mollusques purpurifères et de préparer la matière tinctoriale. Celle-ci était ensuite livrée aux teinturiers (*Bafeis*) qui devaient employer uniquement les nuances imposées par la Cour... »

De cette description de M. Ebersolt on peut déduire que les « *gynæcia* » étaient organisés suivant les méthodes de la production les plus avancées. Intégration verticale et division du travail.

A part la soie qui était cherchée dans sa propre source (1), et qui passait par différents ateliers jusqu'à son tissage, suivant le même chemin, les matières accessoires à son apprêt passaient par de nombreux métiers subordonnés les uns aux autres.

Ainsi le « *corpus* » impérial des *murileguli* ou des *conchyleguli* confiait ses produits à la corporation des fabricants de matières tinctoriales. Après eux dans les ateliers de teinturiers (*Bafeis*), la soie était teinte suivant les principes de la division du travail; il y avait des spécialistes pour le lavage, d'autres qui baignaient la matière, chacun dans un liquide différent, il y avait aussi les sécheurs qui, eux aussi, se spécialisaient suivant les modes de l'opération.

La soie arrivait alors dans les *gynæcia* qui se trou-

(1) Voir *infra*, page 21 et suivantes.

vaient dans le Palais même, et y était travaillée et façonnée suivant les destinations qui lui étaient réservées par les besoins de la Cour.

A côté de ces Manufactures impériales qui, par leur nature, étaient liées au Palais, les Empereurs se sont réservé ainsi qu'il a été cité, certains monopoles de commerce, et certaines industries pour des raisons de considérations politiques.

En premier lieu a été noté le souci de garantir l'approvisionnement de la Cour.

Pour ce qui intéresse spécialement la soie, cette matière était si nécessaire au Palais que l'on peut dire qu'elle était inhérente à son prestige. Les besoins du Souverain étaient tellement importants, qu'ils ne pouvaient être satisfaits sans un approvisionnement certain et constant. Les Empereurs ne désirant pas être à la merci des fluctuations du commerce, et voulant être garantis pour les fournitures en matière première, instituèrent le monopole d'achat.

Il est nécessaire, à ce sujet, de remonter dans l'histoire byzantine et de nous arrêter sur certains événements qui se sont déroulés sous le règne de Justinien (527-565) (1).

A cette époque le commerce de la soie passait par une crise des plus graves, dont les raisons doivent être attribuées aux relations inamicales avec les Perses et à la politique douanière suivie jusqu'alors.

(1) Consulter Zacharie von Lingenthal : *Eine verordnung Justinian's über Seidenhandel*. — *Mémoires de l'Académie impériale de Saint-Petersbourg*, tome IX, n° 6, année 1865, pages 3 et 5, 11 et 12, 17 et 19.

Les guerres avec les Perses, surtout celle de 540-547, qui tenaient entre leurs mains le trafic de cette matière si précieuse, obligèrent Justinien à chercher des routes nouvelles pour approvisionner le Palais et sa capitale.

En 532, il tenta d'ouvrir une voie au commerce de la soie, en faisant venir les marchandises des Indes par l'Éthiopie; il essaya aussi de leur faire traverser les pays situés sur les bords de la mer Caspienne (1). Mais les commerçants de Byzance n'étaient pas habitués à ces routes nouvelles, et l'Empereur fut obligé de prendre à sa charge les importations.

A cette considération viennent s'ajouter les erreurs de la politique douanière, erreurs qui datent de l'époque antérieure à Justinien.

Les souverains qui l'ont précédé sur le trône ont considéré les droits d'entrée sur la soie comme une source très précieuse de revenus. Persuadés que le marché de Constantinople était le débouché nécessaire pour la production mondiale, ils croyaient que les charges douanières, de plus en plus lourdes, seraient supportées par l'étranger et ne pensaient pas aux répercussions qui pouvaient se faire sentir à l'intérieur de leur pays.

Le commerce de la soie aurait cependant continué à être florissant si une autre circonstance n'était venue aggraver la situation. Le prix de la marchandise était fixé à un taux tellement bas que les importateurs n'avaient aucun intérêt à continuer des affaires qui se liquidaient par des pertes.

C'est alors que Pierre Barsamès, qui fut préfet de la

(1) Consulter Heyd : *Histoire du Commerce du Levant au Moyen-Age*, (trad. Furcy Raynaud), tome 1, pages 5 et suivantes

ville de 543 à 546, renouvelant la politique inaugurée par Théodose I (379-395) proposa à l'Empereur d'organiser pour le compte de l'Etat le monopole de l'achat tout en donnant un plus grand développement aux Manufactures de la Cour.

Justinien a suivi les conseils de son Préfet. Les avantages qui en sont découlés au profit du trône et de l'économie urbaine furent grands. Le principal consista dans le fait que le Palais était désormais garanti pour son approvisionnement et n'était plus sujet au bon vouloir et aux intérêts des marchands.

L'achat, monopolisé pour compte de l'Etat, eut encore pour effet de régulariser la fixation du prix de vente d'une manière moins arbitraire et en le fixant à un taux plus raisonnable. En effet, tout ce qui excédait les besoins de la Cour était vendu sans aucun bénéfice à la corporation des sericaires. L'industrie de la soie qui profitait aussi de la main-d'œuvre servile, pouvait produire à bon compte, et une nouvelle impulsion a été donnée par là à l'économie urbaine. Cette impulsion cependant, était loin de fournir son plein développement, car ainsi que le remarque avec raison M. Heyd (1), l'industrie privée souffrait de deux maux originels : la concurrence des ateliers privilégiés de l'Etat et le poids écrasant des impôts.

Un autre effet de ces monopoles à l'avantage de l'économie byzantine, était l'intimidation exercée par l'Etat lorsqu'il traitait avec les nationaux étrangers. Ces commerçants, Perses, Arabes, Slaves et autres, sentaient la responsabilité qui pesait sur eux en offrant leurs mar-

(1) Heyd : *op. cit.*, tome 1, pages 53 et 54.

chandises aux représentants officiels d'un gouvernement tout puissant, prêt à s'imposer par la force et à se tourner contre leur pays d'origine. Ils devenaient plus dociles et acceptaient facilement les conditions d'un acheteur, envers lequel leurs souverains ne manquaient pas de leur recommander toutes sortes d'égards.

On peut cependant supposer que par le système de Pierre Barsamès, l'empereur perdait une source importante de revenus et ceci en conséquence de la suppression des droits d'entrée, mais il faut prendre en considération que ces bénéfices du fisc avaient déjà cessé d'exister par le fait que les commerçants avaient cessé d'importer des marchandises, ou s'ils le faisaient c'était d'une manière clandestine. La fixation arbitraire du prix de vente ne leur permettait pas de continuer leurs affaires.

Dans un but de politique intérieure et pour la tranquillité publique, certains monopoles ont été institués principalement pour satisfaire aux besoins de la population. Les empereurs, même les plus populaires, craignaient les révoltes; ils trouvaient que le meilleur remède pour éviter les troubles consistait à subvenir le plus largement possible aux nécessités de leurs sujets. La maxime romaine « Panem et Circenses » était en partie vraie aussi pour Byzance.

Le système employé consistait à ce que l'Etat se portait acquéreur d'énormes quantités de produits, du blé par exemple, pour les vendre, au prix le plus bas, aux corporations intéressées (1). Le prix de revient était diminué par là d'une manière très appréciable.

(1) Le « *Livre du Préfet* », chapitre XVIII, paragraphe 1, « Des boulangers ».

Souvent aussi, les empereurs réquisitionnaient la main-d'œuvre, à laquelle ils confiaient des matières pour les travailler en vue des distributions gratuites les jours de fêtes et de libéralités.

L'Etat avait aussi à prendre soin de l'approvisionnement de l'armée et devait disposer dans ses dépôts de quantités suffisantes de produits alimentaires pour faire face à toute éventualité.

Le fonctionnaire qui était à la tête des monopoles de l'Etat et des Manufactures impériales portait de titre de « Comes sacrarum largitionum » (1), il était en quelque sorte le Ministre des Finances de la Cour byzantine. C'est lui qui avait la responsabilité entière de la gestion des trésors du Palais et des fournitures qui étaient destinées à la Cour, c'est entre ses mains qu'étaient versés les revenus de l'Empereur, c'est lui qui pourvoyait à toutes les dépenses, et ainsi que son titre l'indique, il avait à surveiller les distributions gratuites au peuple.

Sous ses ordres, à la tête de chaque service important, se trouvaient les simples « comites » ou « ἄρχοντες ». Leur responsabilité était limitée au cadre restreint de leur activité. C'est ainsi qu'il y avait le « comes metallorum » (2) chargé de l'exploitation des mines, le « comes commerciorum » (3) qui commandait aux « commercarii » ou acheteurs de matières premières, « ἱέρχων Βλαπτίου » (4) chef du service de la soie, le « comes largitionum » préposé spécialement aux distributions.

Mais ces fonctions du « comes sacrarum largitionum »

(1) *Codex Justinianus*, livre I, 27.

(2) *Codex Justinianus*, livre XI, 7.

(3) Zacharie von Lingenthal, op. cit., pages 6 et 8.

(4) Ebersolt : op. cit., page 4.

et des « comites » n'avaient rien d'absolu, le bon vouloir de l'empereur et la coutume ont confié à d'autres personnalités des charges analogues. On peut citer à titre d'exemple, que le « magister militum » ou « stratigos » pouvait avoir la responsabilité des fournitures de guerre, et certainement le « protostatore » ou grand écuyer était chargé des commandes que nécessitaient les écuries impériales (1).

Exception faite pour certains articles spécialement désignés et qui étaient prohibés (κορυόμενα) au commerce et à l'industrie des particuliers, les monopoles d'Etat n'avaient rien d'absolu. Les corporations de la ville pouvaient exercer des métiers similaires à celles qui dépendaient directement de la cour. Une seule condition leur était imposée, elles ne devaient pas porter préjudice au prestige et à l'intérêt du Palais.

En ce qui concerne cette question, les conditions du Monopole de l'importation et de la fabrication de la soie se présentent avec un intérêt tout particulier.

Dans un manuscrit appelé Bodleien sub : n° 3399 se trouvant à Oxford, on trouve des indications en la matière. Il se réfère aux relations entre les « commercarii » qui étaient les commis officiels aux achats de soie brute et les « metaxarii » ou séricaires simples marchands de cette matière, et contient les éléments les plus précieux pour l'étude de la réglementation du commerce à l'époque.

Le paragraphe 1 du Codex ordonne aux « commercarii » d'acheter la soie à raison de 15 pièces d'or la livre, et de ne pas revendre la marchandise aux « me-

(1) Le « Livre du Préfet », chapitre XIV, « Des selliers ».

taxarii » ou séricaires à un prix supérieur. Les peines sévères de la confiscation et du bannissement sont réservées aux « *commerciarii* » et aux « *metaxarii* » qui auraient enfreint à cette fixation (1).

Il est prouvé par là qu'une quantité importante de la matière importée, toute celle qui surpassait les besoins de la Cour était livrée aux particuliers, il est en outre démontré par ce texte que le monopole de l'importation de la soie n'a pas été institué dans un but lucratif, mais en vue de garantir principalement l'approvisionnement du Palais. Les Empereurs avaient une appréhension d'exercer pour leur compte le commerce et l'industrie et ne voulaient pas que leur prestige soit ébranlé par les bénéfices qu'ils pouvaient tirer de leurs monopoles.

En principe, l'Etat obligeait ses sujets à l'observation stricte des règlements concernant ses privilèges sur les importations et les « *commerciarii* » devaient veiller à ce qu'aucun abus ne soit commis.

Cependant, le paragraphe 2 du manuscrit Bodleien (2) nous fait supposer que les marchands pouvaient jouir d'une certaine latitude dans leurs transactions avec l'étranger.

En effet, on y trouve stipulé que « si quelqu'un n'étant pas *commerciarius* traite avec les barbares et importe de la soie, le *commerciarius* peut la lui soustraire, et la personne ayant agi de la sorte est condamnée à la confiscation et au bannissement perpétuel ».

C'est le terme « peut » (*δύναται*), qui nous fait déduire que cette latitude existait, et que le commercia-

(1) *Code Bodleien* : 3399, paragraphe 1.

(2) *Ibid* : paragraphe 2.

rius poursuivait les marchands selon les circonstances du marché.

Nous supposons qu'à côté des « *commerciarii* » il y avait un grand nombre de marchands, le plus souvent ils leur achetaient directement la soie, mais dans le cas de surabondance de matières, ces commerçants pouvaient traiter avec les vendeurs étrangers. Lorsque les offres ne suffisaient pas aux besoins du Palais, ils devaient s'effacer au profit du gouvernement.

De là découlent les pouvoirs discrétionnaires confiés au « *commerciarius* » qui, suivant la situation du marché, devait prendre des mesures contre les marchands ou bien leur laisser toute liberté, à part celle qui consistait à traiter à un prix supérieur aux 15 pièces d'or fixées par la loi. Cela n'empêchait pas qu'en toute circonstance il pourrait dénoncer les commerçants pour que des peines les plus sévères leur soient infligées.

Du reste, surtout à l'époque de Justinien, il y avait des marchands byzantins qui se risquaient dans de longs voyages et rapportaient à leur retour de grandes quantités de soie. Ils allaient la chercher dans différents pays, ils ne traversaient pas toujours la frontière de la Perse, et arrivaient souvent à Constantinople par la voie de la mer. Le gouvernement qui voyait avec intérêt ces importations ne pouvait pas les empêcher, il pouvait seulement exiger, dans le cas où l'Empereur en avait besoin, qu'elles soient cédées à la Cour.

Le manuscrit Bodleien, en vue de permettre le contrôle sur les prix, oblige en outre les commerçants à fournir une caution, qui garantissait la vente des mar-

chandises en public, et empêchait tout trafic clandestin (1).

On y voit aussi stipulé que toute personne ayant perçu une somme supérieure au prix fixé, même si cette personne était le *commerciarius*, était condamnée à verser une indemnité du double de la valeur encaissée à la partie lésée (2).

En ce qui concerne l'industrie et en particulier celle de la soie, on peut remarquer la même latitude en faveur des corporations de la ville. Les Manufactures impériales existaient à Constantinople dès les premiers jours de l'Empire byzantin (3). Mais parallèlement à elles, l'industrie privée se développait et prenait une expansion des plus considérables.

Avec la crise qui est survenue sous le règne de Justinien, les corporations de la ville ne pouvaient pas compléter les approvisionnements du Palais. L'Empereur, sous les conseils de son préfet Pierre Barsamès, fut obligé de donner une plus grande intensité à la production des ateliers de la Cour, à les constituer en Monopoles presque exclusifs.

Mais la crise terminée, le fait suivant s'est produit.

La grande quantité de soie brute que les « commer-

(1) *Code Bodleien* : 3399, paragraphe 4.

(2) *Ibid* : paragraphe 6.

(3) Ebersolt : op. cit. page 3... Constantin qui inaugure sa ville éponyme le 11 mai 330, promulgué en effet, dès 333, un édit sur les manufactures impériales et l'industrie textile. Ses successeurs du iv^e siècle, Constance II, Valerius, Théodose I, puis ceux de la première moitié du v^e siècle, Arcadius et Théodose II, suivent son exemple et par de nombreux édits, manifestent l'intérêt que l'administration impériale portait à l'industrie qui se développait d'une manière continue dans la nouvelle cité.

ciarii » achetaient surpassait les besoins des Manufactures impériales, et la corporation des sériceaires (apprêteurs de la soie) a largement profité; elle était toute désignée pour l'écoulement de ce surplus, elle avait aussi l'avantage de se procurer sur place et à bon compte la matière nécessaire. Un grand essor l'a poussée vers le développement.

Les Monopoles de l'Etat n'ont donc pas tué l'économie privée, à part quelques articles prohibés (κολυόμενα) il était permis aux particuliers d'exercer à certaines conditions des professions analogues à celles qui dépendaient directement du Palais.

L'Etat s'est réservé certaines importations et certaines industries surtout pour garantir l'approvisionnement de la Cour, il n'a pas cherché à en tirer profit. Les corporations ont vécu et se sont développées parallèlement aux Manufactures impériales, mais elles étaient toujours subordonnées à l'administration et ne devaient pas porter préjudice au Palais.

Les besoins de l'Empereur avant tout, mais ces besoins satisfaits, l'industrie et le commerce des particuliers pouvaient s'exercer plus librement, c'est pourquoi les Monopoles n'ont été jamais absolus mais relatifs.

Ce serait une erreur de supposer que les corporations de la ville n'ont pas eu à souffrir de cette situation.

Non seulement elles étaient étouffées par les impôts qui pesaient sur elles, mais avaient aussi à faire face à des concurrents puissants.

Les matières premières importées par les monopoles, et les objets fabriqués par les Manufactures, étaient écoulés au public à vil prix. Les fonctionnaires du Palais

en faisaient aussi un commerce clandestin qui n'était pas sans avoir ses répercussions.

Bien souvent, des nobles qui voulaient meubler leurs palais, le clergé qui désirait orner ses églises, les personnes qui voulaient faire des commandes d'objets d'art ou de luxe, s'adressaient aux ateliers du Palais.

Certes ces fabrications étaient plus perfectionnées, mais cela produisait des effets décourageants pour les particuliers, ils se voyaient enlever une source principale d'écoulement de leurs marchandises.

Telle était l'organisation des Manufactures impériales et des Monopoles, qui, inaugurés par les empereurs romains, prirent toute leur ampleur sous le règne de Justinien. Les souverains byzantins, très conservateurs dans leur politique économique, n'ont pas apporté de changements dans les principes des réglementations de leurs prédécesseurs.

À l'époque de la dynastie de Macédoine, les mesures qui avaient été édictées dans les siècles antérieurs étaient encore en vigueur.

Cependant, certaines circonstances ont transformé la constitution de quelques privilèges impériaux. Tel est le cas pour l'importation et la fabrication de la soie.

Peu après Justinien (1), la soie a fini par devenir un produit national, les provinces fournissaient la capitale à profusion, et les importations en cette matière avaient cessé de présenter un intérêt vital pour la Cour. Ce fut

(1) Heyd : op. cit., page 12. Justinien a réussi à se procurer des œufs de vers à soie rapportés par les moines missionnaires. C'est ainsi que la fabrication de la soie prit naissance dans l'empire grec et dès 568 était en pleine activité.

la cause pour laquelle la réglementation du monopole s'est relâchée.

La corporation des métaxoprates (marchands de soie grège) prit alors une telle importance, que c'est sur elle que s'est portée l'attention des législateurs.

Ils ont organisé un mode d'achat basé sur l'association. La corporation devait acheter en gros toute la marchandise pour être distribuée proportionnellement à la mise de chaque membre (1).

De cette manière, la soie grège était abondante et achetée à bon compte, les « gynæcia » et les sericaires disposaient de toute la qualité qui leur était nécessaire.

Pour un grand nombre de corporations il en était de même. La dépendance des industries privées envers les Manufactures impériales n'existait plus. La plupart n'étaient plus obligées de calculer leur travail d'après le surplus des matières consommées par le Palais. Les deux modes d'exploitation, celle gérée par la Cour, et celle appartenant aux particuliers, ont fini par vivre simultanément.

Certes la concurrence des ateliers impériaux aggravée par l'immunité fiscale existait toujours, mais les longues années qui se sont écoulées depuis leur institution ont fini par engendrer une coutume. Chacune des deux organisations rivales s'est spécialisée dans ses compétences, et une certaine stabilité s'est établie au grand profit de l'économie urbaine.

(1) Le *Livre du Préfet*, chapitre VI, paragraphes 8 et 12.

CHAPITRE II

LE « LIVRE DU PREFET » ET LA REGLEMENTATION DES CORPORATIONS.

Le « Livre du Préfet » ou Edit de Léon VI le Sage (886-911) est un recueil composé de vingt-deux chapitres. Vingt concernent les principales corporations de Constantinople. Le chapitre XX est consacré au rôle du « substitut », et le chapitre XXII aux entrepreneurs en général. Il est précédé d'une préface.

Par cet Edit, l'Empereur décrit à son représentant, le Préfet de la ville, et pour son instruction, l'organisation du droit en vigueur (1) : d'où ce nom d' « Eparchikon » (2) qui lui a été donné.

On prétend (et M. Stöckle le démontre dans son ouvrage) (3) que le « Livre du Préfet » n'est pas un document dressé en une seule fois et par un même empereur, mais qu'il comprend des règlements édictés à des époques différentes de l'histoire byzantine.

Ces règlements auraient été réunis à une date indéterminée et c'est alors qu'on les aurait fait précéder d'une préface. Par conséquent attribuer l'édit entier à Léon VI le Sage, ainsi qu'il est intitulé, pourrait être une erreur.

(1) Nicole : *Le Livre du Préfet*, traduction française, page 2.

(2) A Byzance, le Préfet s'appelait « Eparchos ».

(3) *Stöckle Spätromische und byzantinische zünfte*, pages 3 et 11.

Un fait pourtant est certain, et les commentateurs de l'Edit sont tous d'accord à ce sujet : c'est qu'à l'époque de la dynastie de Macédoine, le commerce et l'industrie étaient régis à Byzance, suivant les prescriptions contenues dans ce recueil.

Le « Livre du Préfet » comprend des visées à la fois religieuses, économiques et politiques.

Plusieurs textes de l'édit démontrent que les principes de la religion ont souvent guidé ceux qui les ont rédigés. La préface cependant en est le meilleur témoignage.

Les rédacteurs de cette préface, qui vivaient à l'époque où le « Livre du Préfet » était en plein fonctionnement, ont voulu sans aucun doute exprimer par là l'esprit qui se dégageait des règlements en vigueur.

Bien plus, la vie entière de Byzance a été dominée par la religion. La législation s'appuyait constamment sur les dogmes de la foi et le « Livre du Préfet » ne pouvait échapper à cette règle. M. Monnier écrit à ce sujet : « L'autorité des saints décrets s'étend même aux choses séculaires et fait céder les lois civiles (1). »

La préface est rédigée dans les termes qui suivent (2) :

« Après avoir créé l'ensemble des choses et fait régner dans l'univers l'ordre et l'harmonie, Dieu grava de son propre doigt, la loi sur les Tables, et la plaça en pleine lumière pour qu'elle empêchât par une heureuse discipline, les membres de la famille humaine de se ruer honteusement les uns sur les autres et les plus forts d'écraser les plus faibles. Il voulut que tout fut pesé entre eux à

(1) Monnier : *Les Nouvelles de Léon VI le Sage*, chapitre V, « La loi divine », page 23.

(2) Traduction de Nicole.

une juste balance. C'est pourquoi il a paru bon à Notre Sérénité de formuler aussi les dispositions qui découlent de la loi, afin que le genre humain soit gouverné comme il sied et que personne n'opprime personne. »

Le but proposé, selon le texte, a consisté à imposer la justice telle qu'elle était enseignée par la morale chrétienne. Par ce moyen, l'humanité aurait vécu en paix et selon les préceptes de la religion.

Dieu a voulu que tout fut pesé entre les hommes à une juste balance, c'est pourquoi le « Livre du Préfet » contient une législation méticuleuse et détaillée. L'Edit assigne à chaque citoyen les limites de son activité pour éviter les occasions de conflit; d'autre part il n'hésite pas à élever de hautes cloisons entre les diverses catégories de métier, et à les isoler, pour empêcher la concurrence et ses conséquences contraires à la morale chrétienne.

A part cette préface qui est d'un caractère général, plusieurs textes de l'Edit ne font qu'appliquer dans la vie économique des préceptes enseignés par la religion. A ce sujet le chapitre XII, paragraphe 8, comporte des dispositions caractéristiques :

« Quiconque fabriquera du savon avec la graisse animale pendant le carême ou en général pendant les jours maigres et souillera ainsi ses ouvriers, sera fouetté, rasé et ne pourra plus exercer son métier. »

De ce texte, il ressort clairement que la religion a exercé une influence prépondérante.

Lorsqu'on examine la préface, on s'attend à rencontrer une longue série de mesures réglementant la vie intérieure des corporations et les intérêts de leurs mem-

bres. Ne promet-elle pas en effet l'ordre et l'harmonie? et ne fait-elle pas pressentir des dispositions qui vont régler les rapports des hommes entre eux et vont les empêcher, par une heureuse discipline, de se ruer les uns contre les autres ?

La législation contenue dans le « Livre du Préfet », quoique très méticuleuse, ne constitue cependant pas un statut de l'organisation intérieure des corporations; c'est un acte purement administratif qui prend soin de régler les relations de l'Etat, avec les différentes branches de l'industrie et du commerce.

M. Stöckle (1), cite parmi les principes fondamentaux sur lesquels sont basées les dispositions qui y sont édictées :

1) L'organisation des rapports devant régir les relations de l'Etat et de ses monopoles avec les corporations.

2) Le désir de pourvoir à la subsistance de la population en lui garantissant le nécessaire à la consommation.

Nous sommes amenés par là à étudier la politique impériale envers les corporations, et les raisons qui ont conduit à la réglementation qu'elle promulgua. Quelles causes ont poussé les Empereurs qui se sont succédés sur le trône de Byzance à persister dans un système si sévère, et à faire de leur capitale le paradis du monopole, du privilège et du protectionnisme (2)?

En premier lieu, il y avait pour l'Etat un intérêt d'importance capitale, qui le poussait à réglementer ses

(1) Stöckle : op. cit., introduction, page 2.

(2) Nicole : op. cit., introduction pages 3 et 4.

relations avec les métiers de la ville et les personnes qui en faisaient partie.

A Byzance, comme dans les grandes civilisations de l'antiquité, les corporations étaient obligées à plusieurs services publics.

En Grèce, ces charges étaient connues sous le nom « λειτουργειαι », à Rome elles s'appelaient « munera » (1).

L'Etat pouvait être comparé à un entrepreneur tout puissant, et les corporations de la ville qui faisaient partie de l'administration et auxquelles il demandait toutes sortes de services, étaient obligées de se plier à ses ordres. Elles travaillaient pour lui sans aucun contrat, et c'est selon la bonne volonté des hauts fonctionnaires de la Cour que se réglaient les conditions de leur réquisition ainsi que la rémunération.

Plus encore, les membres des corporations étaient astreints à de nombreuses fonctions publiques; le plus souvent, ils étaient agents de police ou experts officiels; les devoirs qui leur incombait en vertu de ces charges étaient lourds et toute défaillance était punie sévèrement.

Pour démontrer le soin méticuleux avec lequel le législateur a réglementé ces obligations, nous reproduisons quelques textes relevés dans le « Livre du Préfet ».

Dans le chapitre XIV, paragraphe 1, il est stipulé que :

« Les selliers seront soumis aux ordres et à l'autorité du Préfet dans l'accomplissement de tout *service public*, et c'est lui qui désignera leur chef. Hors de là, ils ne relèvent pas de lui. Toutes les fois que le travail est *requis pour le service de l'Empereur*, c'est au protosta-

(1) Consulter Waltzing : op. cit., tome II, pages 6 et suivantes et 215 .

tore ou écuyer en chef qu'ils ont à obéir, le préfet étant avisé. *Comme bénéfice, ils toucheront tout ce que l'Empereur, dans sa bienveillance, voudra bien leur donner.* »

Il se dégage de ce texte que la corporation des selliers, et selon les besoins de la Cour, tous les métiers de la ville constituaient de véritables services publics. Les selliers fournissaient à l'armée et au Palais tous les objets en cuir, les autres professions, selon leur compétence, tous les produits qui pouvaient leur être demandés.

Lorsque les corporations travaillaient pour le compte des services généraux de l'État, c'est au préfet qu'elles avaient à obéir; mais dans le cas où elles avaient à exécuter des commandes spéciales pour la Cour, c'est au grand écuyer qu'elles étaient soumises.

Dans les deux cas, la corporation perdait complètement le peu de liberté qui lui avait été laissé par la réglementation.

Le passage qui caractérise les conditions de ces servitudes est celui qui se réfère à la rémunération. Pour ces « munera », les corporations étaient obligées de se plier aux décisions de l'Empereur, et accepter ce que la bienveillance du souverain voulait bien leur accorder.

Un texte analogue est celui du chapitre XII, paragraphe 4, par lequel il est défendu aux savonniers de *vendre* du savon gaulois (γαλλικόν). Le terme employé « vendre » fait supposer que la fabrication était permise, mais ainsi que l'explique M. Stöckle (1), la qualité supérieure de savon appelé « gaulois » était réservée uniquement à la Cour; c'est, par conséquent, à son usage qu'étaient destinées toutes les quantités produites.

(1) Stöckle : op. cit., page 39 et pages 109 et 110.

Plusieurs textes de l'Edit confirment aussi les charges de fonctionnaires publics confiées aux membres des corporations. Les argentiers et orfèvres sont experts; le chapitre II, paragraphe 2, annonce en effet que :

« Quand ils auront à estimer des articles à vendre, les argentiers ne doivent pas en rabaisser ou exagérer le prix au préjudice du vendeur : mais en donner la juste estimation; que si, en pareille occasion, l'un d'eux agit de mauvaise foi, il payera au vendeur une somme équivalente à l'estimation qu'il aura faite. »

Par ces dispositions, le législateur a voulu empêcher tout préjudice auquel seraient exposés les particuliers qui voulaient vendre des objets précieux en leur possession. Sans doute, c'étaient les membres de la corporation des argentiers qui se portaient acquéreurs, et on peut remarquer cette circonstance que la charge de procéder à l'expertise était confiée à un argentier choisi parmi ses confrères.

La connivence était cependant si sévèrement punie — paiement au vendeur de la somme totale de l'estimation — que la garantie de l'expertise juste était certaine.

Les argentiers sont aussi agents de police; le chapitre II, paragraphe 4, est formel à ce sujet :

« Quand un argentier aura connaissance qu'une femme offre en vente des matières d'or ou d'argent, des perles ou des pierres précieuses, *il doit en avertir le préfet*, de peur que ces objets ne soient exportés dans une nation étrangère. »

Ce texte a été rédigé en vue de l'intérêt général. Les richesses qui se trouvaient à Byzance, devaient profiter principalement aux ressortissants de la ville. Il y avait

danger que les femmes qui voulaient vendre des objets précieux ne soient trompées par des étrangers. Il y avait encore danger que ces objets soient cédés à vil prix et emportés hors de la capitale. C'est pourquoi la loi a obligé tout argentier, ayant eu connaissance de ces faits, d'avertir le préfet pour que des mesures soient prises.

Dans le même ordre d'idées, les banquiers et changeurs sont aussi des agents publics; le chapitre III, paragraphe 2 et 5 de l'Edit, les oblige à dénoncer les sacculaires (1) et les faussaires.

Les épiciers ont aussi des fonctions analogues; le chapitre XIII, paragraphe 4, ordonne qu'ils « ... surveilleront les articles de leur spécialité, afin que tout individu appartenant ou non à la corporation, qui ferait provision de ces articles pour le temps de disette soit dénoncé au préfet et châtié par lui. »

Toutes ces stipulations confirment que les charges publiques auxquelles étaient soumises les corporations et leurs membres, étaient nombreuses et que ces servitudes étaient particulièrement profitables à l'Etat.

Mais l'organisation des « munera » ne constitue pas la raison unique de la politique qui a guidé la rédaction du « Livre du Préfet ». La question de la sécurité intérieure, et le désir de pourvoir à la subsistance de la population, ont certainement influencé le législateur.

L'édit divise avec soin les corporations, les sépare autant que possible, empêche toutes relations entre pro-

(1) Selon J. Nicole : (note au bas du chapitre II) les saricaires étaient des changeurs marrons qui rôdaient sur la voie publique, chargés de sacs de monnaie.

fessions différentes; jamais le même membre ne peut exercer deux métiers à la fois.

« Si un catartaire (1) — stipule le chapitre VII, paragraphe 3 — de condition libre, veut être admis dans la corporation des métaxoprates, on portera d'abord sa demande à la connaissance du préfet et des témoignages produits par lui-même certifieront qu'il a renoncé à travailler la soie grège... »

Le but de ces prescriptions consistait à enlever toute force de résistance envers le gouvernement à la grande partie de la population de Byzance, qui s'occupait de l'industrie et du commerce. De cette manière, on l'obligeait à rester dans un état constant de soumission aux volontés impériales.

En vertu de cette politique, l'intérêt du trône était mis au premier plan, et c'est sa sécurité intérieure qui était tout spécialement prise en considération. La preuve est donnée par le fait que lorsqu'il s'agissait de se mettre en contact avec l'étranger, les corporations s'unissaient pour poursuivre un but commun.

A ces considérations, il faut ajouter le souci pour le gouvernement de pourvoir à la subsistance du peuple.

A n'importe quel moment, les corporations devaient se trouver en état de satisfaire aux besoins des citoyens. Le gouvernement, de son côté, prenait soin de surveiller les marchandises mises en vente, notamment les produits alimentaires, de fixer les prix, de contrôler les poids et mesures et de poursuivre les accapareurs; il comptait par là étouffer une source de désordres.

Les chapitres de l'Edit qui sont consacrés aux épiciers

(1) Catartaire était l'apprêteur de la soie.

(XIII), aux bouchers (XV), aux boulangers (XVI), aux cabaretiers (XIX), contiennent un grand nombre de prescriptions à ce sujet.

Le chapitre XIII, paragraphe 5, fixe le prix de vente en limitant le profit des épiciers qui « ... vendront leurs articles au détail avec un bénéfice de deux milliarises (1) seulement par sou d'or... ».

Le paragraphe 2 du même chapitre est caractéristique : il réserve des pénalités très sévères à tout épicier qui aura des poids et mesures non marqués de la bulle du préfet.

Dans le même sens, le chapitre XIX, paragraphe 4, dispose que :

« Tout cabaretier qui, pour la vente de son vin, se servira de vases non marqués de la bulle obligatoire, sera fouetté, rasé et chassé de la corporation. »

Les produits alimentaires ne pouvaient être exportés. Destinés à la consommation locale, les corporations ne pouvaient pas les conserver, de peur que les besoins du peuple ne soient pas immédiatement satisfaits.

Le chapitre XVI, paragraphe 5, ordonne à ce sujet :

« Ceux qui égorgent et vendent des porcs *ne doivent pas tenir des provisions en réserve* pour les temps de disette. »

L'expression « pour les temps de disette » nous semble devoir être interprétée dans le sens qu'aucune excuse n'est admise pour justifier l'accaparement des marchandises et que même en vue des besoins futurs, la mise en réserve de marchandises sera punie.

(1) D'après Nicole : 16 3/4 %, (note au bas du chapitre XIII).

Les dispositions du chapitre XVII, paragraphe 2, sont analogues.

Il est défendu « aux marchands de marée de saler le poisson et de le vendre à des étrangers pour l'exportation. »

D'où il découle que les produits alimentaires ne pouvaient sortir de la ville. On voulait que les habitants de la capitale ne manquent absolument de rien.

Par le terme « étranger », il faut comprendre toute personne qui n'était pas domiciliée dans l'enceinte de Constantinople; en cette matière, les ressortissants des autres pays et les habitants de la province étaient assimilés.

Les dispositions de l'Edit n'ont pas été seulement influencées par les préceptes de la religion et par le souci de garantir le trône et la tranquillité publique; les questions économiques ont été aussi prises en considération par les rédacteurs du « Livre du Préfet ».

Par la réglementation des corporations, l'Etat se procurait des ressources pécuniaires et se réservait des avantages financiers qui n'étaient pas de la moindre importance. En outre, il mettait en pratique le principe de l'économie byzantine, qui consistait à défendre le bon renom de l'industrie nationale tout en la préservant contre la concurrence étrangère.

La main-mise de l'Etat sur le commerce et l'industrie facilitait le prélèvement des impôts et empêchait les fraudes fiscales.

Sous un autre point de vue, les privilèges que le gouvernement accordait ou renouvelait, n'étaient pas sans

compensation. Chaque faveur était payée et servait à alimenter les caisses du trésor impérial.

Les amendes et les confiscations de marchandises, punitions bien souvent mentionnées dans le « Livre du Préfet », servaient aussi de ressources secondaires pour l'Etat.

En ce qui concerne ces amendes, le chapitre XII, paragraphe 1, intitulé « des savonniers », prescrit que :

« Quiconque, sans l'aveu du préfet ou du prostat (1) en exercice, enseignera le métier à une personne quelconque ne faisant pas partie de la corporation, *payera une amende de vingt-cinq sous d'or* (2). »

Nous croyons que ce texte doit être interprété d'une manière générale et qu'il s'applique à toutes les corporations. Le terme employé « quiconque » vient à l'appui de notre affirmation. Du reste, le fait que nous ne trouvons pas de mention analogue dans la réglementation des autres professions, fait supposer que la stipulation mentionnée n'était pas restreinte seulement aux savonniers, mais que le cadre était bien plus étendu.

Le chapitre XIII, paragraphe 3, prévoit aussi des amendes; il dispose que :

« Tout épiciier convaincu d'user de dol dans un achat et de surfaire un prix convenu, *payera une amende de dix sous d'or* (3); sera frappé de la même amende qui conque mettra en vente des marchandises en dehors de son magasin un dimanche ou un autre jour férié. »

(1) Président de corporation

(2) Selon Nicole : 389 francs or, (note au bas du chapitre XII).

(3) Selon Nicole : 155 fr. 60 or, (note au bas du chapitre XIII).

Quant à la confiscation (1), les textes qui en font allusion sont très nombreux.

Ainsi le chapitre XI, paragraphe 3, ordonne :

« Que les cerulaires achètent librement la cire importée du dehors et aussi la cire et l'huile provenant des églises. Ils achèteront toute la quantité d'huile que nécessitera l'exercice de leur métier, mais ils n'en feront pas provision pour les temps de disette. Tout contrevenant sera fouetté, rasé et *subira la confiscation*. »

De même, le chapitre XII, paragraphe 7, dispose que :

« S'il arrive qu'un individu n'appartenant pas à la corporation des savonniers achète du savon à des marchands étrangers, afin de le revendre, on lui confisquera tout ce qu'il aura acheté. »

D'après l'Edit, les membres nouveaux qui entraient dans une corporation, payaient des droits. C'est la corporation elle-même qui les percevait. Un passage cependant du chapitre XII, paragraphe 2, fait supposer que l'Etat aussi s'était réservé une part.

« ... Qu'il paye — (le membre nouveau de la corporation des savonniers) — six sous d'or (2) au trésor public et six sous d'or au vestiaire impérial... »

Il nous semble que toutes les corporations étaient soumises à la même règle, et que les membres nouveaux

(1) Nicole : op. cit., chapitre II.

Ce genre de pénalité revient souvent dans le livre, sans qu'il soit toujours possible d'en apprécier la nature d'une manière exacte. Tantôt c'est confiscation totale des biens qui semble prononcée, tantôt c'est confiscation d'une certaine quantité de marchandises; dans tel ou tel cas enfin il s'agit d'une amende payée au fisc.

(2) Selon Nicole : 93,36 francs or, (note au bas du chapitre XII).

payaient des droits d'entrée et à l'Etat et à la corporation; ici encore, aucune raison ne justifierait la limitation de la stipulation aux savonnières.

A ces considérations purement budgétaires; il est nécessaire d'ajouter que des principes d'économie pure ont aussi guidé les rédacteurs de l'Edit.

Fièvre des richesses amassées depuis des siècles sur son territoire, fièvre aussi de l'empreinte spéciale que sa civilisation, alors la première du monde, donnait aux objets sortant des mains de ses artisans, Byzance voulait à tout prix conserver son rang prépondérant.

Conserver le bon renom de son industrie, la préserver de tout contact avec l'étranger, furent des principes économiques dans lesquels les empereurs byzantins ont persévéré.

A cet effet, la surveillance méticuleuse des moindres détails de la fabrication était nécessaire, et ce n'est que sur un système de corporations tel qu'il existait à Byzance, que cette immixtion du gouvernement pouvait être vraiment effective.

Les empereurs ont aussi craint que les étrangers ne profitent des secrets professionnels de leurs sujets pour implanter dans leurs pays des industries similaires.

Sur ce point, la politique économique est caractérisée par le régime défensif qu'elle a constamment poursuivi.

Certes, il y eut des époques où l'expansion commerciale vers l'étranger fut très développée. Notamment sous Justinien, les exportations vers les pays du Nord étaient grandes et les marchands grecs voyageaient à travers toutes les mers.

Mais, dans ces circonstances, ce qui domine surtout

les visées impériales; c'est le désir de s'assurer les grandes routes, et la volonté d'éviter autant que possible les servitudes internationales, cela pour garantir et rendre plus facile l'approvisionnement de l'Empire.

Ceux qui étaient chargés des destinées de Byzance portaient principalement leur attention sur le marché local. Ils se sont donné comme tâche constante d'attirer les marchandises étrangères et de les conserver chez eux, tout en donnant à titre d'échange le moins possible.

L'absence d'une politique d'expansion a été cause que le commerce international échappa des mains des Byzantins. Au x^e siècle, il était déjà à son déclin, les républiques italiennes, les Syriens, les Arabes, et bien d'autres se l'approprièrent.

C'est pourquoi, en jugeant l'évolution dans l'économie byzantine, Heyd (1) dit avec raison :

« Les Grecs ne faisaient pas beaucoup d'efforts pour répandre, dans les pays voisins, les produits indigènes et asiatiques amassés dans leurs magasins. Les Empereurs aimaient à faire étalage des marchandises précieuses, mais ne comprenaient pas l'avantage d'une large politique commerciale. Quant à leurs sujets, tout leur effort se bornait à se procurer les objets nécessaires à leur bien-être et cela leur suffisait; ils laissaient volontiers aux étrangers les difficultés et les risques de leurs voyages d'affaires. »

Les conditions de séjour réservées à ces marchands de passage à Constantinople n'étaient pas enviables. Le « Livre du Préfet » nous fournit certains détails à ce sujet. Il fallait vraiment que les étrangers fussent obligés

(1) Heyd : op. cit., tome 1, pages 55 et 56.

de s'arrêter dans la capitale byzantine, pour s'y exposer à toutes les offenses qui les attendaient, et pour se soumettre à toutes les prescriptions avilissantes en vigueur à leur égard.

A moins qu'ils pussent se prévaloir de certains traités commerciaux — bien souvent considérés comme inexistant — les étrangers étaient suspects, leur séjour dans la capitale devait être limité, ils ne pouvaient loger que dans des locaux désignés et visités à tout instant par la police. A leur départ, ils n'avaient droit d'emporter que les marchandises qui leur étaient spécialement désignées et que les agents du préfet contrôlaient jusqu'au moindre détail.

Le chapitre XX, paragraphe 2, stipule que le préfet de la ville ne doit pas permettre : « ... aux gens venus du dehors, avec telle ou telle marchandise, de séjourner plus de trois mois dans la capitale. Qu'il leur signifie d'avoir, avant ce terme, à vendre les articles qu'ils ont apportés, à se procurer ceux dont ils ont besoin et à sortir de la ville. S'il s'en trouve qui aient prolongé leur séjour au-delà du délai prescrit, ils seront fouettés, rasés; on confisquera leurs marchandises et on les chassera de la ville. »

Pour compléter ces mesures rigoureuses, dans les dernières lignes du chapitre XX, paragraphe 1, il est en outre énoncé que :

« ... Le substitut — (du préfet) — marquera pour leurs opérations (des étrangers) une certaine limite de temps. Ce terme écoulé, il les conduira devant le préfet en produisant le compte des marchandises qu'ils auront

achetées, afin que nul article prohibé ne sorte de la capitale. »

Ces textes démontrent la sévérité des mesures. Pourtant, tous les étrangers n'étaient pas suspects au même point, certaines conditions plus favorables étaient faites, soit par des traités, soit tout simplement par tolérance, à certains peuples amis.

C'est ainsi que dans un passage du chapitre V, paragraphe 2, on trouve mentionné que les pandioprates (marchands de confection) se partageront certains articles « avec les marchands syriens séjournant depuis dix ans au moins dans la capitale ». Ce qui confirme qu'il y avait des étrangers amis, et dans le cas les Syriens, qui pouvaient séjourner longtemps dans la capitale et même y être domiciliés.

A l'époque de Macédoine, un grand nombre de traités (1) étaient signés dans ce sens avec des nations étrangères, notamment avec la République de Venise (décret de mars 922), et avec les Russes (traité de 911 avec le prince Oleg et de 944 avec le prince Igor, confirmés par le traité conclu par l'empereur Jean Zimiscès, avec le prince Svaetoslav, en 971).

Les dispositions de l'Edit aboutissaient à l'ingérence tyrannique de l'Etat sur toute l'activité économique du pays. Nicole (2) la caractérise avec les termes qui suivent :

« L'Etat se mêle de tout, il contrôle tout, il rentre quand il lui plaît dans les ateliers, fouille les magasins,

(1) Consulter Heyd : op. cit., tome I, pages 70 et 71.

(2) Nicole : Introduction au « Livre du Préfet », (traduction française), page 4.

inspecte les livres de compte... La réglementation a pour instruments toute une armée de fonctionnaires et l'inquisition du préfet compte comme précieuse auxiliaire, la dénonciation mutuelle à laquelle sont tenus tous les membres des corps de métiers. »

Il n'existe pas un chapitre du « Livre du Préfet » où il ne soit fait allusion à cette ingérence continuelle de l'Etat dans la vie des corporations; il nous suffira de mentionner le chapitre VII, paragraphe 3, qui réserve la condamnation à être fouetté et rasé à quiconque refusera l'accès de ses ateliers à l'inspecteur des bulles et à l'inspecteur des tissus.

Cette inquisition, de la part du gouvernement, n'était pas sans conséquences.

La violence, la corruption, les fausses dénonciations, les abus de toute sorte, ont trouvé un terrain propice pour exercer leur influence néfaste.

En fait, au lieu d'établir l'état de paix et l'équilibre social, prévu dans la préface du « Livre du Préfet », les dispositions de cet Edit fournissaient toutes les occasions aux puissants d'écraser les faibles, et aux gens qui avaient des mauvaises intentions à agir en pleine liberté au détriment des personnes paisibles.

Comment, en effet, la corporation des épiciers pouvait-elle vivre dans la tranquillité, puisqu'on trouve dans le paragraphe 4 du chapitre qui la concerne les dispositions qui suivent :

« Les épiciers surveilleront les articles de leur spécialité, provenant du dehors, afin que tout individu qui, appartenant ou non à la corporation, ferait provision de

ces articles, pour les temps de disette, soit *dénoncé au préfet* et châtié par lui. »

Chaque membre de la corporation ne se trouvait-il pas, au moment de faire ses achats pour son commerce, sous le coup d'une dénonciation bien souvent fausse, s'il avait des ennemis ou des concurrents?

On pourrait objecter, en ce qui concerne ces rapports entre les membres de chaque corporation, qu'il y avait la garantie de la sélection lors de l'admission.

En effet, quoique le nombre des membres qui composaient chaque profession industrielle ou commerciale ne fût pas limité (1), les conditions pour faire partie d'une corporation étaient extrêmement difficiles. La présentation par des membres, leur solidarisation avec le candidat, l'examen préalable de la capacité de ce dernier, le versement des droits d'entrée, l'approbation indispensable du préfet, étaient certainement autant d'obstacles qui n'ouvriraient la porte du métier qu'aux plus qualifiés.

Nous citons en confirmation le chapitre II, paragraphe 10, où il est stipulé que :

« Quiconque voudra monter un atelier d'argentier... apportera la caution de cinq personnes qui courent les mêmes risques, naturellement, que le sujet cautionné. »

et le chapitre IV, paragraphe 5, où il est énoncé que :

« Pour être admis dans la corporation des vestioprates, il faut que cinq membres de la corporation témoignent devant le préfet que le postulant est digne d'exercer le métier. Il sera admis alors, ouvrira le magasin et fera le

(1) Le nombre des tabulaires (notaires) est fixé à 24.

commerce. Le droit d'entrée à payer par lui sera de six sous d'or. » (1).

La sélection existait donc et les membres nouveaux de la corporation ne devaient pas porter préjudice au bon renom du métier grâce à leur capacité. Mais nous croyons utile de faire remarquer que, par les conditions exigées pour l'admission, c'étaient les puissants, ceux qui pouvaient cautionner un membre qui le présentaient. N'était-ce pas là une occasion de solidariser dans leurs buts commerciaux, celui qu'ils garantissaient? Si leurs intentions étaient mauvaises, ne trouvaient-ils pas en leur protégé, un organe pour dénoncer un concurrent? N'était-ce pas la division de la corporation en différentes castes?

Il faut ajouter que jamais les membres de la corporation n'étaient consultés au sujet de la présentation d'un candidat (2). Et il est en outre à supposer, qu'avec des dispositions comme celles qui sont contenues dans le « Livre du Préfet », surtout avec l'obligation à la dénonciation mutuelle, il était rare que l'esprit de confraternité durât longtemps.

En effet, la situation que l'Edit fait au commerce et à l'industrie est vraiment tyrannique, cependant, pourquoi le Gouvernement perséverait-il dans une réglementation pareille? N'avait-il pas des raisons pour la souhaiter?

Il nous semble qu'il la favorisait, car elle était le complément de sa politique consistant à diviser les différents métiers, pour les avoir plus facilement sous sa

(1) Selon Nicole : 155 fr. 60 or, (note au bas du chapitre IV)

(2) Les tabulaires faisaient exception.

domination. Si l'Empereur souhaitait la séparation des différentes corporations, il avait un intérêt analogue, à ce que chaque corporation ne soit pas forte et unie. Par le système de la dénonciation mutuelle et du favoritisme, il arrivait au résultat désiré en éloignant les uns des autres les membres de la même profession.

En général, les dispositions de l'Edit sont contraires aux principes du progrès économique; pourtant on y trouve certains éléments à l'avantage du commerce et de l'industrie.

Les inconvénients du système organisé sont visibles.

La concurrence, stimulant principal du progrès, était soigneusement écartée. Les producteurs auxquels on garantissait de la sorte les débouchés et qui souvent se voyaient obligés à fabriquer en quantités limitées, n'avaient aucun intérêt à améliorer les conditions de leurs exploitations. Rien ne les poussait à cela. Le régime du monopole aggravé encore par la réglementation sévère, a nécessairement empêché le plein développement de l'industrie et du commerce.

Mais alors, comment pourrait-on expliquer ce magnifique essor qu'a présenté la production durant toute la période de l'histoire byzantine.

Il nous semble qu'il faut l'attribuer à des facteurs indépendants de l'organisation de l'économie urbaine; et que les principaux éléments qui ont exercé leur influence ont été :

L'énorme quantité de richesses, accumulées à Byzance (1) surtout par la conquête et qui étaient mises en

(1) Cf., chapitre V.

œuvres plutôt par goût artistique que par nécessité économique.

La foi, qui a poussé les artisans de Constantinople à se spécialiser dans les objets destinés au culte.

Les besoins de la Cour. Le Palais gaspillait à profusion et exigeait des perfectionnements constants aux objets qui lui étaient fournis, soit par les Manufactures impériales, soit par les corporations de la ville.

La situation géographique privilégiée de la capitale et la grande expansion des exportations, grâce à la place prépondérante occupée par les Byzantins, dans le commerce international, surtout durant les premiers siècles de leur histoire.

Ce sont les facteurs qui ont avantagé la production à Byzance, mais la législation appliquée était en grande partie anti-économique.

Comment, en effet, une industrie pouvait-elle progresser, si on ne lui laissait même pas la liberté d'acheter la quantité de matières premières dont elle avait besoin ?

« Nous ordonnons, — stipule le chapitre II, paragraphe 8 de l'Edit — qu'il soit défendu à tout orfèvre de condition libre ou de condition servile, d'acheter pour les besoins de son métier plus d'une livre d'or non monnayé, que le métal soit travaillé ou non... »

et plus bas le paragraphe 9 du même chapitre d'ajouter :

« Tout orfèvre qui prendra livraison pour son travail de plus d'une livre d'or non monnayé et qui ne le déclarera pas sur le champ au chef des orfèvres deviendra, s'il est esclave propriété du fisc, s'il est libre, il sera fouetté et payera une amende d'une livre d'or. »

Les fabricants ne pouvaient même pas faire le choix de leurs fournisseurs, ils étaient obligés de s'adresser aux marchands qui leur étaient spécialement désignés. S'ils contrevenaient à ces prescriptions, des punitions sévères leur étaient réservées.

Le chapitre VIII, paragraphe 9, dispose que :

« Les séricaires (1) achèteront la soie grège aux métaxoprates, s'ils l'achètent à des personnes étrangères à la ville ils seront fouettés, rasés et cesseront d'exercer leur métier. »

Ailleurs, il est défendu à l'industrie et au commerce de s'intéresser aux articles de luxe réservés exclusivement aux Manufactures de la Cour. Le « Livre du Préfet » est très précis en ce qui concerne certains de ces articles prohibés (καλυμένα) et les moindres détails pour les distinguer sont soigneusement mentionnés.

L'industrie des soieries de luxe, spécialement teintes de pourpre, dont Byzance était fière et gardait avec jalousie le monopole dans le monde entier, présente un intérêt tout spécial.

A l'industrie privée, était réservée la fabrication de tissus de qualité inférieure. Il n'était fait exception que dans le cas où, par le système des « munera » la corporation était réquisitionnée.

Le chapitre VIII, paragraphes 1 et 2 de l'Edit est caractéristique.

« Défense aux séricaires de confectionner les pourpres dites prohibées soit, dans la catégorie des grands pailles de dessus ou de dessous, ceux qui sont d'une seule couleur, comme ceux où le pourpre alterne avec le vert

(1) Fabricants de soieries.

foncé ou le jaune en demi-teinte. Ils pourront confectionner les pourpres pêche dans lesquelles cette couleur est combinée avec d'autres, les turbans communs à la mode slave, coupés de bandes écarlates. Les pourpres pêche et les robes fines de deux grands palmes sont déclarées au Préfet, ainsi que les pailles valant plus de dix sous d'or, fussent-ils de plusieurs couleurs. »

« Défense à tout noble, comme à tout simple particulier, de confectionner un paille de pourpre de six ou huit lès. Cette défense ne s'étend pas aux pailles de dix ou douze lès, pourvu qu'ils soient teints en véritable pourpre, qu'ils soient de petit modèle et qu'ils ne rentrent pas dans la *catégorie de ceux que le Préfet pourra réserver pour l'usage de la maison de l'empereur*. Elle s'étend aux pailles arrondis par le bas, réservés à l'usage du prince, exception faite pour ceux de modèle moyen qui forment des plis sur la tunique, comptent au moins dix lès et sont teints de diverses couleurs. Quiconque sera convaincu de confectionner les articles que nous interdisons, subira la confiscation et cessera d'exercer le métier. »

Ainsi d'après le premier texte cité, il y avait trois catégories de soieries. Celle qui était complètement prohibée à l'industrie privée, celle qui était permise et enfin celle pour laquelle il fallait demander l'approbation du Préfet.

Ces citations donnent une idée des difficultés au milieu desquelles vivait l'industrie à l'époque. Ce n'était pas seulement la longue liste des catégories prohibées, que tout fabricant devait connaître pour ne pas s'attirer d'ennuis et des punitions graves, mais il devait aussi de-

viner ce qui pourrait être réservé par le préfet pour l'usage de la maison impériale.

A la suite de ces nombreuses prohibitions et comme conséquence du système de monopole on peut déduire que les marchandises livrées à la consommation courante étaient uniformes, invariables, sans aucune trace de perfectionnement. Une lourde monotonie devait peser sur l'activité économique du pays.

La seule voie qui a permis le progrès technique et l'originalité artistique, consistait dans l'attention spéciale portée aux fournitures destinées à la Cour et aux objets formant les offrandes aux Eglises.

Ce sont ces fournitures et ces objets qui formèrent les expressions du magnifique art byzantin que le monde entier admire.

Ce serait pourtant une erreur de considérer le « Livre du Préfet » comme un recueil de dispositions étouffant dans leur base le commerce et l'industrie.

L'économie urbaine de Byzance, quoique si sévèrement réglementée, dans l'intérêt spécial de l'Etat, pouvait profiter de nombreux avantages qui, certainement, n'étaient pas négligeables. Parmi ces avantages, il nous semble qu'il faut attacher une importance spéciale :

- 1) A la spécialisation qui existait dans chaque métier.
- 2) A la suppression des intermédiaires.
- 3) Au fait que les prévisions pour la consommation, pouvaient être facilement calculées.
- 4) Surtout au système des associations d'achat, pratiqué uniquement à l'égard des personnes étrangères à la ville.

1° Le système organisé à Constantinople obligeait

les particuliers, qui exerçaient l'industrie ou le commerce à se spécialiser dans leur profession. Nous avons déjà expliqué, qu'il était rigoureusement défendu d'appartenir à plus d'une corporation, et que les différents métiers étaient, en ce qui concerne le marché local, complètement séparés.

Ces restrictions avaient, malgré leurs inconvénients, l'avantage de faire mieux connaître aux artisans les secrets de leurs professions; le rendement du travail de chaque membre de corporation n'en pouvait être que meilleur.

Nous ne croyons pas utile d'insister ici, sur la supériorité économique que présente le système de la spécialisation, système qui est en quelque sorte le précurseur de la division du travail dans la production moderne. Signalons seulement le fait qu'à Byzance, cette spécialisation découlait peut-être involontairement mais d'une manière nécessaire du système économique tel qu'il fonctionnait.

2° La suppression des intermédiaires n'était pas un bienfait de moindre importance.

Le prix des objets fabriqués n'avait pas à supporter les charges découlant des bénéfices et des risques afférents à la spéculation des personnes qui se seraient interposées dans le commerce des matières premières.

Bien mieux, pour avantager les particuliers, qu'ils fussent nobles ou bien simples citoyens, il leur était permis d'acheter directement aux importateurs ce qui leur était nécessaire à leur consommation personnelle.

Plusieurs textes de l'Edit consacrent cette suppression des intermédiaires.

Ainsi, le chapitre V, paragraphe 4, ordonne que :

« Quelle que soit l'importance d'un arrivage de marchandises syriennes, *le corps des pandioprates* (1) *achètera tous les vêtements de qualité supérieure ou inférieure composant cet arrivage; si ce sont des articles de parfumerie ou de teinturerie, ils seront tous achetés par les parfumeurs.* Si en dehors de ces deux corporations, un noble, ou en général un habitant de la ville désire se porter directement acquéreur d'une partie de l'arrivage, il sera libre d'acheter tout ce qui pourra être consommé dans sa propre maison. »

Dans le même sens le chapitre VII, paragraphe 1, stipule que :

« Les catartaires achèteront la quantité de soie grège importée du dehors qu'ils pourront apprêter. »

On serait peut-être tenté de supposer, en parcourant le chapitre XXI de l'Edit, que le métier de maquignon faisait exception à cette règle. Mais dans le cas où le mot « intermédiaire » est employé, ce terme ne doit pas être pris dans le sens que l'Economie politique lui donne.

Les maquignons, dans la circonstance, n'achetaient pas dans un but de spéculation mais en vue de liquider certaines situations contestées. Le courtage qu'ils recevaient se résumait à la rémunération d'un simple service d'estimation.

Le chapitre XXI, paragraphe 1, est formel lorsqu'il énonce que :

« Il leur est absolument défendu d'acheter des animaux en dehors de ceux qui restent sur le marché *quand les acheteurs les ont laissés pour le compte des ven-*

(1) Marchands de confection.

deurs. Ils ont alors à déclarer la qualité de l'animal, car c'est là le propre de leur métier. Que si, sur la foi de leur témoignage il se présente un acquéreur... le maquignon qui leur a servi d'intermédiaire recevra... »

Au reste, le chapitre XV, paragraphe 3, confirme les mesures prises contre la spéculation des intermédiaires.

« Défense — est-il stipulé — aux bouchers d'attendre à Nicomédie ou en d'autres villes les marchands qui viennent du dehors vendre les troupeaux de moutons. Qu'ils aillent les joindre au-delà du Sangarius, *afin que la viande se vende à meilleur marché.* »

3° Il a été signalé que l'économie urbaine de Byzance, a profité aussi du fait que les débouchés pouvaient être facilement prévus.

Bien souvent les perturbations économiques sont la conséquence de prévisions erronées, notamment de nos jours, les crises proviennent de mauvais calculs sur l'équilibre entre l'offre et la demande.

A Byzance, grâce au système de l'Edit, le phénomène de la surproduction était inconnu. Les corporations n'ont pas eu à lutter contre des crises. Si certaines sont signalées, dont quelques-unes bien graves (1) elles sont purement agricoles.

Grâce au système du monopole, deux dangers cependant pouvaient subsister, si le législateur n'avait pas pris des mesures pour les écarter : celui de l'acçaparement, et celui de la vente à des prix arbitraires.

En effet, dans l'Edit, nous trouvons des passages d'une extrême sévérité contre ceux qui auraient l'intention

(1) Notamment la crise agricole de 960 signalée par M. Schlumberger, *op. cit.*, page 71.

de se constituer ce que nous appellerions des « stocks ». C'est aux articles de première nécessité qu'ils se réfèrent.

Le chapitre XIII, paragraphe 4, déjà cité, défend aux épiciers de garder des marchandises en réserve, par les chapitres XV, paragraphe 6, et XVI, paragraphe 5, les bouchers et les marchands de porcs qui tiendraient provisions pour les temps de disette sont punis sévèrement, le chapitre X, paragraphe 2, est encore plus catégorique, il est stipulé dans les termes qui suivent :

« Défense (aux parfumeurs) de faire provision de ces marchandises *pour en tirer un bénéfice exagéré quand elles sont rares* ou d'en élever le prix plus qu'il convient. »

En ce qui concerne les prix arbitraires, le législateur a fait la distinction entre les articles de première nécessité et les autres marchandises.

Il fixait les prix toutes les fois qu'il s'agissait de produits alimentaires, et a permis la rescision de la vente, dans n'importe quelle transaction qui comportait une lésion de plus de la moitié de la valeur (1), de l'article échangé.

4° Mais parmi toutes les dispositions qui avantaient le commerce et l'industrie des particuliers, celles qui organisaient les associations d'achat ont été de beaucoup les plus intéressantes. Elles étaient établies sur des principes économiques vraiment avancés pour l'époque. Malheureusement elles n'étaient prévues que pour les

(1) Le *Livre du Préfet*, chapitre XXII, paragraphe 3. « ... Que l'on suive pour le contrat de louage les règles prescrites par la loi pour la vente et achats et s'il est prouvé que le contrat a bien été observé tel qu'il avait été passé, mais que le salaire n'atteint pas la moitié du chiffre raisonnable, le contrat sera annulé et le travail estimé à sa valeur... »

cas où il s'agissait de se mettre en contact avec l'étranger. Dans cette circonstance, le terme étranger comprend toutes les personnes qui ne faisaient pas partie de la population de la capitale. Le fait que les provinces de l'Empire étaient assimilées aux nations étrangères ne doit pas nous surprendre. L'intérêt porté aux conditions d'achat des marchandises importées était purement politique, il avait pour but la tranquillité publique. C'est la population de Constantinople qui était la plus à craindre, c'est elle qui était la plus dense, et qui se trouvait la plus rapprochée du trône; c'est cette population, par conséquent, qu'il fallait ménager à tout prix en lui accordant tout le nécessaire à la consommation, même au préjudice des provinces impériales.

Au reste, une grande différence existait entre les habitants de la capitale et ceux qui n'avaient pas le privilège d'être domiciliés dans son enceinte. Les sujets de Byzance qui ne vivaient pas à Constantinople, n'avaient même pas le droit de s'habiller de la même façon que ceux qui y demeuraient. Certaines étoffes étaient prohibées aux uns tandis qu'elles étaient permises aux autres. Une différence existait aussi sous ce point de vue entre les provinciaux eux-mêmes et les autres étrangers.

Nicole, dans une note qu'il ajoute au chapitre IV, paragraphe 1, de l'Edit explique qu'on appelait « articles prohibés » certaines étoffes de pourpre qui étaient réservées, soit aux habitants de la capitale, à l'exclusion des provinciaux, soit aux sujets grecs à l'exclusion des étrangers (1).

(1) Nicole : op. cit; consulter aussi Stöckle : op. cit., pages 116 à 123.

Les mesures qui réglementaient les associations d'achat ont été rédigées dans le but d'obliger les étrangers qui venaient vendre leurs marchandises à Constantinople, à céder leurs biens à un bloc uni d'acheteurs, qui les aurait achetés au prix les plus avantageux.

La manière de procéder ne différerait pas, dans ses principes, des méthodes d'achat de fournitures dans les institutions modernes. A Byzance, comme de nos jours, on mettait en commun des capitaux, on achetait directement et en gros les marchandises nécessaires, et le partage se faisait proportionnellement à la mise de chaque participant.

A ce sujet, le chapitre VI, paragraphe 8, ordonne que :

« Tous les membres de la corporation (des métaxoprates), à l'ouverture du marché, se cotiseront chacun suivant ses moyens, pour l'achat de la soie grège, dont la répartition se fera ensuite proportionnellement à la mise de chacun » (1).

De même, le chapitre IX, paragraphe 3, comporte des stipulations identiques pour les othonioprates ou litigiers.

Nous croyons utile de mentionner certains détails concernant le fonctionnement de ces associations.

Selon le chapitre XX, paragraphe 1 de l'Edit, le Préfet avait un substitut. Ce dernier, entre autres fonctions, était chargé de signaler à son supérieur hiérarchique, les personnes qui arrivaient avec des marchandises à Constan-

(1) Ce texte concerne les marchandises venant de l'étranger aussi bien que des provinces. En effet, depuis l'époque de Justinien, la culture de la soie était répandue sur tout l'empire, et les marchandises importées des pays lointains ne servaient que de complément à la production nationale.

tinople, en même temps les présidents des corporations intéressées étaient avertis. Sur invitation de leur chef, les membres du métier se réunissaient et débattaient les conditions de la participation, la quantité de produits dont chacun avait besoin, le prix d'achat, les marchandises offertes en échange. De la sorte, il n'y avait aucune raison pour que la corporation entière se porte au-devant des vendeurs, et il est à supposer qu'une délégation était mandatée pour conclure le marché.

Dans une réunion postérieure où tous les intéressés étaient appelés, on procédait au partage, et c'est à l'Exarque (président de la corporation) qu'était confiée la charge de la répartition.

« A l'ouverture du marché — dispose le chapitre V, paragraphe 3, — que tous les membres de la corporation (1) se cotisent, chacun suivant ses moyens, pour l'achat de tout arrivage, qui sera réparti ensuite par les soins de l'Exarque, proportionnellement à la mise de chacun. »

(1) Il s'agit des pandioprates ou marchands de confections importées de Syrie.

CHAPITRE III

DU ROLE DU PRÉFET ET DE SES COLLABORATEURS IMMÉDIATS DANS LEURS RELATIONS AVEC LES CORPORATIONS.

Le Préfet était l'organe de l'ingérence de l'Etat dans la vie économique de Byzance.

Les attributions de ce fonctionnaire étaient tellement nombreuses qu'à juste titre il pouvait être considéré comme le maître absolu de l'industrie et du commerce.

Dans les Basiliques, ses fonctions sont résumées dans les termes qui suivent :

« Πάντα τὰ ἐν Κωνσταντινουπόλει σωματεῖα καὶ οἱ πόλιται καὶ ἀπὸ τοῦ δήμου παντός τῷ ἐπαρχῷ τῆς πόλεως ὑποκαίσθωσαν » (1).

Ce texte prouve, que non seulement les corporations, mais tous les citoyens de Constantinople et aussi toute la ville, étaient soumis à l'autorité du Préfet.

Son rôle, dans l'économie urbaine, a été précisé par M. Nicole, dans un passage que nous reproduisons (2) :

« Les corporations de Constantinople avaient pour grand maître l'illustrissime préfet de la ville. Leur recrutement, l'élection de leurs chefs, les rapports entre

(1) Basiliques : IV, 4, 13; de même : C. Th., I, 10, 4. *Omnia comporatorum genera, quæ in Constantinopolitana Civitate versantur, universos quoque cives atque populares præfecturæ urbanæ regi moderamine recognoscas.*

(2) Nicole : op. cit., page 2.

elles, toute la vie organique enfin reposait sur lui et dépendait de lui. C'est lui qui les représentait vis-à-vis du Gouvernement et, dans la plupart des cas, vis-à-vis de la population étrangère; c'est lui qui jugeait et punissait les infractions aux règlements dont le réseau compliqué les enserrait. Naturellement, l'Empereur est au-dessus du Préfet; l'Empereur le nomme, l'investit, peut d'un moment à l'autre lui reprendre la ceinture, insigne de ses fonctions. Mais la puissance suprême de l'Empereur reste à l'état d'axiome dans presque tout le livre : il est rare qu'il descende de la haute sphère où il plane. Pour employer la comparaison que Léon VI a risqué lui-même en écrivant la préface, il a édicté la loi, comme Dieu a gravé les tables du Décalogue : c'est le Préfet qui en est le dépositaire visible et qui la fait exécuter. »

Représentant de l'Empereur qui le nommait, le Préfet cumulait, dans le cadre de l'activité économique, tous les droits dont pouvait se prévaloir le chef suprême de l'Etat; sauf celui de légiférer. Il était à la fois l'organe exécutif des volontés impériales et le juge de tous les litiges qui pouvaient surgir dans la vie des corporations. Ses fonctions, d'une manière générale, consistaient à intervenir dans les moindres détails de l'économie urbaine (1).

† Selon l'Edit, le Préfet :

1° Conserve certains registres.

2° Il désigne son substitut, nomme les assesseurs et ses collaborateurs subalternes.

3° Il nomme aussi les présidents des corporations et

(1) Voir supra, chapitre II.

donne son approbation lors de l'admission de membres nouveaux.

4° Il est le chef de la police de Constantinople.

5° Il est juge des infractions aux règlements et c'est lui qui exécute les condamnations qu'il prononce.

6° Il fait des rapports à l'Empereur sur le commerce et l'industrie, et le souverain peut lui demander son conseil lorsqu'il veut légiférer en la matière.

1° Byzance a gouverné le monde par la bureaucratie (1), son système économique ne pouvait pas faire exception à cette règle.

Dans l'Edit on ne trouve mentionnés que deux registres, le matricule, et celui sur lequel étaient inscrits certaines déclarations que les membres des corporations devaient faire avant de procéder à leurs achats.

En effet, le chapitre XXI, paragraphe 7, stipule... « que chaque maquignon figure sous un chiffre particulier dans les registres du préfet », d'autre part, le chapitre VII, paragraphe 5, ordonne : « Au moment d'acheter la quantité de soie grège qu'ils veulent apprêter, les catartaires se feront inscrire dans les registres du préfet en certifiant qu'ils ne sont pas de condition servile, ni dénués de toute ressource, et qu'ils ont la réputation d'honnêtes gens... »

La différence qui existe entre les inscriptions prévues par ces deux citations, fournit, il nous semble, la preuve que les registres officiels étaient nombreux et très détaillés.

(1) Diehl : *Histoire de Byzance*, page 115.

Consulter Noailles : *Les Collections de Nouvelles de l'Empereur Justinien*, chapitre III, paragraphe 3. — *La mention des Chan-celleries dans les Nouvelles*, pages 68 à 79.

De nombreuses mentions supplémentaires intervenaient naturellement en dehors du matricule et du livre qui contenait les déclarations sur le crédit et les conditions sociales des acheteurs de matières premières. C'est ainsi que, selon toute probabilité, sur les registres du Préfet devaient figurer : la date d'entrée de chaque membre à la corporation, les personnes qui l'ont cautionné lors de son admission, l'emplacement des ateliers et magasins et en général, toutes les circonstances qui avaient de l'importance dans une organisation économique si sévère.

Le fait que le « Livre du Préfet » n'en fait pas allusion dans ses stipulations peut être attribué à diverses raisons.

Il se peut que ces registres intéressaient l'administration personnelle du préfet, et dans ce cas ce haut fonctionnaire avait toute liberté pour conserver des livres selon la méthode qui lui convenait le mieux. Il se peut aussi et c'est ce qui est le plus probable, que l'Edit, ainsi qu'il nous est parvenu, ne soit pas complet. Pourquoi, en effet, obliger à des inscriptions seulement quelques corporations dont une, celle des maquignons, n'est pas de première importance et ne faire aucune allusion pour les autres ?

Le fonctionnement administratif du système économique de Byzance nécessitait un personnel nombreux, et parmi les collaborateurs du préfet, son substitut tient la place de beaucoup la plus importante.

Le chapitre XX de l'Edit est entièrement consacré à ce fonctionnaire; au sujet de sa nomination on y trouve la disposition qui suit :

« Que le préfet de la ville ait un substitut *désigné et présenté par lui à l'empereur.* »

Il est certain que ce substitut, ainsi que son titre même l'indique, représentait le préfet dans l'exercice de toutes ses fonctions. Mais s'il avait à recevoir des instructions et même des ordres de son chef immédiat, c'est envers l'Empereur auquel il devait sa nomination qu'il était responsable. C'est pourquoi la loi a pris des précautions pour assurer la bonne collaboration entre ces deux fonctionnaires et réserva au préfet l'avantage de la désignation du candidat.

Le substitut avait aussi des fonctions propres, en général elles consistaient dans le devoir de rapporter à son supérieur hiérarchique tout ce qui se passait dans la ville et tout ce qui nécessitait une intervention personnelle du Préfet. Spécialement il avait à s'occuper des étrangers qui apportaient des marchandises à la ville.

« Ce substitut — énonce le chapitre XX, paragraphe 1, — sera chargé *de signaler au préfet* tous les individus qui arrivent à Constantinople et y apportent telle ou telle espèce de marchandise, de quelque lieu ou de quelque contrée qu'ils viennent... »

Le chapitre XX, paragraphe 3, ajoute dans le même sens :

« Si, à la connaissance du substitut du préfet, tels ou tels individus accaparent des articles importés, afin de les vendre en temps de disette, et qu'ils pratiquent quelque négoce frauduleux allant au préjudice de tous, *il les dénoncera au préfet*, pour qu'ils soient fouettés, rasés et qu'on confisque les articles mis par eux en réserve. »

Les assesseurs représentaient aussi le préfet, leurs

charges aussi étaient variées, mais leur fonction était limitée à la corporation à laquelle chacun était attaché.

Dans une note que M. Nicole (1) a tracée au bas du chapitre de l'édit intitulé « Des selliers », on trouve les explications qui suivent.

« Le livre parle encore de l'assesseur des cabaretiers, et de celui des boulangers, sans entrer d'ailleurs dans aucune explication suffisante sur la compétence de ce personnage. Aux termes employés dans les trois passages où il est question de lui, il paraît certain que la plupart des corps de métiers, sinon tous, avaient chacun le leur. On voit aussi que ses fonctions étaient distinctes de celles du chef de la corporation et qu'elles avaient plus d'importance. Il est probable que l'assesseur représentait l'autorité préfectorale auprès de la corporation et servait de conseil judiciaire à celle-ci. »

De ces développements on peut déduire que chacun de ces fonctionnaires était l'organe de l'administration chargé de surveiller et de donner ses conseils à la corporation à laquelle il était attaché. On pourrait les considérer comme agents de liaison qui transmettaient et appliquaient aux différents métiers les ordres et les instructions qu'ils recevaient des autorités supérieures (préfet ou substitut). En effet, le chapitre XVIII, paragraphe 4, stipule que : « ...les boulangers se rendent auprès du préfet, toutes les fois qu'il y a hausse ou baisse du prix des blés, afin que *par les soins de l'assesseur* le poids du pain soit réglé sur la valeur du blé. » Le chapitre XIX, paragraphe 1, précise aussi que : « Quand le vin arrive dans la capitale... *l'assesseur recevra immédiatement*

(1) J. Nicole : *Le Livre du Préfet*, chapitre XIV, (trad. française).

l'ordre d'obliger les cabaretiers à mettre les mesures et les vases, dont ils se servent pour vendre le vin, en rapport avec le prix auquel ils auront acheté. »

Par ces deux textes il est prouvé, que l'assesseur ne pouvait intervenir sans avoir reçu des instructions de ses supérieurs hiérarchiques. Pourquoi, en effet, faisait-on une obligation aux boulangers de se présenter devant le préfet, et ne leur permettait-on pas de s'adresser directement aux fonctionnaires chargés de fixer les prix.

Le chapitre XVIII, paragraphe 1, énonce que les boulangers doivent acheter le blé dans « *les magasins de l'assesseur* ». Il est à supposer, qu'au moins pour certaines corporations, ces fonctionnaires étaient chargés de tenir en dépôt certaines marchandises les plus nécessaires à la consommation. L'industrie et le commerce étaient approvisionnés par eux au fur et à mesure des besoins.

En ce qui concerne particulièrement les blés, à part la citation que nous venons de signaler, le « *Livre du Préfet* » ne fait pas d'autre allusion sur leur importation. On peut déduire, de ce fait, que le commerce des blés constituait un monopole d'Etat, et que des mesures spéciales étaient en vigueur à ce sujet. Il est très probable que le gouvernement se portait acquéreur de toutes les quantités de blés, importées des provinces ou de l'étranger, et qu'après déduction des parts qu'il se réservait pour les besoins du Palais et les distributions au peuple, le reste était confié à l'assesseur pour être revendu aux boulangers, selon les exigences quotidiennes de la consommation.

L'ingérence de l'Etat, dans la vie des corporations;

nécessitait naturellement un nombreux personnel subalterne.

Nicole, dans l'édition du « Livre du Préfet » en grec (1), cite dans leur ordre hiérarchique, ainsi qu'ils sont rapportés dans la « Noticia dignitatum et administrationum » de Philotée, les titres de ces personnes au service du Préfet, ce sont les :

Σύμπονος (2) λογοθέτης τοῦ πραιτωρίου, κριταὶ τῶν λεγεώνων, ἐπισκεπτηταὶ πρωτοκαγκελλάριοι, κεντυρίων, ἐπόπται, ἐξαρχος (3) γειτονιαρχαί, νομικοί, βουλευταί, προστάται (4) καγκελλάριοι παραθαλασσίτης.

Tous ces fonctionnaires, à part le substitut, étaient nommés directement par le préfet. L'Empereur, en effet, avait confié à son représentant, sur lequel pesait toute la responsabilité, des pouvoirs illimités et ne s'intéressait pas aux détails de la vie économique.

Nous ne nous arrêterons pas sur les charges de tous ces fonctionnaires, qui, depuis le préfet jusqu'aux moindres inspecteurs des bulles et des tissus, pesaient sur les corporations. Le rôle d'un personnage cependant, mérite une attention particulière, c'est celui du président de la corporation.

3° Chaque corporation avait un chef, mais tous ces chefs n'étaient pas du même degré dans la hiérarchie des fonctionnaires.

La différence de la terminologie employée dans le

(1) J. Nicole : *Επαρχικον Βιβλίον* chapitre III, page 87.

Consulter Bury : *The Imperial administrative System in the Ninth Century with a revised text of the kletorologion of Philotheos*, page 139.

(2) Au sujet de ce fonctionnaire, consulter Stöckle, op. cit., pages 91 et 92.

(3 et 4) Tous deux présidents de corporations.

« Livre du Préfet » pour les désigner le prouve, c'est ainsi que, selon l'importance de la profession, ils sont appelés tantôt Εξάρχαι (exarques), tantôt προτάται ou προϊστάμενοι (primiciers).

A l'inverse des assesseurs, les présidents servaient d'agents de liaison de bas en haut entre la corporation et l'Etat. Certaines charges de la police leur incombaient, ils étaient aussi les trésoriers des professions qu'ils présidaient, et bien souvent ils étaient appelés à titre d'arbitres pour liquider certains litiges.

On pourrait supposer qu'ils étaient au moins désignés par les membres de leurs corporations, puisqu'ils avaient pour fonction de les représenter.

Il en était cependant tout différemment. La loi a réservé au Préfet le privilège de leur nomination. Aucune restriction n'était admise.

Le chapitre V, paragraphe 1, est catégorique, il stipule que :

« Les pandioprates ressortissent à un seul et même exarque, *désigné par le préfet.* »

Le chapitre XIV, paragraphe 1, ordonne dans les mêmes termes pour la corporation des selliers :

« *C'est lui (le préfet) qui désignera leur chef.* »

Dans un autre ordre de faits, le nombre des présidents n'était pas limité à celui des corporations. Par leur nature même certaines professions devaient être éparpillées à travers la ville, et avaient un chef pour chaque district.

Le chapitre XVII, paragraphe 1, stipule dans ce sens :

« Les marchands de marée stationnent dans les grandes halles de la ville et y vendent le poisson, *chaque halle ayant son chef.* »

Le chapitre XVI, paragraphe 3, qui traite des marchands de porcs emploie le terme « chefs » au pluriel, ce qui confirme qu'il y en avait plusieurs.

En sens contraire, le même président pouvait représenter plus d'une corporation, nous relevons à ce sujet les termes du chapitre XIV, paragraphe 2, qui comportent que :

« ... les tanneurs qui travaillent les cuirs bruts *auront le même chef que les peaussiers* et ressortiront du même assesseur, mais ils formeront un ordre à part... »

Il est à remarquer aussi, que les présidents représentaient la corporation entière et non pas chaque membre en particulier. Leur charge principale consistait à défendre les intérêts de la profession au point de vue général, cela n'empêchait pas toute personne faisant partie du métier de se mettre en rapport direct avec les autorités supérieures.

Ainsi parmi les nombreux passages de l'Edit qui prouvent, que les simples membres de la corporation n'avaient pas besoin d'utiliser la voie hiérarchique pour se mettre en contact avec le Préfet, on peut citer le chapitre II, paragraphe 7, où il est édicté :

« Tout argentier qui achètera quelque objet sacré, intact ou non, sans le déclarer au préfet sera passible de confiscation... »

Certains textes relatent des charges particulières qui incombaient aux présidents.

Le chapitre XVII, paragraphe 4, fait une obligation aux chefs de marchands de marée à aller quotidiennement, au point du jour, trouver le représentant de l'Empereur pour lui dire la quantité de thons pris pendant

la nuit; les chapitres XVI, paragraphe 3 et XIX, paragraphe 1, contiennent des stipulations analogues.

Les devoirs de police exercés par les présidents se bornaient à la surveillance étroite de la corporation à laquelle ils appartenaient et dans l'obligation de faire des enquêtes et de rapporter au préfet les circonstances qui exigeaient son intervention. A plusieurs reprises le « Livre du Préfet » fait mention de cette surveillance.

Le chapitre II, paragraphe 6, stipule que :

« Pour faciliter les moyens de découvrir les vols, toute personne étrangère à la ville qui offrira de vendre quelque matière d'or ou d'argent travaillée ou non, aura à indiquer la provenance et sera désignée à *l'attention du chef de la corporation.* »

Le terme employé « à l'attention » fournit la preuve, que le président n'avait aucune compétence d'intervention personnelle, toutes les fois qu'il y avait dérogation à la loi. Une autre preuve découle du chapitre VII, paragraphe 1, dans le passage où il est stipulé que le chef de la corporation « *sera chargé de voir* » à quel prix la pêche a été achetée en mer et à quel prix la vente est faite.

Les présidents étaient les personnes les plus qualifiées pour constater les délits commis dans chaque profession. Bien souvent aussi, les membres des corporations s'adressaient à eux pour leur soumettre des plaintes qu'ils avaient à formuler contre des confrères ou contre des tiers. Les présidents, dans ces cas, procédaient à des enquêtes préliminaires, faisaient des recherches, et ce n'est que lorsqu'ils avaient réuni toutes les preuves de culpabilité que les affaires étaient portées devant le préfet.

Cette fonction spéciale d'agents enquêteurs résulte du chapitre XXI, paragraphe 10, qui réserve une rémunération au président des maquignons, chaque fois qu'il aura *retrouvé* un animal volé.

Les charges des présidents ne s'arrêtaient pas là; parmi leurs attributions, il est nécessaire de signaler aussi, qu'ils avaient à donner leur autorisation, à défaut du préfet, pour que l'enseignement au métier soit accordé à des personnes étrangères à la profession (1).

Ils étaient aussi les trésoriers de la corporation.

Chaque métier avait son budget particulier, la caisse commune était principalement alimentée par les cotisations annuelles et par les droits exigés lors de l'admission des membres nouveaux.

Ces recettes étaient destinées à couvrir toutes sortes de dépenses de la corporation entière (construction de halles, aménagements particuliers, nettoyage, frais de fêtes publiques, participation aux cérémonies, etc.).

Le chapitre XXI, paragraphe 10 dispose à ce sujet :

« Le chef de la corporation ne recevra de chaque maquignon que douze oboles (2) par année, pour les frais de la cérémonie et l'entretien de l'égoût. »

Souvent les présidents étaient aussi appelés à liquider des litiges. Ils exerçaient alors le rôle d'arbitres. Ceci est confirmé par le chapitre XXI, paragraphe 10, où il est énoncé :

« Chaque fois qu'il (le président) aura été pris comme

(1) *Le Livre du Préfet*, chapitre XII, paragraphe 1 : « Quiconque sans l'aveu du préfet ou du prostat en exercice, enseignera le métier à une personne quelconque ne faisant pas partie de la corporation, payera une amende de vingt-cinq sous d'or. »

(2) Selon Nicole, o fr. 66.

juge d'un litige entre l'acheteur et le vendeur il recevra... »

Les termes de la disposition citée indiquent qu'il s'agit d'un service purement facultatif. Il ressort que le législateur a voulu exprimer par là, que les personnes en litige pouvaient à leur gré soumettre leur contestation au chef de la corporation, qui, moyennant rémunération de ses services, prononçait une sentence.

La circonstance que le président était la personne la plus compétente pour trancher les différends qui demandaient des notions techniques et particulières à un métier déterminé, l'indiquait comme arbitre.

Mais à quoi peut-on attribuer cette latitude laissée aux particuliers de soumettre de la sorte leurs différends aux chefs des corporations? Nous croyons que la raison découle de la nature même des litiges et que ce n'est que dans les cas où il n'y avait pas d'infraction aux règlements organiques que les particuliers pouvaient choisir cette procédure. Dans toutes les autres circonstances, c'est le préfet qui était compétent. En d'autres termes, l'arbitrage était permis toutes les fois qu'il n'empiétait pas sur le droits du préfet.

A part la nomination de ses fonctionnaire subalternes (présidents compris) le préfet avait des charges nombreuses envers les corporations.

Nous avons déjà signalé (1) qu'il donnait son approbation pour l'admission des candidats à la profession. A titre de rappel nous reproduisons les dispositions du chapitre XII, paragraphe 2, où il est énoncé que :

« Quand la corporation des savonniers veut s'adjoin-

(1) Voir chapitre II.

dre un nouveau membre, *il faut d'abord qu'elle le désigne au préfet.* »

A cette règle, aucune exception n'est permise, elle existe pour toutes les professions (1). Il est à croire aussi, que cette procédure n'était pas une simple formalité. Sans doute le préfet devait examiner de près les aptitudes du candidat et sa qualité de maître tout puissant lui permettait toute liberté dans ses décisions; sans aucune responsabilité et sans aucune justification, il pouvait donner son approbation ou bien la refuser. En fait, c'était lui qui nommait les membres qui lui étaient désignés par les témoins.

4° Mais parmi toutes les attributions du préfet, celle qui le désignait comme chef de la police de la ville, était, sans aucun doute, parmi les plus importantes.

Les doctrines économiques, même les plus libérales, à moins qu'elles ne professent l'anarchie, celles qui ont pour fondement le libre fonctionnement de la loi de l'offre et de la demande, reconnaissent comme indispensable l'autorité des représentants de la société pour conserver l'ordre. L'Etat, gendarme, n'est-il pas le minimum qui ait pu être souhaité?

Dans Byzance, où l'intervention du Gouvernement dans la vie économique n'avait pas de limites, le préfet qui était le représentant tout-puissant et le maître absolu de la ville, devait nécessairement, en sa qualité de fonctionnaire responsable de la police, se prévaloir des pouvoirs les plus étendus.

A part la réglementation du séjour des étrangers à

(1) D'après l'Edit, les tabulaires (notaires) étaient dispensés de cette formalité, mais cette profession ne rentre pas dans le cadre de l'industrie et du commerce.

Constantinople (1); dont il a déjà été question, il devait spécialement, d'après les dispositions de l'Edit :

a) S'occuper, d'une manière générale, de tout ce qui intéressait la tranquillité publique;

b) Donner son approbation à l'ouverture des magasins, régler leurs emplacements et les endroits où les marchandises pouvaient être exposées;

c) Fixer les prix et apposer les bulles sur les poids et mesures, ainsi que sur les articles fabriqués dans la ville;

d) Surveiller les exportations;

e) Appliquer le repos dominical;

f) Prendre des mesures de précaution contre les incendies.

La tranquillité publique constitue la raison pour laquelle la police est instituée. Toute société organisée exige l'ordre, et l'Etat se trouve dans l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les perturbations. Byzance ne pouvait pas faire exception à cette règle fondamentale. Le « Livre du Préfet » en entier n'est-il pas constitué par une série de mesures qui devaient imposer l'ordre et l'harmonie dans la vie économique?

Ce n'est pas seulement le commerce et l'industrie qui ont attiré l'attention des législateurs byzantins.

Le fait que les corporations étaient en contact constant avec le reste des citoyens, et que toute la vie de la capitale se déroulait autour d'elles, a poussé ceux qui veillaient sur la destinée de Constantinople, à faire œuvre d'intérêt général. Pour cela ils ont voulu édicter des dispositions qui auraient évité les occasions de « heurts

(1) Cf. *supra*, chapitre II.

ou de conflits » (1). Pour cela aussi, souvent, des mesures préventives pour empêcher les vols et les rixes sont contenues dans le « Livre du Préfet ».

Parmi ces dispositions, celles concernant les corporations qui traitaient les matières précieuses (argentiers, orfèvres et banquiers), attirent nécessairement l'attention.

Le chapitre II, paragraphe 3, stipule que :

« Les jours de marché, suivant l'ancienne coutume, les argentiers *se tiendront dans leurs boutiques avec les gens préposés à la garde de leur comptoirs, sur lesquels les sous d'or seront changés d'avance en milliarises.* »

Le chapitre III défend aux banquiers :

« ... de remettre des livres de compte ou du numéraire à leurs gens et d'installer ceux-ci sur les places ou dans les rues, pour toucher les bénéfices qu'ils pourront réaliser. Il leur est également *défendu de quitter leurs banques et de céder leurs places à d'autres...* »

Il est certain que la crainte des malfaiteurs, surtout des voleurs, a inspiré la rédaction de ces textes. L'absence des personnes responsables, les marchés publics et dans la rue, pouvaient fournir des occasions à ceux qui convoitaient les objets précieux de se les approprier de main-forte. Ces dispositions sont tellement méticuleuses que, pour éviter les attroupements, on a obligé les argentiers à préparer d'avance la monnaie divisionnaire et de la sorte, activer les paiements qu'ils auraient à faire à leurs clients.

Les règlements qui ordonnent aux cabaretiers de fermer leurs magasins et d'éteindre leurs feux dès huit

(1) Préface du *Livre du Préfet*.

heures du soir, ont été aussi édictés en vue de la tranquillité publique.

« Si, en effet — ajoute le chapitre XIX, paragraphe 3 — les habitués de ces établissements avaient le droit d'y aller la nuit, après y avoir passé la journée, il en résulterait que, sous l'influence de l'ivresse, ils se livreraient en toute impunité à des violences et à des rixes. »

Ces dispositions dispensent de tout commentaire, elles prouvent de la manière la plus claire, que le but proposé consista à empêcher les perturbations à la tranquillité de la société. Certes, les textes contenus dans l'Edit n'étaient pas les seuls qui spécifiaient les devoirs du préfet en cette matière. Les habitants de Constantinople avaient par ailleurs à se soumettre à d'autres règlements, mais ces règlements n'intéressaient pas directement les corporations, et c'est pourquoi ils n'ont pas été incorporés dans le « Livre du Préfet ».

Les personnes qui exerçaient l'industrie et le commerce n'avaient pas le droit d'installer leurs ateliers ou magasins à des endroits qu'elles auraient elles-mêmes choisis.

Du reste, soit à cause de la coutume, soit du fait de la législation dans toutes les civilisations du Moyen-Âge, il en était ainsi. En principe tous les métiers étaient groupés dans des emplacements strictement réservés. De la sorte, la discipline toujours sévère était mieux exercée, mais sous un autre point de vue les droits des corporations étaient mieux défendus.

Cette règle cependant n'était pas absolue. Par leur nature même et à cause des grandes dimensions de la ville de Constantinople, certaines professions, et en par-

ticulier celles qui étaient occupées avec les articles alimentaires, étaient obligées d'être dispersées dans différents quartiers.

C'est pour cette raison que le chapitre XIII, paragraphe 1, stipule que :

« Les épiciers tiendront boutique par toute la ville. »

Certains commerces même étaient obligatoirement ambulants, circonstance pour laquelle il est difficile de trouver une justification. Ainsi le chapitre IX, paragraphe 7, défend : « ... à ceux qui tissent le lin dans la ville, de l'exposer en vente dans leurs ateliers ou sur leurs banques. C'est sur leurs épaules qu'ils doivent porter les articles qu'ils vendent les jours de marché. Sont soumis à la même règle ceux qui fabriquent le linge, et ceux qui l'achètent dans les hôtelleries, ou le font venir du dehors... »

Dans n'importe quelle circonstance, toute installation nouvelle ou toute acquisition de magasin ou d'atelier devait être précédée par l'approbation du préfet.

Les dispositions du chapitre IV, paragraphe 6, sont formelles; elles ordonnent que :

« Pour se porter acquéreur d'un atelier de vestioprato... la recommandation du préfet est nécessaire. »

Il n'y avait aucune raison pour que les autres corporations ne fussent pas soumises à la même prescription.

Tous ces magasins et ateliers se groupaient dans la rue principale de la ville, appelée Mésé. Là s'exerçait la plus grande partie de la vie économique, là se trouvaient alignées, les unes après les autres, les corporations.

D'après Nicole (1), « cette artère industrielle et com-

(1) Nicole : op. cit., (note au bas du chapitre II).

merciale partait du Palais de l'Empereur à l'extrémité Est de la ville (non loin de ce que nous appellerions aujourd'hui la porte du Sérail), décrivait un vaste demi-cercle en traversant plusieurs grandes places et allait aboutir à la porte S. O., ou Porte Dorée, près du Château des Sept Tours et de la mer. C'était dans la Rue centrale que le Préfet avait son quartier général, c'était là aussi la voie que suivait, en entrant par la Porte Dorée, le cortège des empereurs ou des généraux, au retour des campagnes victorieuses ».

M. Diehl (1) décrit, avec des couleurs remarquables, la vie dans cette rue unique dans le monde du Moyen-Age, et dans laquelle se rencontraient les produits de toutes les civilisations de l'époque; nous reproduisons ce passage du plus grand intérêt :

« Les bazars de Byzance, le long de la grande rue de la Mésé, étaient une chose incomparable, où s'entassaient les produits des industries de luxe, étoffes somptueuses aux couleurs éclatantes, aux riches broderies d'or, orfèvreries merveilleuses, bijoux étincelants, et les ivoires aux délicates sculptures, et les bronzes niellés d'argent, et les émaux cloisonnés d'or, où sous les portiques et sur les places, travaillant en vendant en plein vent, se succédaient les innombrables corps de métier de l'industrie byzantine, orfèvres, peaussiers, ciriers, boulangers, marchands d'étoffes de soie et de lin, marchands de porcs et de moutons, de chevaux ou de poissons, parfumeurs qui avaient leurs étalages sur la place même du Palais impérial, afin que la bonne odeur de leurs marchandises

(1) Diehl : op. cit., page 90.

montât comme un encens vers l'image du Christ qui dominait l'entrée de la demeure impériale. »

Dans cette rue de la Mésé, le Préfet devait assigner à chaque membre de corporation l'emplacement qui lui était réservé; il avait aussi à surveiller les distances séparant les uns des autres, les magasins et les ateliers, et la manière dont chaque commerçant exposait sa marchandise.

Le chapitre VI, paragraphe 1, de l'Edit, ordonne que :

« Les métaxoprates n'exercent que leur métier et qu'ils l'exercent publiquement *dans les locaux qui leur sont attribués* ».

Par ce texte, il est démontré que la question des emplacements devait préoccuper le Préfet d'une manière toute particulière.

Une place privilégiée, la plus importante de la ville, par sa situation devant le Palais impérial, était réservée à la corporation des parfumeurs, et cela à cause des articles agréables aux sens qui se trouvaient dans leurs magasins.

Le chapitre X, paragraphe 1, stipule à ce sujet :

« *Que chaque parfumeur ait sa place à lui...*, que leurs tables et leurs boccas soient placés sur une ligne comprise entre le Grand-Milliaire (1) et l'image du Christ notre Dieu qui surmonte le portique de bronze (2), afin

(1) Nicole : op. cit., (note au bas du chapitre VIII) du *Livre du Préfet*. « Le Milliaire ou Mille d'Or » — à l'ouest de l'Augusteion ou place impériale, entre le Grand Palais et l'Hippodrome — marquait le point de départ de toutes les routes de l'Empire. C'était un somptueux portique orné d'une horloge et de belles statues, au nombre desquelles figuraient celles de Constantin le Grand, de sa mère, sainte Hélène, de Trajan et d'Adrien.

(2) Le portique de bronze ou Chalcé était le vestibule du Palais impérial, il datait du règne d'Anastase I^{er} (491-518).

qu'une agréable odeur s'élève jusqu'à cette image en embaumant le vestibule impérial... »

Pour ce qui concernait les distances qui devaient séparer les magasins et ateliers, les dispositions du « Livre du Préfet » ne sont pas moins précises.

Le chapitre XI, paragraphe 1, ordonne pour la corporation des cérulaires :

« Qu'une distance de trente toises sépare leurs ateliers les uns des autres, excepté ceux attenants à Sainte-Sophie... »

Cette dernière exception doit être attribuée au fait que c'est devant la grande église que le commerce des cierges était nécessairement le plus important.

Le chapitre XII, paragraphe 3, oblige « tout savonnier qui voudra ouvrir un nouvel atelier, de s'installer à une distance d'au moins sept coudées (1) et douze pieds de son premier atelier ».

Ces dispositions démontrent que la réglementation des distances était très sévère. On peut même déduire que les membres des corporations se trouvaient dans l'impossibilité d'agrandir leurs établissements. Du moins, les savonniers ne pouvaient pas se porter acquéreurs des magasins attenants à celui qu'ils exploitaient, les règlements le leur défendaient, et s'ils passaient outre, ils étaient punis.

Les locaux où s'exerçaient le commerce et l'industrie étaient tout petits, à peine s'ils pouvaient contenir les quelques personnes, une dizaine tout au plus, attachées au maître (mastoros); un banc sur lequel étaient exposées

(1) Selon Nicole : La coudée = 2 pieds, (note au bas du chapitre XI).

des marchandises, séparait l'atelier ou la boutique du public et de la rue. Tout en travaillant à l'intérieur, le chef et ses collaborateurs s'occupaient aussi des clients. Quelquefois, lorsqu'il s'agissait d'articles de consommation courante, on pouvait disposer de la voie publique et placer à l'entrée du magasin des sacs et des barils ouverts contenant des produits de toute sorte. On attirait ainsi les passants et on facilitait la circulation des clients qui manquaient d'espace pour procéder à leurs achats.

Dans plusieurs villes d'Orient, on peut remarquer encore aujourd'hui des quartiers entiers où les boutiques sont entassées par métiers et où le commerce et l'industrie s'exercent de la même manière qu'à l'époque byzantine.

Au sujet des endroits où les marchandises pouvaient être exposées, le chapitre XIII, paragraphe 1, stipule que :

« Les épiciers tiendront boutique par toute la ville, aussi bien sur les places que dans les rues. »

et le paragraphe 3 spécifie :

« Qu'ils seront frappés d'une forte amende s'ils mettent en vente des marchandises en dehors de leurs magasins un dimanche ou un autre jour férié. »

Par les jours de fête, la circulation dans la ville devait être énorme. La population venait de tous côtés pour aller aux églises, pour voir le cortège impérial se dirigeant ou revenant de Sainte-Sophie et pour suivre les nombreuses processions qui parcouraient les rues dans tous les sens. Les textes cités ont été rédigés pour porter remède aux encombrements.

Le Préfet, en sa qualité de chef de police, avait aussi la charge de fixer les prix.

Certes, en principe, on peut contester que la fixation des prix rentre dans les attributions de la police, elle pourrait être de la compétence d'autres fonctions administratives. Cependant, il ne fait aucun doute, que les dispositions à ce sujet, contenues dans le « Livre du Préfet », ont été édictées en vue de la tranquillité publique de la ville de Constantinople. En effet, cette législation est restreinte aux articles alimentaires.

Il est à supposer que, pour ce qui concerne les autres marchandises, les membres des corporations avaient la liberté de les vendre aux prix qui leur convenaient le mieux (1). Le Préfet n'avait à intervenir dans ces circonstances que lorsque des excès étaient commis.

En fixant les prix des objets de première nécessité, le législateur a voulu faciliter leur acquisition par les consommateurs et éviter par là des désordres. On donnait ainsi à la population la satisfaction que les sacrifices auxquels elle était obligée pour se procurer le nécessaire, étaient régis par la justice, et on mettait un frein aux prétentions excessives des commerçants qui pouvaient profiter de certaines circonstances, pour imposer leurs conditions aux habitants de la capitale.

Dans cette charge si délicate, le Préfet avait comme collaborateurs les présidents des corporations.

Ces derniers, selon les dispositions du chapitre XVIII, paragraphe 4, et du chapitre XIX, paragraphe 1, étaient tenus de se présenter à lui, pour qu' « *il fixe les prix* ».

(1) Consulter Stöckle : op. cit., page 102.

Cette règle n'était pas générale pour toutes les époques, sous Justinien, le prix de la soie était fixé : Cf. supra, chapitre I^{er}.

Pour des raisons de tranquillité publique, et de politique défensive, le Préfet apposait sa bulle ou cachet personnel.

a) Sur les poids et mesures, en vue d'empêcher les fraudes.

b) Sur certaines marchandises, dans le but de certifier leur qualité et leur origine.

c) Sur les articles destinés à l'exportation pour conserver dans la capitale le nécessaire à sa consommation et pour empêcher les étrangers de profiter de l'industrie byzantine.

Le législateur a voulu prendre toutes les mesures pour garantir la population contre les risques qui pouvaient résulter de son contact avec ses fournisseurs.

L'édit mentionne dans de nombreux passages les bulles.

Les chapitres XI, paragraphe 9, et XII, paragraphe 2, punissent sévèrement les cérulaires et les savonniers qui feraient usage de romaines (balances) non marquées par le Préfet.

Le chapitre XIII, paragraphe 2, se réfère aux poids et mesures des épiciers et le chapitre XIX, paragraphe 4, aux vases avec lesquels les cabaretiers mesuraient leur vin.

Certaines industries, pour lesquelles Byzance conservait le monopole de la fabrication — et on peut citer les soieries — étaient surveillées d'une manière toute particulière. A peine l'étoffe était terminée, elle devait être présentée au Préfet qui, après contrôle, apposait sa bulle. C'est seulement après l'accomplissement de cette formalité qu'elles pouvaient être livrées au commerce.

« Si l'on trouve dans un magasin de séricaires — ordonne le chapitre VIII, paragraphe 9, de l'Edit — des pailles en rouleaux non marquées de la bulle du Préfet, ces pailles seront confisquées et l'ouvrier qui les aura reçus et roulés subira la confiscation. »

Cette marque officielle apposée sur les marchandises était nécessaire pour tout article destiné à l'exportation.

Le chapitre IV, paragraphe 4, est catégorique : Les personnes qui ne déclarent pas au Préfet « pour qu'il marque de sa bulle un article destiné aux nations étrangères à l'Empire » sont punies.

Il a été déjà mentionné que la politique économique de Byzance était défensive. Les bulles apposées par le Préfet permettaient un contrôle sévère lors de leur arrivée à la douane des marchandises exportées. Sur les frontières, tous les voyageurs sans exception étaient étroitement surveillés et les objets qui ne portaient pas le cachet officiel étaient confisqués (1).

Les instructions que le Préfet avait reçues de l'Empereur, par l'Edit, lui faisaient aussi une obligation à appliquer le repos dominical.

C'est pour se conformer aux règlements de la religion que ces dispositions ont été prises :

On connaît la place dominante de l'Eglise dans la civilisation byzantine. Les magasins et les ateliers devaient rester fermés les jours de fête pour permettre à la

(1) Dans les développements que donne M. Schlumberger sur le récit du voyage de Luitpraad, évêque de Crémone et ambassadeur d'Othon, roi de Germanie, auprès de l'empereur Nicéphore Phocas, il est fait mention de ces bulles de plomb avec lesquelles on scellait les bagages des voyageurs à leur départ de Constantinople (Schlumberger : *op. cit.* pages 541 et 543).

population occupée dans le commerce et l'industrie d'assister aux liturgies et de suivre les cérémonies.

Le « Livre du Préfet » cependant ne fournit pas des précisions à ce sujet, mais ainsi que le signale M. Monnier (1), des règlements spéciaux organisaient le repos dominical; parmi ces règlements, les plus importants sont ceux contenus dans une loi édictée elle aussi par Léon VI le Sage, — la nov. 54.

Par ces jours de fête, tout travail était prohibé; cependant, la nécessité obligeait certains commerces à ne pas suivre cette règle. Il est en effet naturel, qu'on ne pouvait pas empêcher les céralaires de vendre des cierges devant les églises les jours de cérémonies.

Le commerce de certains produits alimentaires se trouvait aussi dans ces conditions exceptionnelles, et on peut relever de l'Edit, que les épiciers et cabaretiers avaient leurs magasins ouverts les jours de repos dominical.

Le chapitre XIII, paragraphe 3, déjà cité, défend seulement aux épiciers d'empiéter sur la rue.

Le chapitre XIX, paragraphe 3, stipule qu'il n'est pas permis aux cabaretiers « ... les jours de fête et les dimanches d'ouvrir leurs cabarêts et de vendre du vin avant huit heures du matin. »

Une dernière fonction du Préfet, découlant de ses devoirs de police, consistait à surveiller la disposition des locaux par crainte des incendies.

Ce n'étaient pas seulement les magasins et ateliers,

(1) Monnier : *Les Nouvelles de Léon le Sage*, chapitre V, paragraphe 25.

mais même les maisons privées étaient soumises à la réglementation.

La plupart des constructions étant en bois et les rues très étroites, il y avait danger que le feu ne fasse des ravages de quartiers entiers; c'est pourquoi la législation était sévère.

Le chapitre XVIII, paragraphe 3, contient des stipulations qui sont spéciales aux boulangers, il contient en outre des dispositions générales auxquelles tous les habitants de la ville devaient se conformer.

Ce texte ordonne :

« Que les boulangers aient leurs fours dans des locaux qui ne soient placés au-dessous d'aucune habitation, cela à cause des matières inflammables dont ils se servent pour chauffer. Que les particuliers eux-mêmes ne tiennent leurs provisions de sarments et de papier qu'en des lieux découverts ou des locaux de pierre de taille, de peur que ces matières combustibles n'allument des incendies dans la ville. »

Tel était le rôle du Préfet en sa qualité de fonctionnaire responsable de la police de Constantinople, mais ces fonctions ne s'arrêtaient pas là. Il était encore juge et exécuter des sentences qu'il prononçait.

5° Maître incontesté des corporations, personne ne pouvait contester les prérogatives les plus générales et les plus étendues à celui qui exerçait ses fonctions au nom de l'Empereur. Exécuter de toutes les instructions qu'il avait reçues de son très illustre seigneur, par le livre qui lui a été consacré, il était aussi le magistrat désigné pour punir toutes les infractions aux règlements édictés dans le cadre de la vie économique.

Quoique les condamnations qu'il avait à prononcer sont expressément prévues par la loi, il n'en est pas moins vrai que le Préfet, en sa qualité de juge, avait la pleine liberté d'ordonner par ses sentences les châtimens que lui-même aurait cru les plus efficaces.

Les peines prescrites par « Le Livre du Préfet » ne sont ni uniformes, ni proportionnelles aux délits prévus, mais toutes sont d'une sévérité excessive. Ce fait nous fait supposer que le législateur les a mentionnées pour donner simplement des indications à celui qui était chargé d'appliquer la loi. La latitude qui a été réservée au Préfet lorsqu'il avait à prononcer des jugemens est, du reste, parfaitement démontrée par certains textes de l'Edit; elle découle suffisamment des chapitres IV, paragraphes 3 et 4, IX, paragraphe 1, XIII, paragraphe 4, qui disposent bien que les délinquans seront punis, mais ne font aucune allusion aux peines qui leur sont destinées.

Les condamnations prévues par le « Livre du Préfet » peuvent servir pour les classer, et forment des documents précieux pour celui qui voudrait se former une idée de ce que pouvaient contenir les jugemens de l'époque.

Elles consistent :

- a) A la confiscation de marchandises ou d'esclaves.
- b) A des amendes et à des dédommagemens envers les parties lésées.
- c) A des châtimens corporels.
- d) A des peines infamantes.
- e) A l'expulsion du métier et au bannissement.

Parmi le grand nombre de textes qui prévoient la

confiscation de marchandises, on peut signaler le chapitre VIII, paragraphe 5, qui ordonne que :

« Quiconque vendra des articles à l'étranger subira la confiscation (1). »

En ce qui concerne celle des esclaves, le chapitre II, paragraphe 9, stipule que :

« Tout orfèvre qui prendra livraison pour son travail de plus d'une livre d'or non monnayé et qui ne le déclarera pas sur le champ au chef des orfèvres, *deviendra, s'il est esclave, propriété du fisc.* »

A Byzance, les esclaves pouvaient exercer un métier (2), à condition qu'ils soient recommandés par leur maître, et qu'ils soient garantis par ce dernier. Cependant, d'après la citation mentionnée en cas d'infraction aux règlements, le maître qui perdait sa caution, risquait aussi de perdre ses droits sur son esclave.

Les amendes prévues par les textes sont de deux sortes. Tantôt elles sont fixées à un chiffre déterminé, et tantôt elles sont proportionnelles à la valeur de l'opération sur laquelle a porté le délit.

La confirmation ressort de la différence entre les stipulations contenues dans le chapitre XII, paragraphe 5, et le chapitre X, paragraphe 5. Le premier prévoit que « quiconque usera de dol, en faisant un achat de cendre, sera condamné à payer une amende de douze sous

(1) Au sujet de la confiscation, Nicole cite au bas du chapitre II (op. cit.) que ce genre de pénalité revient souvent dans le livre, sans qu'il soit possible d'apprécier la nature d'une manière exacte. Tantôt c'est la confiscation totale des biens qui semble prononcée, tantôt c'est la confiscation d'une certaine quantité de marchandises; dans tel ou tel cas enfin, il s'agit plutôt d'une amende que le délinquant payait au fisc et qui variait selon les circonstances.

(2) Cf. infra, chapitre VI.

d'or (1) » — tandis que le second, qui est applicable à toutes les corporations, stipule que :

« Tout parfumeur et en général tout artisan convaincu d'user de dol pour surfaire le prix d'un article, quand le prix aura été convenu avec l'acheteur, et que celui-ci aura déjà remis des arrhes, sera condamné à *une amende équivalente à la somme remise par l'acheteur.* »

Les dédommagements que le délinquant pouvait être condamné à payer à la partie lésée, présentent une particularité qui doit retenir l'attention. Ils n'étaient pas évalués au montant de la perte subie, mais à une somme arbitraire. Une circonstance semblable est mentionnée dans le chapitre II, paragraphe 2, de l'Edit, pour les cas où les membres de la corporation des argentiers sont chargés d'estimer des articles mis en vente.

« Que si, en pareil cas, l'un d'eux agit de mauvaise foi, *il payera au vendeur, une somme équivalente à l'estimation qu'il aura faite.* »

Le « Livre du Préfet » prévoit aussi des peines corporelles. La peine de mort tient une place importante au point de vue de la sévérité; elle est mentionnée dans le chapitre XII, paragraphe 7, dans les termes qui suivent :

« Quiconque sera convaincu d'introduire de la lessive de savon dans n'importe quel domicile, soit par complaisance, soit par déférence, soit par intérêt pour attirer sur quelqu'un la malveillance ou l'opprobre, *subira la peine des homicides* ».

Quelle est la raison qui constitue la gravité de ce crime?

(1) 186.72 francs or.

M. Nicole (1), examinant le cas cité, tire la conclusion que le législateur a voulu empêcher certains agissements criminels. La lessive de savon contenait des substances toxiques et son introduction chez les particuliers pouvait être le préliminaire d'une action malicieuse.

La peine de mort n'est pas prévue dans les autres dispositions de l'Edit. Faut-il en déduire, qu'au moins pour ce qui concerne les corporations, elle n'était pas prononcée dans d'autres circonstances?

Il nous semble qu'il faut répondre par l'affirmative. La malveillance pouvait employer plusieurs artifices et, par analogie, on peut conclure que c'est par la peine capitale que les membres des corporations avaient à expier leurs crimes, toutes les fois qu'ils portaient atteinte à la vie d'autrui. Mais la peine de mort ne pouvait être prononcée que par l'Empereur; c'est par une circonstance exceptionnelle que cette prérogative est confiée au Préfet dans l'article cité.

L'Edit fait allusion aussi à la peine corporelle, qui consistait à couper la main au délinquant. Circonstance intéressante, elle est prévue pour les corporations dont les membres manipulaient des objets précieux, et il est à croire que ce genre de châtiment n'était pas appliqué aux autres professions.

Le chapitre II, paragraphe 5, stipule :

« Quiconque altérera de l'argent non monnayé pour le mettre en œuvre aura la main coupée. » Des dispositions analogues sont édictées pour les banquiers, les changeurs et les sérificateurs ou fabricants de soieries.

Mais de toutes les peines corporelles, celle qui était

(1) Nicole : op. cit., (note au bas du chapitre XII).

la plus commune et qui est citée dans presque tous les chapitres de l'Edit consistait à fouetter les personnes dérogeant aux règlements. C'était sur une place publique, spécialement réservée, qu'on amenait le condamné pour l'attacher sur un poteau et là, devant les autres membres de la corporation et devant la population, il avait à supporter les coups de verges ou de fouets que les préposés du Préfet lui infligeaient.

En ce qui concerne les peines infamantes, la principale consistait à raser la tête du condamné.

A Byzance, on avait l'habitude de conserver la chevelure longue et celui sur lequel on avait exercé ce genre de châtiment portait la marque, au moins pour un certain temps, du déshonneur et se voyait obligé de s'éloigner de la société.

Dans la même catégorie de peines, on peut citer l'outrage qui consistait à promener le délinquant à travers la ville, sous les huées de la foule. (Chapitre XVIII, paragraphe 5.)

Le bannissement et l'expulsion du métier étaient perpétuels. Ce n'est que par une faveur toute spéciale que le condamné pouvait retourner dans la ville, mais la réglementation sévère des corporations et surtout la caution demandée devaient rendre impossible sa réintégration dans les cadres du métier.

Au sujet de cette garantie exigée lors de l'admission des membres nouveaux, une question se pose naturellement : Jusqu'à quel point les personnes, ayant cautionné le candidat, sont-elles solidaires avec lui ?

D'après les textes, il nous semble que, sous ce point de vue, il existait différentes catégories de corporations.

Pour certaines, la garantie était aussi bien pécuniaire que corporelle, elle était générale.

Ainsi, d'après le chapitre VIII, paragraphe 13, intitulé « Des séricaires ou fabricants de soie », les garants courent les mêmes risques et sont passibles des mêmes peines que les sujets cautionnés par eux.

Pour les autres professions, à moins que l'on s'arrête sur la circonstance du patron qui garantit son esclave, la solidarité complète n'est pas précisée.

Pour les banquiers, il est énoncé simplement que les témoins répondent de la personne présentée.

Dans le chapitre II, paragraphe 10, il est édité que : « les cautions courent les mêmes risques » sans qu'il soit ajouté « les mêmes peines », terme employé pour les séricaires.

Toutes ces différences dans la rédaction et dans la terminologie, toutes ces nombreuses peines prévues par les textes, toutes ces condamnations qui pouvaient s'ajouter les unes aux autres, nous font conclure, qu'en sa qualité de juge, le Préfet avait, comme du reste dans toutes ses attributions, les pouvoirs les plus illimités, et que la plus grande latitude lui était réservée lorsqu'il devait prononcer ses sentences.

6° Toutes ces charges dévolues au Préfet rendaient ses fonctions extrêmement compliquées. Responsable envers le basileus qui le chargeait de ces missions sans nombre, ses relations avec le souverain tout puissant, devaient nécessairement avoir leur répercussion sur la vie économique.

L'Empereur, auquel incombait le pouvoir de légiférer, ne pouvait être au courant des mesures utiles à

prononcer, s'il n'était pas averti par ses fonctionnaires responsables. Les édits, concernant le commerce et l'industrie, étaient le plus souvent préparés par les préfets (1).

(1) Ainsi c'est sur les conseils de son préfet, Pierre Barsamès, que Justinien réglementa le commerce de la soie. Cf. chapitre I^{er}, et Zacharie von Lingenthal : op. cit., page 11.

CHAPITRE IV

DES ENTREPRENEURS

L'entrepreneur est la personne qui réunit sous sa direction le capital et le travail en vue de la production.

A Byzance, toutes les fois que le capital n'appartenait pas à l'artisan qui devait le mettre en œuvre, c'était tantôt le propriétaire lui-même qui prenait soin de l'exécution des travaux, souvent aussi un ouvrier, le plus habile, se chargeait de diriger tous les éléments de la production.

C'est à ces circonstances que se réfère le chapitre XXII du « Livre du Préfet » qui porte pour titre : « Des entrepreneurs de toute catégorie, menuisiers, gypiers, marbriers, serruriers et autres. »

Le propriétaire, ou maître de l'entreprise, se liait avec l'artisan, appelé aussi entrepreneur, par contrat écrit ou bien verbal (1).

L'essence de ce contrat consistait dans le fait que le prix convenu était forfaitaire, mais les obligations réciproques des deux parties étaient également spécifiées : à part la nature du travail, le temps dans lequel il devait être effectué, les matériaux qui devaient être fournis, des arrhes aussi étaient avancées (2).

(1) *Le Livre du Préfet*, chapitre XXII, paragraphe 2.

(2) *Le Livre du Préfet*, chapitre XXII, paragraphe 1.

Les obligations qui en découlaient étaient nombreuses.

L'artisan ou entrepreneur engagé qui prenait la responsabilité du travail, était définitivement attaché à l'entreprise; il ne pouvait s'en détacher que par son achèvement ou bien par la faute du propriétaire.

De son côté, le propriétaire devait prendre tous les soins nécessaires, pour que les travaux soient effectués selon la convention; qu'il n'y ait aucune interruption provenant de sa négligence; et que tout soit terminé au moment prévu.

Comme toutes les dispositions contenues dans le « Livre du Préfet », celles du chapitre XXII sont très méticuleuses. Le législateur tâche de prévoir toutes les contestations qui peuvent surgir, indique la procédure que l'une et l'autre des deux parties doivent suivre pour demander justice et punit les contrevenants aux règlements.

Ainsi qu'il a été relaté plus haut (1), ceux qui sont chargés du travail, sont appelés tantôt artisans (*χειροτέχνοι τεχνίται*), tantôt entrepreneurs (*εργολάβοι*), cette confusion était permise à l'époque byzantine.

Lorsqu'il s'agissait d'entreprendre un travail d'une grande envergure, la construction d'un palais, par exemple, ce n'est pas une personne tierce qui prenait la responsabilité entière de son achèvement, mais chaque partie des travaux était confiée à un nombre restreint d'ouvriers, et était dirigée par un chef. Celui-ci, qui n'était autre que l'entrepreneur, exécutait le même travail que les artisans sous ses ordres.

C'est ainsi que les peintres qui devaient orner une

(1) Cf. *supra*, page 92.

chambre du palais, n'avaient aucune relation avec les menuisiers et les marbriers travaillant à côté d'eux.

Ceci est du reste confirmé par le paragraphe 4 du chapitre XXII, qui stipule pour le cas où une construction vient à s'écrouler :

« Si c'est un travail considérable, dont la valeur excède une livre d'or (1), l'entrepreneur qui s'en était chargé la refera gratis avec les mêmes ouvriers. »

Dans la construction d'un immeuble, il y avait des entrepreneurs pour les murs, d'autres pour les coupoles en pierre de taille, d'autres pour les voûtes (2), et chacun séparément, à la tête des ouvriers qu'il commandait, était responsable du travail dont il se chargeait.

Le maître de l'entreprise était obligé de fournir régulièrement aux entrepreneurs les matériaux.

Le paragraphe 1^{er} prévoit : « Que si l'artisan est forcé de s'interrompre faute de matériaux et par la négligence du maître de l'entreprise, le nécessaire pour mener à bonne fin son travail ne lui étant pas fourni, dans ce cas, l'artisan, quelque métier qu'il exerce, avertira le maître par voie de déclaration ou, en son absence, en s'adressant à ses témoins. Que si le maître tarde à s'exécuter, l'artisan portera plainte au préfet et, avec son aveu, pourra commencer un autre travail. »

La procédure prévue comprend la mise en demeure ou le constat par témoins avant les voies judiciaires. Nous croyons cependant qu'elle était purement facultative et réservée au cas où l'entrepreneur voulait se retour-

(1) La Livre d'or : 1.080 francs, quotient d'avant-guerre.

(2) Le Livre du Préfet, chapitre XXII, paragraphe 4.

ner contre le propriétaire pour lui demander un dédommagement.

En effet, dans le cas contraire il y aurait grande contradiction, avec les dispositions du paragraphe 2, qui stipulent simplement que :

« .. si le maître n'a pas les matériaux nécessaires, les entrepreneurs *pourront, après l'avoir averti, commencer* d'autres travaux, car il ne faut pas que les artisans manquent d'occupation et n'aient pas de quoi vivre. »

A part cette plainte au préfet, pour manque de matériaux, il existe dans l'édit une autre disposition en faveur des entrepreneurs, celle de l'expertise.

Le paragraphe 3 ordonne que :

« ... le préfet sera saisi de l'affaire et, s'il se trouve que l'entreprise était trop considérable et qu'elle entraînait un préjudice pour l'artisan, ou que le maître de l'entreprise a changé en bien ou en mal les conditions de l'arrangement qu'il avait consenti d'abord, ou encore qu'on ne pouvait juger d'avance des proportions réelles du travail, *le préfet fera procéder, par des artisans experts, à une estimation* portant, soit sur les modifications que le travail aura subies, soit sur tel ou tel accident qu'on n'avait pu prévoir. Que l'on suive pour le contrat de louage les règles prescrites par la loi pour les ventes et achats et, s'il est prouvé que le contrat a bien été observé tel qu'il avait été passé, mais que le salaire convenu n'atteint pas la moitié du chiffre raisonnable, le contrat sera annulé et le travail estimé à sa valeur. Si le salaire convenu excède la moitié de ce chiffre, l'artisan sera payé au taux du contrat. Enfin, s'il y a eu augmentation ou modification du travail, elle sera estimée. »

Cette procédure est en faveur de l'entrepreneur. Tout en respectant les clauses du contrat et les risques réciproques qui, nécessairement, devaient en découler, on ne voulait pas que des injustices soient commises.

Le préfet était le juge désigné; dans tous les cas l'entrepreneur pouvait s'adresser à lui. Dans un but de bonne justice le préfet demandait secours à des experts, qui, se basant sur le contrat, avaient à estimer le travail fourni et sa rémunération.

Trois circonstances pouvaient en découler :

1° Le contrat a été respecté, mais l'entrepreneur s'est trompé dans ses prévisions. Le travail était bien plus considérable qu'il ne pensait, et sa rémunération ne récompensait même pas la moitié de ses peines — dans cette circonstance on cessait de prendre en considération ce qui a été convenu — et le juge, après expertise fixait ce qui revenait à l'entrepreneur.

2° Le contrat a été respecté, mais quoique la rémunération du travail ne fût pas proportionnelle aux services rendus, elle dépassait pourtant la moitié de ce qui lui serait dévolu dans les circonstances normales (s'il n'était pas forfaitaire). Dans ce cas tous les risques tombaient sur l'entrepreneur. Toutes les stipulations étaient respectées.

3° Le contrat n'a pas été respecté du fait de modifications ou de travaux nouveaux. Tous ces suppléments de travail étaient estimés, et le préfet condamnait le propriétaire à les verser à son entrepreneur.

Le seul inconvénient que l'on peut remarquer dans ce système, c'est la démarcation, pour la dénonciation du contrat, basée sur l'estimation à la moitié de la valeur

du travail fourni. L'entrepreneur avait intérêt, à contracter à un prix défavorable, dans l'espoir que le contrat serait rompu, tandis que, s'il posait des conditions raisonnables et qu'il se trouvât en déficit, son recours à la justice ne pouvait lui fournir aucune compensation. Par ces stipulations, le législateur a voulu sans doute sauvegarder cet esprit d'harmonie qu'il a voulu imposer par le « Livre du Préfet ». Il savait que c'était injuste de porter préjudice à autrui dans les transactions ou par contrat, et il est intervenu. Il a voulu cependant poser une limite où s'arrête le préjudice, et cette limite, selon lui, devait être uniforme et mesurée à la moitié de la valeur, de ce qui constituait l'élément de l'achat, de la vente, ou, et c'est le cas de l'entreprise, du travail fourni.

Si les droits de l'artisan ont été de la sorte sauvegardés, le chapitre XXII contient des dispositions bien plus avantageuses pour le propriétaire de l'entreprise.

« Lorsque les susdits entrepreneurs — stipule le paragraphe 2 — agissant par cupidité ou par malice, abandonneront le travail dont ils s'étaient chargés et en commenceront un autre, le maître aura le droit de protester devant des auditeurs (1), en rappelant l'accord conclu par écrit ou verbalement entre les deux parties. Que si les entrepreneurs se refusent néanmoins à remplir les conditions du contrat, qu'il porte plainte au préfet et s'adresse à un autre entrepreneur; quant à ceux qui auront violé le pacte, pour les mettre à la raison, on les rasera et on les bannira, on leur fera restituer au maître

(1) Auditeurs : *D'après Nicole*, op. cit., note au bas du chapitre XXII : Il ne s'agit pas de simples témoins auriculaires, mais de juges.

tout ce qu'ils auront reçu à titre de salaire et on ne les payera naturellement pas pour l'ouvrage déjà fait... »

Les expressions employées lorsqu'il s'agit des entrepreneurs, démontrent un certain manque de considération, ils sont traités avec méfiance, jamais il n'est dit que le maître puisse agir « par cupidité ou par malice », mais le terme employé est celui de négligence; dans le paragraphe 3, on suppose même que « l'artisan essaye de circonvenir celui-ci, de tromper celui-là... à force de sots discours, etc. ».

Cette différence de condition entre le propriétaire et l'entrepreneur, peut aussi être remarquée dans les condamnations que le préfet-juge aura à appliquer.

Le maître de l'entreprise, qui n'exécute pas les conditions du contrat, peut se voir astreint à payer un dédommagement pécuniaire, lorsqu'il y a supplément de travail, et si l'entreprise commencée est interrompue par sa faute, le jugement comportera que l'artisan engagé est libre de chercher du travail ailleurs. Jamais des peines corporelles ne sont infligées au maître de l'entreprise.

La situation des entrepreneurs est toute différente. Ils peuvent, s'ils quittent volontairement le travail être rasés et bannis, et risquent en même temps de perdre toute rémunération pour les services fournis. De cette manière, le maître pouvait forcer son entrepreneur à exécuter les clauses du contrat, et l'artisan en même temps qu'il prenait ses engagements perdait sa liberté; il ne pouvait se soustraire à ses obligations tant que les travaux commencés n'étaient pas achevés ou bien interrompus par la négligence, peut-être aussi par la volonté du propriétaire.

Le paragraphe 4, du chapitre XXII a été rédigé en vue de l'intérêt public.

Les travaux importants ne pouvaient être entrepris que par ceux qui présentaient des capacités spéciales. « Ceux qui construisent des murs, des coupoles en pierre de taille ou des voûtes, doivent offrir toute garantie d'expérience dans ce genre de travaux, de peur que les fondations ne s'affaissent et que ce qui est bâti dessus ne penche ou ne se dérange... »

L'entrepreneur était responsable de la solidité des travaux qu'il prenait à sa charge, la loi l'obligeait à les garantir, pour une période de dix années s'ils étaient en pierre, et six années s'il s'agissait d'une construction en terre.

« Si, avant le terme de dix années et sans cause imputable à la colère de Dieu, la construction vient à s'écrouler, celui qui l'a élevée (il s'agit de l'entrepreneur) la relèvera à ses propres dépens... Pour toute construction faite avec de la terre, le terme sera de six années seulement et si, avant ce terme, elle vient à s'écrouler, par la faute du constructeur, celui-ci la relèvera gratis... »

Tous ces entrepreneurs, menuisiers, gypiers, marbriers, etc., dont il est fait allusion dans le chapitre XXII, comment étaient-ils organisés? Chaque artisan était-il indépendant? Ou bien faisait-il partie d'une corporation à laquelle il devait se soumettre pour pouvoir exercer sa profession?

Nous croyons que c'est à cette dernière supposition qu'il faut nous arrêter.

Il n'y aurait en effet aucune raison pour incorporer les règlements concernant les entrepreneurs dans le

« Livre du Préfet » qui spécifie les devoirs du représentant de l'Empereur envers les corporations.

Du reste toute profession, avant d'être réglementée, avait un saint qui la protégeait et les gens qui l'exerçaient se réunissaient pour célébrer des fêtes privées ou publiques. Ces réunions fournissaient des occasions aux membres pour s'organiser; de cette manière si elle n'était pas imposée directement par l'Etat la corporation naissait là où elle n'existait pas encore.

La différence entre les corporations constituées par les entrepreneurs et celles que composaient l'industrie et le commerce, consiste dans le fait qu'aux premières on ne pouvait pas désigner un endroit fixe pour exercer leur profession, elles travaillaient là où les obligeaient leurs engagements.

Sous un autre point de vue, les entrepreneurs n'étaient en contact qu'avec la partie de la population la plus privilégiée, par la richesse, il n'y avait pas crainte que la tranquillité publique, si précieuse pour le trône, soit dérangée, par les relations entre le propriétaire d'une entreprise et ses artisans. C'est pourquoi le législateur n'a pas obligé le préfet à intervenir de sa propre initiative, il n'avait qu'à exercer le rôle de juge et seulement lorsqu'il était appelé par l'une ou l'autre des parties.

CHAPITRE V

PLACE OCCUPÉE DANS L'HISTOIRE PAR L'ÉCONOMIE BYZANTINE.

LA FORMATION DES RICHESSES ET LE RÔLE DU CAPITAL.

Tout l'édifice de l'histoire économique est basé sur les rapports qui existent aux diverses époques entre le producteur et le consommateur.

Dans son traité, Karl Bücher (1) distingue trois périodes principales parcourues par l'humanité. Après l'époque de l'économie domestique, où le producteur consommait lui-même ses produits, l'évolution a amené l'économie urbaine à échanges directs et, plus tard, avec le développement des marchés, est apparue l'économie nationale caractérisée par ses formes de plus en plus complexes et multiples.

Sous la domination romaine, l'Orient continuait encore à vivre sur les principes de l'époque familiale; avec le transfert de la capitale à Constantinople, mais indépendamment de cette transformation politique, on constate qu'un changement notoire commence à se produire; certaines villes acquièrent de l'importance au point de vue industriel et commercial, d'autres se fondent et partout l'organisation économique s'organise

(1) Karl Bücher : *Etudes d'histoire et d'économie politique*, chapitre II, pages 42 et suivantes, chapitre III, 136-143.

suivant les méthodes de cette seconde période appelée urbaine.

De ce fait l'économie byzantine est caractérisée par deux éléments fondamentaux qui sont : le régime de l'échange direct et l'exploitation basée sur le métier.

A Constantinople tout membre de corporation était en contact constant avec la clientèle; il offrait ainsi directement aux consommateurs les produits de sa fabrication. Il assumait toutes les charges et supportait tous les risques, principalement celui où ses prévisions sur les besoins des débouchés seraient erronées; jamais de tierces personnes ne s'adressaient à lui pour passer de grosses commandes dans le but de les vendre au détail avec bénéfice. Les intermédiaires n'existaient pas; certes il y avait des cas particuliers, tel celui à entreprises d'état (*munera*) dans lesquels nous constatons que les corporations fournissaient en gros. Cette circonstance, quoiqu'elle se différencie de la production courante de l'époque par le fait que c'était du travail commandé en grand et pour lequel l'artisan n'avait aucun risque à subir, vient cependant à l'appui du principe des échanges directs : l'Etat n'était que simple consommateur et non pas intermédiaire.

En ce qui concerne le métier sur lequel était fondé le système d'exploitation, il se présente avec tous les éléments que l'on rencontre dans les civilisations ayant exercé un rôle dans le Moyen-Age : Il est caractérisé par le fait que l'outil, les matières premières et le capital d'exploitation appartiennent au travailleur. L'artisan est en conséquence propriétaire des objets fabriqués.

On pourrait cependant découvrir une contradiction au moins en ce qui concerne les manufactures de l'Etat.

Elles étaient constituées en grandes fabriques et dans leur cadre, la production était organisée selon les méthodes avancées qui se sont généralisées dans les siècles postérieurs : intégration, nombreux personnel, division du travail.

Il faut cependant prendre en considération que ces manufactures elles-mêmes étaient basées sur le métier. Elles étaient formées par des corporations indépendantes et en tout similaires avec celles de l'industrie privée, la seule différence consistait en ce qu'elles fournissaient principalement le palais, et il était juste qu'elles fussent administrées par les fonctionnaires de la Cour.

Dans toute organisation économique, le capital exerce un rôle prépondérant, c'est de la manière dont il collabore avec le travail que dépend toute la production. Selon la définition même de l'économie politique, il consiste dans la richesse employée à reproduire de la richesse, et dans les sociétés modernes il est formé par l'épargne.

Mais qu'est-ce que la richesse? Elle est constituée par tout objet à la fois utile et rare (au point de vue des besoins) susceptible d'appropriation (1).

Examinons dans quelles conditions ces questions pouvaient présenter de l'intérêt à Byzance, sous les empereurs de Macédoine.

Les richesses existaient en quantités abondantes. De toutes les villes du Moyen-Age chrétien, Constantinople tenait de beaucoup la première place au point de vue luxe et faste. Les sommes énormes que les empereurs dépensaient pour entretenir leurs armées et leurs flottes (2),

(1) Colson : *Economie Politique* : Cours à l'Ecole libre des Sciences politiques.

(2) Schlumberger : op. cit., chapitre II, pages 36-39.

les Palais et les Eglises sans nombre pleines de trésors, le développement des arts somptuaires (1), prouvent qu'au moins l'Etat et le Clergé disposaient de ressources infinies.

Mais les citoyens de Byzance vivaient aussi dans le luxe. Papparigopoulos (2) dit, que nombreux étaient les particuliers possédant des trésors incomparables d'or, d'argent et de pierres précieuses et que les tissus de soie étaient aussi communs dans la ville qu'ailleurs les étoffes de laine. Selon Benjamin Tudela (3) qui a visité la capitale un peu plus tard (vers le xii^e siècle), les empereurs percevaient rien que de la ville de Constantinople. 20.000 pièces d'or par an, soit 124 millions de francs.

D'où provenaient ces richesses?

Sans insister sur la place privilégiée de Byzance, au point de vue géographique, nous croyons qu'elles ont été accumulées :

- 1° A la suite des conquêtes.
- 2° Par les exploitations des mines et carrières.
- 3° Par le rendement du régime de l'esclavage.
- 4° Par l'exploitation de la population rurale et la manière dont étaient administrées les provinces.
- 5° Par l'épargne et les profits du commerce et de l'industrie.
- 6° Par la plus-value foncière.
- 7° Par la plus-value technique que la civilisation by-

(1) Consulter Ebersolt : op. cit.

(2) Papparigopoulos : *Επίλογος τῆς ἱστορίας τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἐθνους*, page 285.

(3) Benjamin Tudela : *Voyages*, traduction par Marcus Nathan Adler, page 13, paragraphe 22.

zantine a su donner aux objets sortant des mains de ses artisans.

1° Deux siècles s'étaient écoulés depuis le transfert de la capitale à Constantinople (330) que la mission de l'Empire d'Orient dans son histoire guerrière était déjà tracée.

En effet, après l'invasion des barbares au v^e siècle, sous le coup desquels Rome s'écroulait, en Orient la religion de Mahomet commençait à faire ses adeptes, et d'autres peuples, tels les Slaves et les Lombards, devenaient menaçants pour le monde byzantin.

Reconquérir les territoires perdus par Rome, en vue de reconstituer l'unité de l'Empire, se défendre contre les Arabes et les populations du Nord, voilà toutes les causes des guerres que Byzance eut à diriger.

Les succès éclatants n'ont pas manqué, à commencer par Justinien (518-565) qui reconquit la Syrie, l'Afrique, l'Italie, la Corse, la Sardaigne, les Baléares, une partie de l'Espagne, et auquel les rois Francs de la Gaule se soumirent. Les revers aussi furent nombreux, et sous Héraclius (610-641) nous constatons que les Arabes occupent la Syrie, l'Egypte, l'Afrique du Nord, l'Arménie, et que l'Empire est aussi menacé par les Bulgares et les Lombards (1).

Durant tout le cours de l'histoire byzantine, des faits analogues se répètent constamment, mais leur conséquence au point de vue économique fut la suivante :

Tandis que, par les campagnes victorieuses, les butins pris sur l'ennemi étaient transportés à Constantinople; lors des défaites, exception faite de l'occupation de

(1) Ch. Dichl : op. cit., chapitre I, pages 6 et 8-9.

la ville par les Croisés (1203) qui est postérieure à l'époque que nous étudions, c'étaient des provinces qui étaient perdues. L'Empire certes en souffrait mais la capitale n'était pas atteinte et ne voyait pas ses richesses diminuées.

Certes aussi, après ces expéditions victorieuses, l'Etat pouvait se trouver dans des conditions difficiles, c'est qu'il manquait de numéraire pour faire face à ses besoins immédiats, mais toujours que ce fussent des prisonniers, des armes ou des objets précieux, la plus grande partie du butin venait s'ajouter aux richesses déjà acquises. Les difficultés dans lesquelles pouvait se trouver l'Etat, étaient de ce fait en partie provisoires, et duraient jusqu'au moment où ces apports nouveaux étaient mis en œuvre et acquéraient par là le facteur utilité, indispensable pour constituer la richesse.

Sur ce qui était pris à l'ennemi, l'Empereur et ses généraux s'attribuaient la plus grosse part, mais il faut tenir compte que l'armée aussi, jusqu'au plus simple des fantassins, s'appropriait une partie de ces butins et profitait des pillages.

2° A ces trésors provenant de la conquête, venaient s'ajouter, au profit de l'Empereur, les produits extraits de ses mines et carrières.

Les gisements des métaux précieux, éparpillés à travers l'Empire, appartenaient en propre au souverain et étaient administrés par le « *comes metallorum* » (1) agent du « *comes sacrarum largitionum* ».

A part la partie des matières extraites, 10 % environ (2), prélevée sur place pour rémunérer les services

(1 et 2) Codex Just., chapitre XI, 7.

des entrepreneurs gouvernementaux, le reste était transporté dans la capitale, des Manufactures impériales employaient ces matières pour la fabrication des objets de toute sorte, principalement pour le monnayage. Les corporations aussi profitaient par l'achat des quantités qui leur étaient réservées.

L'Empereur, ses généraux et l'armée n'avaient pas les notions nécessaires pour employer leurs richesses selon les règles exigées par l'économie politique, lorsqu'elle définit le capital, ils n'avaient même pas l'idée de les faire fructifier.

M. Charles Diehl, dans *Les Figures Byzantines* (1), cite un fait qui démontre le dédain qu'avaient les empereurs de Constantinople pour le commerce et l'industrie considérés comme vils et réservés seulement au peuple. Nous reproduisons le passage qui suit :

« L'Empereur Théophile (829-842) ayant vu un jour un grand vaisseau de commerce entrer dans la Corne d'Or, et ayant appris qu'il appartenait à l'Impératrice, ordonna d'y mettre le feu et dit à ses familiers : Vous ne saviez pas que l'Impératrice, ma femme, eût fait de moi un marchand, jamais on n'avait vu un Empereur Romain faire métier de négociant. »

La plus grande partie des biens amassés de la sorte était vendue aux membres des corporations, et servait ainsi à augmenter la circulation économique, une autre était confiée aux artisans de la ville pour être travaillée et transformée en objets plus conformes aux besoins et aux goûts de ceux qui les possédaient.

Cette dernière destination des richesses est intéres-

(1) Ch. Diehl : *Figures byzantines*, tome I, pages 146-147.

sante par l'impulsion qu'elle a donnée aux arts de Byzance. La Cour, les généraux et les grands fonctionnaires, qui possédaient la matière, formaient la classe la plus aisée de la population, ils ne sentaient le plus souvent aucune nécessité de l'échanger contre du numéraire pour subvenir à leurs besoins. Par amour de tout ce qui était beau et luxueux, ils commandaient des objets précieux aux Manufactures impériales, et aux corporations de la ville, pour orner leurs palais, les Eglises, les places publiques, ou bien construisaient ces magnifiques édifices qui ont existé à Byzance.

Une fois transformées, les richesses de cette catégorie, ne devaient plus être employées à produire, elles étaient immobilisées, elles devenaient des richesses en puissance, pouvant être utilisées un jour à titre de capital.

Nous croyons que ces faits constituent les raisons principales qui ont poussé au magnifique développement des arts somptuaires à Constantinople, et qui ont donné naissance à ces merveilles de splendeur et de luxe que toutes les générations ont admirées (1).

(1) Consulter Ebersolt, op. cit. M. Ch. Diehl dans *Les Figures byzantines*, tome I, pages 147-148, fait une description du faste de la Cour et donne par là des éléments qui fournissent des preuves de ce que devait être la richesse amassée dans le Palais. « Sous le règne de Théophile (829-842), le Palais impérial avait pris une splendeur nouvelle. L'Empereur aimait les bâtiments : aux anciens appartements de Constantin et de Justinien, il avait ajouté toute une suite de constructions somptueuses décorées avec un luxe le plus élégant et le plus recherché.

Il aimait la pompe et la magnificence : pour rehausser l'éclat de ses réceptions palatines, il avait commandé à ses artistes des merveilles d'orfèvrerie et de mécanique, le Pentapyrgion, célèbre armoire d'or où l'on exposait les joyaux de la couronne, les orgues d'or qui jouaient aux jours des audiences solennelles, le platane d'or dressé auprès du trône impérial et sur lequel les oiseaux mécaniques voletaient et chantaient, les lions d'or couchés aux pieds du prince, et qui à certains moments se dressaient, battaient de

Mais tous ces biens provenant de la conquête, n'étaient pas destinés au commerce et aux œuvres d'art, une grande partie, surtout celle qui appartenait à l'armée était thésaurisée.

La thésaurisation est bien souvent un effet de la prévoyance pour les personnes qui ne savent pas faire fructifier ce qu'elles possèdent, elle n'est pas nécessairement une expression de l'avarice.

A Byzance, la milice était pour la plus grande partie formée de mercenaires qui cherchaient à faire fortune de leur métier en profitant surtout des guerres.

Il était par conséquent naturel, que ceux qui ne gaspillaient pas les butins rapportés des campagnes, conservaient le plus qu'ils pouvaient, soit à titre de souvenirs, soit pour subvenir aux besoins futurs de leurs familles et de leurs descendants. Mais de toutes ces destinations qui pouvaient être réservées aux richesses conquises et à celles extraites du sol de l'Empire, celle qui mérite spécialement l'attention, consiste dans le drainage vers les églises et les monastères.

Ainsi qu'il est connu, le sentiment religieux était très profond dans la civilisation byzantine, et exerçait une influence prépondérante. Les prêtres et les moines dominaient sur toutes les consciences, et chaque habitant de l'Empire se faisait un devoir sacré de leur sacrifier une part de sa fortune. Les trésors du clergé ne provenaient pas seulement des butins des campagnes victorieuses, mais à toutes occasions, que ce fussent des circonstances heureuses ou des événements malheureux, la

la queue et rugissaient, et les griffons d'or à l'aspect mystérieux qui semblaient comme dans les palais des rois asiatiques veiller sur la sérénité de l'Empereur.

fortune de l'Eglise était constamment alimentée par la population.

M. Schlumberger (1) a écrit à ce sujet :

« Tout sénateur opulent, tout archonte provincial ou commerçant enrichi, toute femme de qualité fondait ou enrichissait de son vivant ou sur son lit de mort, quelque monastère pour attirer la clémence divine ou pour racheter quelque faute grave. Petit à petit la richesse nationale passait entre les mains des Congrégations, tout comme en France sous l'ancien régime. L'Empire menaçait de devenir la propriété d'un million de religieux. »

M. Turchi (2) ajoute qu'au moment de leur plus grand développement on comptait à Constantinople seule 175 couvents, sans compter les églises, et selon Benjamin de Tudela qui a visité la capitale vers le ^{xii}^e siècle, il y avait dans la ville autant d'églises que de jours dans l'année.

Quel effet économique est-il résulté de cet accaparement des fortunes par le clergé?

Tous les historiens qui ont étudié l'époque byzantine, considèrent la force de l'Eglise comme une grande plaie, les biens que possédait le clergé étaient mal exploités et leur quantité était tellement grande et donnait une force si importante aux innombrables prêtres et moines que ces derniers portèrent souvent ombrage au pouvoir impérial lui-même.

C'est la raison pour laquelle les empereurs sont souvent intervenus, principalement à l'époque des iconoclastes. Nicéphore Phocas, qui était si dévot, a même

(1) Schlumberger : *op. cit.*, page 317.

(2) Turchi : *La Civiltà byzantina*, page 213.

publié des nouvelles pour empêcher cet enrichissement scandaleux des églises et des monastères.

Rimbaud (1) a écrit textuellement :

« Il y avait dans l'Empire une classe de grands propriétaires dont l'existence seule, lors même qu'ils fussent défendus de toute espèce d'empiétements, pesait lourdement sur l'économie sociale de l'Etat : les Eglises et les Monastères. Les monastères surtout agissaient à la fois sur les personnes et sur les propriétés, ils enlevaient à l'empire ses sujets à la culture libre ses terres. Le développement de la population comme celui de la richesse publique étaient cruellement atteints. »

Une grande partie de la fortune du clergé était thésauroisée, soit d'une manière directe, soit principalement, par les trésors immenses formés par les objets précieux de toute sorte que les fidèles lui offraient ou que les moines eux-mêmes fabriquaient.

Une partie des richesses de l'Eglise, surtout celle qui consistait en terres, était exploitée par le clergé, mais ces richesses qui répondaient dans ces conditions à la notion du capital n'étaient utilisées que d'une manière limitative. Cet effort à la production servait autant que possible à approvisionner la communauté formée par les moines. Ces communautés pouvaient être comparées à des sociétés coopératives disposant d'énormes ressources, mais n'en exploitant qu'une faible part.

L'économie urbaine subissait les désavantages de ce régime; les biens dont elle pouvait profiter et qui auraient servi à augmenter les richesses qui circulaient entre les corporations étaient immobilisés, les transfor-

(1) Rimbaud : *L'Empire grec au x^e siècle*, page 286.

mations successives des marchandises devenaient de la sorte impossibles. D'autre part le clergé était un mauvais fournisseur de matières premières et la raison doit être attribuée à la mauvaise gestion de sa fortune.

On doit considérer aussi comme préjudiciable à l'économie urbaine, l'immunité des impôts dont jouissait l'Eglise. Ce privilège retombait en grande partie sur la population civile. Lorsque le Gouvernement avait besoin de numéraire, c'est à la classe productive qu'il se voyait obligé de s'adresser.

Ce n'est qu'indirectement que l'économie urbaine profitait de ce drainage vers les églises et les monastères, au fur et à mesure des demandes en objets destinés au culte. Les Byzantins se sont même spécialisés dans ces articles, ils les exportaient en grandes quantités et un important mouvement impulsif était par là donné au commerce et à l'industrie.

A l'avantage de l'économie urbaine et de l'art, ce n'étaient pas toujours des matières brutes, des lingots, des pierres précieuses non ouvrées, du simple numéraire ou bien des terres, qui étaient destinées aux offrandes. Leur amour pour l'ostensibilité poussait les Byzantins à préférer des dons qui, s'ils ne consistaient pas en de magnifiques constructions, avaient l'avantage d'être des objets soigneusement travaillés par les artisans de la ville.

L'Etat, et par lui, la population, ont aussi souvent profité de la fortune de l'Eglise, lorsque les biens du clergé étaient expropriés (1) et tombaient par là dans le domaine du public ou bien lorsqu'ils étaient accordés

(1) Le plus souvent lors des persécutions religieuses, surtout sous les iconoclastes.

par le souverain à titre de bénéfice (1) à de grands personnages laïques et étaient de la sorte plus avantageusement exploités.

De ces faits on peut tirer la conclusion que le clergé a été le grand conservateur de la fortune de Byzance, ses richesses étaient pour l'Etat, ainsi qu'a écrit M. Ch. Diehl — « un trésor de réserve pour les heures graves » (2). — Si les biens de l'Eglise n'ont pas servi principalement à produire d'autres richesses, ainsi que l'exigent les règles de l'économie politique, ils ont été utiles par la stabilisation qui en est résultée; ainsi qu'il a été expliqué, le commerce et l'industrie en ont largement profité.

3° Parmi tous les biens possédés par les Byzantins, les esclaves exerçaient le rôle attribué au capital. C'était un capital fixe, ne se détériorant pas après chaque usage, et comparable sur bien des points aux machines modernes qui servent à produire constamment des richesses nouvelles.

Les esclaves en effet sont classés parmi les biens, ils n'ont pas la personnalité juridique, leur situation n'a pas changé depuis le vi^e siècle. Le maître a sur eux la *dominica protestas* (3).

La plupart étaient des prisonniers de guerre, mais présentaient une grande différence avec les autres richesses provenant de la conquête. Ils ne pouvaient être thésaurisés et le fait que leur entretien était onéreux,

(1) Lysimaque oekonomos : *La vie religieuse dans l'Empire byzantin au temps des Comnènes et des Anges*, chapitre VII, page 136.

(2) Ch. Diehl : op. cit., page 181.

(3) Monnier : op. cit., chapitre XIII, page 66.

obligeait les personnes qui les possédaient à chercher une compensation dans leur travail.

Qu'ils fussent vendus à quelque riche seigneur de la province ou à quelque noble de la capitale, qu'ils fussent destinés à grossir le nombre des esclaves impériaux, ou qu'ils fussent achetés par les membres opulents des corporations, c'est toujours leur activité qui était demandée, ils formaient des éléments de la production, et bien plus, on pouvait exiger d'eux le maximum de rendement.

Les biens qu'ils produisaient peuvent être divisés en deux catégories : les richesses périssables qui disparaissaient toutes les fois qu'on les utilisait (produits alimentaires, combustibles, etc.), et celles qui ont pu être conservées pendant des générations entières. Ces dernières, par leur nature même, augmentaient constamment, et de cette manière l'esclavage a formé un des éléments qui ont contribué à l'accumulation de la fortune immense que possédait l'Empire byzantin.

4° Les provinces à leur tour ont été un facteur important de formation de richesses, le système d'administration qui les divisait en thèmes dépendant du centre, a été la cause d'un drainage important vers la capitale.

Ces provinces étaient riches et quoique l'exploitation des terres n'était pas intensive, d'immenses surfaces étaient cultivées.

Constantinople profitait en premier des impôts que l'Empereur percevait; ces charges, souvent tyranniques, constituaient une des principales sources de revenus pour l'Etat. A part les circonstances de guerres, où ils étaient dépensés pour la défense de l'Empire, ils enrichissaient la Cour et les artisans qui travaillaient pour elle. La popu-

lation rurale qui supportait tous ces impôts, ne voyait aucune compensation à ses sacrifices.

La capitale profitait aussi du système féodal qui ré-gissait sur toute l'étendue de l'Empire.

A la différence du système occidental, à l'époque correspondante, les seigneurs des provinces byzantines avaient des attaches très étroites avec le pouvoir central. Ils étaient en contact constant avec l'Empereur et exerçaient le plus souvent des fonctions administratives et militaires. Cette noblesse venait résider à Constantinople et apportait avec elle une partie des richesses qu'elle avait amassées. Sa fortune a été particulièrement constituée au détriment de la population rurale.

Les « *δυνατοί* » et les « *πένητες* » (1) ne tardèrent pas à former deux classes complètement opposées dont la première exploitait la seconde et s'enrichissait à ses dépens. Le mal était tellement grand, qu'il donna naissance au plus grand problème social que l'Empire byzantin ait connu, il fit chanceler le trône même; les Empereurs sont souvent intervenus sans succès, jusqu'au jour où des puissants seigneurs de province leur arrachèrent le pouvoir.

Les seigneurs étaient tout puissants dans l'Empire, en Asie aussi bien qu'en Europe. On se forme une idée de leurs richesses par ce qu'en dit M. Charles Diehl (2).

« Les vies des saints d'origine asiatique qui nous sont parvenues, montrent au *viii*^e comme au *x*^e siècle le grand développement qu'avait la vie agricole en Anatolie. Certains passages nous laissent soupçonner l'éten-

(1) Consulter Rambaud : *op. cit.*, pages 227-2287.

(2) Diehl : *op. cit.*, pages 125-126.

due de ces exploitations rurales. La fortune de tel personnage, homme considérable assurément dans son village; mais *qui n'est pas grand seigneur* et sort tout simplement d'une bonne famille campagnarde, comprend une cinquantaine de fermes, autour desquelles s'étendent des terres considérables, bien cultivées, bien arrosées, qui produisent d'abondantes récoltes; à cela s'ajoute du bétail en quantité, 600 bœufs, 100 attelages pour la culture, 800 chevaux vaguant en liberté sur le pâturage, 80 chevaux de trait et mulets, 12.000 moutons, de nombreux serviteurs avec leurs femmes et leurs enfants vivent sur le domaine; et au centre s'élève la vieille maison de famille vaste et de bel aspect, avec ses appartements de réception, son grand triclinium élégamment décoré, où se dresse l'énorme table ronde en ivoire rehaussé de dorures qui peut offrir place à trente-six convives, avec sa partie intime bien close où les femmes vivent loin des regards indiscrets et sans guère sortir de l'habitations ? » (1).

Le fait que des biens en si grand nombre étaient possédés par quelques privilégiés, a été une cause de l'accumulation des fortunes à Byzance. Parallèlement au clergé, les seigneurs ont conservé et stabilisé les richesses, mais à la grande différence du mode d'exploitation employé par l'Eglise, la noblesse rurale n'aimait pas la thésauri-

(1) Très intéressante est aussi la description des richesses de Daniélis, une noble qui habitait la Morée. M. Ch. Diehl, op. cit., tome I, page 162, écrit que... « quand le mandataire impérial chargé de dresser l'inventaire de l'héritage, arriva dans la maison de Daniélis, il demeura stupéfait d'une si prodigieuse richesse. Sans parler de l'argent monnayé, des bijoux, de la vaisselle précieuse, des milliers d'esclaves — l'empereur en affranchit trois mille qu'il envoya comme colons dans l'Italie du Sud — le basileus, pour sa part, hérita de quatre-vingts domaines. »

sation. Ces paysans comprenaient les ressources que leurs propriétés pouvaient leur fournir et la valeur productive du travail, c'est pourquoi ils employaient leurs biens à former d'autres biens.

Avec les personnes qui s'adonnaient au commerce et à l'industrie, ils formaient la population vraiment productive de l'Empire.

5° Les corporations de Constantinople constituaient elles aussi un des principaux éléments de formation de richesses. Il est utile d'examiner, à ce sujet, les profits qu'elles réalisaient et comment ils étaient employés.

En ce qui concerne les articles de première nécessité, les prix, ainsi qu'il a été expliqué, étaient fixés. Quant aux autres marchandises, le Préfet avait le droit d'intervenir toutes les fois que des abus étaient constatés, ce qui revient indirectement, sinon à la fixation, du moins à la restriction des profits.

Cela n'empêchait pas les membres des différentes professions de s'enrichir et les raisons sont les suivantes :

En premier lieu, les prix fixés par le Préfet étaient bien supérieurs au coût de production pour l'industrie ou d'achat pour le commerce.

C'est ainsi que le chapitre XIII, paragraphe 5, de l'Edit de Léon le Sage, stipule que les épiciers pouvaient vendre leurs articles avec un bénéfice de deux milliarises par sou d'or, ce qui, d'après Nicole, revient à 16 3/4 %⁽¹⁾. C'est un profit qu'on ne rencontre pas souvent dans le commun de l'économie moderne.

Il faut aussi prendre en considération qu'il s'agit de produits alimentaires nécessaires à la consommation de

(1) Nicole : *op. cit.*, note au bas du chapitre XIII.

la population, et ceci nous fait déduire que les bénéfices dans les autres professions devaient être bien plus élevés.

Le commerce et l'industrie profitaient aussi du régime de monopole.

Dans les professions, — et c'étaient les plus nombreuses, — où le Préfet n'intervenait pas pour la fixation, les prix étaient régis par les lois économiques. L'économie politique nous enseigne que dans le cas de monopole, celui qui l'exerce, tout en n'ayant aucun intérêt à fixer ses prix de vente au plus haut — car la loi de la substitution ou bien l'abstention interviendraient — trouve cependant preneurs dans des conditions bien plus avantageuses, comparées à celles qui découleraient du libre fonctionnement de l'offre et de la demande.

C'est donc entre ces deux limites, maximum par crainte de la substitution ou de l'abstention et minimum résultant de la loi de l'offre et de la demande que les prix courants étaient réglés.

Sous un autre point de vue, la politique défensive des Empereurs n'a pas empêché les corporations de s'enrichir bien souvent par des exportations. Byzance ne voulait pas voir ceux qui n'étaient pas ses citoyens profiter de ses richesses, mais à part les articles prohibés, il n'y avait aucun empêchement à l'expansion commerciale vers les peuples étrangers.

Aux débuts de son histoire et jusqu'au ix^e siècle, l'Empire avait la prépondérance sur toutes les mers et c'est à la négligence de ses souverains et peut-être au caractère byzantin consistant à se contenter des richesses acquises, que les républiques italiennes sont arrivées à supplanter Byzance dans son commerce international.

Heyd dans son ouvrage, « Histoire du Commerce du Levant au Moyen-Age » cite la quantité de marchandises qui étaient destinées à l'étranger et qui prenaient les voies les plus diverses; mais, selon Hesselning, parmi ces objets exportés, une place spéciale doit être réservée aux articles destinés au culte (1).

Ces exportations formaient des sources de bénéfices illimités, d'autant plus importants pour la richesse nationale, qu'ils étaient acquis en dehors de Byzance, et étaient rapportés dans la capitale.

A peine les marchandises embarquées et les différentes formalités exécutées, aucune réglementation ne pouvait plus gêner le commerce; les prix n'étaient plus fixés et

(1) Hesselning : *Essai sur la civilisation byzantine*, pages 60-61.
 « Les bijoux et les tissus précieux formaient des besoins importants du commerce et de l'industrie à cause des besoins du culte. Pendant de long siècles, Byzance est restée le centre du commerce relatif à l'art ecclésiastique, car avec l'expansion du christianisme, croissait aussi la demande d'objets d'église, de prix. Nous avons plus de renseignements sur les causes politiques des guerres que sur les causes économiques, mais en raisonnant par analogie avec ce qui se passe sous nos yeux, il nous est permis de conjecturer que plus d'une croisade pour la conversion des païens a été organisée et soutenue par les marchands et fabricants riches de Constantinople à la recherche de débouchés pour les vêtements sacerdotaux, les crucifix, les coffrets à reliques, qui se fabriquaient en énormes quantités sous les colonnades de la ville. Ce n'est pas sans bonnes raisons qu'un savant compétent affirme qu'au temps de Justinien l'art de l'orfèvrerie a constitué la branche la plus importante de l'industrie. Sans l'enthousiasme qu'inspirait la foi, ces objets n'auraient pas reçu le caractère qu'ils avaient et les missionnaires ne les auraient pas imposés au péril de leur vie, mais cela ne doit pas nous faire perdre de vue que ceux qui voulaient s'enrichir ont dû employer, à leur avantage, les convictions religieuses des artistes et des apôtres, et ainsi le sang que versaient les martyrs servait à la création de nouveaux marchés. Cette thèse trompeuse que le commerce suit le drapeau a été inventée dans les comptoirs des marchands, la rue en a fait un principe patriotique, l'Eglise un mot d'ordre pour l'expansion de la religion et de la civilisation. »

les produits de Byzance étaient tellement recherchés dans le monde entier que leur vente ou bien leur échange se faisaient dans les conditions les plus avantageuses.

Ce n'était plus une circulation de richesses dans un système d'économie fermée, mais une augmentation réelle, et les profits des marchands venaient s'accumuler dans la ville de Constantinople.

6° La richesse de la capitale s'est accrue, d'une manière naturelle, sans que les personnes qui la possédaient aient contribué à cela, par la plus-value foncière.

Le sort de l'Empire a passé par différentes phases, mais si quelquefois des provinces entières étaient perdues, ou qu'au contraire elles étaient reprises sur l'ennemi, l'importance de la capitale, surtout au point de vue économique, n'a fait que grandir.

Cette ville présentait de tels attraits que sa population augmentait d'une manière constante. Provinciaux enrichis qui venaient s'y établir, marchands de tous pays auxquels on permettait des séjours plus ou moins prolongés, mercenaires, esclaves et affranchis, étrangers amis auxquels on a fini par réserver des quartiers entiers, gens de toutes les races, Européens, Asiatiques, Africains, et de toutes les religions, chrétiens, musulmans, païens, tout ce monde venait s'ajouter à la population grecque de Constantinople.

La densité de la ville était surprenante, d'autant plus que Byzance était entourée de fortifications et ne pouvait s'étendre indéfiniment.

Ce développement de la capitale devait nécessairement avoir sa répercussion sur la valeur des biens immobiliers.

L'augmentation du nombre des habitants de Constantinople avait pour conséquence de rendre la valeur des propriétés plus grande. A cela, il faut ajouter que, dans toute ville, certains emplacements ont une importance spéciale. Ainsi, à Byzance, la partie de la cité qui était située aux alentours du Palais impérial et de Sainte-Sophie étaient de plus en plus recherchée à mesure que se développaient le commerce et l'industrie.

Souvent aussi, les constructions d'églises et d'édifices publics donnaient de la valeur aux immeubles qui les avoisinaient.

De la sorte, avec l'augmentation de la population et du nombre des palais, la fortune qui existait à Byzance devenait de génération à génération plus grande.

Les propriétaires d'immeubles ou leurs descendants pouvaient se trouver, pour des raisons particulières, dans l'obligation de céder leurs biens. Si c'étaient des habitants de Constantinople qui se portaient acquéreurs, il n'y avait aucun changement dans la somme totale de la richesse de la ville; mais dans le cas où ils étaient vendus à quelque seigneur enrichi dans la province, ou à quelque commerçant arrivé de l'étranger, le prix d'achat, qui était de provenance extérieure, était versé en numéraire dans la capitale.

7° Les biens qui, par ces manières les plus différentes, s'accumulaient dans la ville, n'étaient pour la plupart des fois et surtout pour les produits des butins que *des sources de richesses*, les éléments d'utilité et de rareté exigés par l'économie politique faisaient défaut.

C'était aux artisans de Constantinople qu'incombait

la tâche de les travailler et de les rendre des vraies richesses.

Ce qui n'était pas destiné à la consommation directe (blé, épices, etc.), a formé la matière première de l'industrie byzantine.

En ce qui concerne l'utilité, plus un peuple est civilisé et plus ses besoins sont compliqués, proportionnellement augmente aussi le nombre des biens qui lui sont utiles.

La civilisation byzantine était tellement avancée que ses besoins étaient sans nombre. Il suffisait à l'industrie de fabriquer un objet, même le plus paradoxal, pour qu'un nombre respectable d'habitants y portent leur désir, et soient poussés à l'employer.

Les quantités de matières premières dont disposait l'industrie byzantine étaient grandes et lorsque la production avait satisfait les besoins de la population, il était difficile aux corporations d'écouler le surplus de leurs marchandises. C'est pourquoi les artisans de Constantinople se sont efforcés et ont réussi à donner aux objets qu'ils fabriquaient un cachet particulier, une originalité, les rendant différents les uns des autres et ainsi, à l'utilité venait s'ajouter la rareté.

A la valeur d'un objet, qui comprend nécessairement le coût de la matière employée et le prix du travail dépensé, vient s'ajouter un troisième élément : la technique. Les talents personnels que l'artiste incorpore à son œuvre constituent une partie de la richesse nationale. ils sont la résultante d'une civilisation et d'un milieu déterminés. Il serait malheureux, en effet, que l'on considère un tableau de maître, une statue d'un grand sculpteur, d'après la matière employée et les heures de

travail dépensées. Ce sont des facteurs qui rentrent pour une part insignifiante dans leur valeur. Byzance, dans le cours de son histoire, a donné des œuvres d'art sans nombre. Ils présentaient tous les raffinements de la civilisation la plus avancée de l'époque, et par la rareté, leur valeur atteignait les limites les plus élevées. La richesse de Constantinople augmentait proportionnellement.

Dans toutes ces considérations sur l'accumulation des richesses à Byzance, quel rôle faut-il attribuer au capital ?

Constitué en grande partie par les effets du hasard — la conquête ayant fourni une énorme part des matières premières — il présente par là une grande différence avec les temps modernes où le capital est formé principalement par les excédents de la production sur la consommation, c'est-à-dire par l'épargne.

De nos jours aussi, toute la richesse disponible doit en principe être employée pour produire d'autres richesses. Le système économique est basé sur le maximum de rendement. A Byzance, où la plus grande partie de matières premières étaient déversées sur le marché à la suite de causes fortuites et accidentelles (arrivée d'un riche butin, expropriation des biens du clergé), les besoins de la consommation, et par conséquent ceux de l'industrie et du commerce devaient nécessairement à certains moments être inférieurs aux quantités de matières disponibles. C'est pourquoi, au nombre des capitaux morts appartenant au clergé, il faut ajouter les réserves de marchandises qui étaient employées au fur et à mesure des besoins.

L'industrie byzantine n'avait pas cette tendance à augmenter constamment et d'une manière illimitée le nombre des objets qu'elle fabriquait. En ce qui concerne l'intérieur, grâce au système des monopoles, elle connaissait les besoins de sa clientèle. Quant à ses exportations, il était facile de les prévoir. Les communications n'étaient pas fréquentes, si on les comparait à l'activité moderne; à moins de circonstances exceptionnelles (expédition, conquête, conversion d'un pays à l'orthodoxie), on connaissait longtemps à l'avance les marchands et les navires qui devaient quitter la ville. Tranquillement, pendant la mauvaise saison, les corporations se préparaient à satisfaire les demandes au moment voulu.

Les débouchés étant ainsi évalués, toute crainte de surproduction était écartée et les crises évitées.

Une différence qui sépare encore Byzance de notre époque, consiste dans le but proposé par l'emploi du capital. Tandis qu'aujourd'hui, le bien qui doit former un autre bien est aussi destiné à augmenter le capital de l'entreprise, les Byzantins se suffisaient de sa transformation en une autre richesse, et ne pensaient pas au développement de leurs exploitations.

Certes, les membres des corporations s'enrichissaient, mais que faisaient-ils de leurs profits?

Au lieu, comme il est naturel de nos jours, de donner une nouvelle intensité à leurs affaires, ils conservaient un fonds de roulement restreint et presque fixe. La réglementation méticuleuse, le régime de monopole et la stabilité des débouchés, constituaient les raisons principales pour lesquelles ils ne voyaient aucun intérêt à développer leurs exploitations.

La plus grande partie des profits était employée en dehors des métiers : achats de terres, construction d'immeubles, acquisition d'objets précieux, offrandes aux églises, dépenses de luxe et même à la thésaurisation (1).

Les forces productives si nombreuses que possédait Constantinople n'ont donc pas été employées avec intensité. Les richesses dont elle disposait étaient souvent au-dessus des capacités de son organisation économique. Les corporations de la ville et les manufactures impériales ont déployé de grands efforts pour donner l'utilité et la rareté à la matière, tandis que le surplus des richesses devenait propriété du clergé et des familles nobles, pour constituer des réserves précieuses. De ces réserves, le commerce et l'industrie ont souvent profité.

(1) On peut signaler que le prêt à intérêt était en principe prohibé à Byzance.

Cf. Andréadis : *Budget de l'Empire byzantin*, page 53.

Cependant, à partir de Léon VI le Sage, il était permis de prêter à intérêts modérés.

Consulter Monnier : *op. cit.*, page 29.

CHAPITRE VI

LE TRAVAIL, SON RECRUTEMENT ET SA RÉMUNÉRATION.

Les entreprises de l'Etat et l'exploitation par les particuliers, présentaient à Byzance, sous la dynastie de Macédoine, des différences sensibles au point de vue des conditions de la main-d'œuvre employée.

Tandis que le Gouvernement persistait à maintenir dans un état de servitude ses ouvriers semi-libres, les corporations étaient organisées sur les principes du travail familial et le louage de services.

Sous l'Empire romain et jusqu'à l'époque de Justilien (527-561), toute la classe productive faisait partie du rouage administratif, chaque ouvrier était un soldat de l'Empereur et traité en fonctionnaire de condition servile attaché d'autorité à son métier.

Deux raisons principales ont conduit à cette organisation si disciplinée. Pour les étudier, il est nécessaire de remonter l'histoire et de nous arrêter un moment à l'époque où l'Empire à Rome succède à la République.

Avec cet événement les services publics eurent une extension inconnue jusqu'alors, le souverain devenu le

maître absolu, tout ce qui constitua l'Empire romain tomba sous sa dépendance et était régi par l'administration.

La vie économique ne pouvait faire exception à cette règle, les corporations firent partie du domaine propre de l'Empereur, elle formèrent un engrenage de l'Etat (1).

M. Waltzing (2) dit à ce sujet :

« Avec le temps, le caractère officiel peu important dans le principe, prit le dessus et le Gouvernement se déchargea sur les corporations de certains services publics : elles devinrent alors de véritables rouages de l'administration, alléchées d'abord par les privilèges, elles furent ensuite accablées de charges et voulurent reprendre leur indépendance. Mais l'Etat les rendit *obligatoires et héréditaires* et elles *vécurent dans la servitude...* »

Mais l'extension de l'administration impériale n'a pas été la seule raison qui rendit servile la condition de l'ouvrier. Il existait aussi une question sociale.

Le grand nombre d'affranchis avait provoqué l'anarchie et avec le chômage, la misère de l'Empire était grande.

Les Empereurs sentirent le besoin de raffermir la situation, et à côté de leur intérêt propre ils ont recherché le bien matériel de leurs sujets, et selon les termes de M. Wallon (3) : « Ils retinrent au travail, l'esclavage mal-

(1) Ciccotti : op. cit., page 295.

(2) Waltzing : op. cit., tome I, page 58.

(3) Wallon : op. cit., tome III, page 115.

gré le maître et y ramenèrent et retinrent l'homme libre malgré lui. »

La situation à l'époque romaine est décrite de la manière qui suit, par M. Esmein (1) :

« L'Empire était devenu une monarchie absolue et administrative, l'administration impériale prit peu à peu pour tâche d'assurer partout, non seulement l'ordre et la justice, mais encore la vie et la propriété matérielle. Pour arriver à ce résultat elle tendit à constituer un vaste système de classes et presque de castes, de façon que tous les services nécessaires ou utiles à la vie sociale eussent toujours un personnel suffisant. Elle s'ingénia à *maintenir d'autorité* chaque homme libre dans sa fonction ou la profession qu'il avait adoptée ou par laquelle il était désigné par sa condition sociale, sa fortune ou son éducation et, par une conséquence naturelle, elle *tendit à rendre les fonctions et professions héréditaires*. »

A l'époque romaine, la condition était la même, pour la main-d'œuvre attachée aux Manufactures impériales que pour celle qui travaillait dans les ateliers des particuliers. Lorsqu'à l'époque byzantine, les corporations de la ville ont acquis une importance considérable, les servitudes continuaient toujours à exister en droit (2), mais en fait l'ouvrier avait acquis une plus grande indépendance en ce qui concerne sa personne.

Les manufactures impériales continuèrent néanmoins à appliquer avec rigueur le système romain.

Les empereurs avaient tout intérêt à conserver une

(1) Esmein : *Histoire du Droit français*, 2^e édition, chapitre I, pages 2 et 3.

(2) *Basil. ed. Fabrotus*, tome VI, 16, page 687.

main-d'œuvre nombreuse, certaine et disciplinée. On peut donc conclure que les servitudes étaient plus ou moins nombreuses, suivant que les métiers étaient rapprochés ou éloignés du souverain.

Examinons les conditions du travail dans ces deux circonstances.

Les Entreprises de l'Etat sont caractérisées à ce sujet :

1° Par l'emploi du travail servile.

2° Par l'emploi du travail des esclaves.

3° Accessoirement elles ont utilisé aussi des personnes de condition pleinement libre, par le louage des services et les mercenaires qui composaient l'armée.

1° En droit les personnes composant le travail servile, étaient considérées comme libres, elles avaient la personnalité juridique, mais en fait la situation était bien différente.

M. Waltzing (1) écrit au sujet de ces servitudes à l'époque romaine.

« Enchaînés à leur condition par des liens presque indissolubles, renfermés dans une sorte de caste, ils ne peuvent aspirer à monter plus haut. Les droits civils et privés. — Ils sont confisqués, les patrimoinés, inaliénables, le droit de propriété, illusoire. La liberté professionnelle ne reste pas, ils ne peuvent pas choisir le genre de travail, il ne peuvent travailler où ils veulent, on les attache à l'atelier, à la ville. Pas de liberté de mariage, ils ne disposent même pas de leur propre personne, leurs femmes et leurs enfants participent à la servitude. »

(1) Waltzing : op. cit., tome II, page 482.

Et M. Wallon (1) ajoute :

« Les biens (du citoyen) sont frappés d'une hypothèque perpétuelle comme gage de son travail pendant sa vie, comme garantie de ses services qui se continueront après lui, pour le bien de l'Empereur. »

Les personnes composant cette classe servile attachée aux Manufactures de l'Etat étaient :

a) Les collaborateurs et ouvriers d'un maître de corporation de la ville, qui était admis à faire partie des corporations de la Cour.

b) Les personnes qui étaient attachées au métier par les liens du mariage.

c) Celles qui l'étaient par le fait de leur naissance.

d) Certains condamnés.

e) Certains affranchis.

Il a déjà été dit que les servitudes étaient d'autant plus nombreuses, que le métier était plus rapproché du Palais. Or il pouvait arriver ceci : un atelier de la ville ou une profession entière, à cause de l'industrie qu'ils exerçaient, pouvait être définitivement rattaché à la Cour. Un tisserand de la ville, par exemple, avait une méthode perfectionnée de fabriquer ses tissus. L'Etat réquisitionnait ses services, maître et ouvriers faisaient désormais partie d'un « corpus » impérial. Mais tandis que le patron acquérait un grade enviable dans l'échelle administrative et avait à se féliciter de cette réquisition, ses ouvriers avaient à supporter les lourdes charges et les servitudes se rattachant à la condition de la main-d'œuvre attachée aux Manufactures de l'Etat.

(1) Wallon : op. cit., tome III, page 206.

En ce qui concerne les liens du mariage, plusieurs dispositions sont contenues dans la législation byzantine.

Ainsi, on y trouve stipulé que : « Si quelqu'un a pris une femme de la classe des pêcheurs de coquilles, qu'il sache que lui-même sera attaché à la même condition. » (1).

Ce n'est pas seulement la femme qui suit la condition de son mari, mais l'homme est affecté par l'autorité, dans la plupart des circonstances (2), au travail de son épouse.

Les enfants issus de ces mariages sont, eux aussi, enchaînés au métier.

« Ceux qui sont issus de filles de pêcheurs de murex et qui, par leur père, appartiennent à une autre origine, suivent obligatoirement la condition de leur mère. » (3).

A cette classe de main-d'œuvre servile venaient s'ajouter constamment un grand nombre de condamnés à des peines que nous appellerions aujourd'hui les travaux forcés.

C'est dans les mines, les carrières, les travaux les plus durs des Manufactures impériales qu'ils étaient attachés; leurs enfants, quoique libres en droit, étaient liés par la servitude à l'industrie dans laquelle ils étaient nés (4).

(1) Code Th., chapitre X, 20, 5.

(2) Code Just., chapitre XI, paragraphes 8, 12 et 15 : *De murile-gulis et gynæciariis et procuratoribus gynæcii*.

(3) Code Just., chapitre XI, paragraphes 8 et 12.

(4) *Les ouvriers des Entreprises impériales étaient même marqués d'un signe particulier* : ainsi, dans le Code just., chapitre XI, XLII, de *acqueductu*, on y trouve stipulé : « *Singulis manibus*

Dans les entreprises de l'Etat étaient employés aussi de nombreux esclaves. Souvent l'Empereur, leur maître, les affranchissait, soit en masse, soit individuellement. Ces affranchis qui acquéraient ainsi la personnalité juridique, continuaient pourtant le même travail qu'ils exerçaient lorsqu'ils étaient esclaves, et presque les mêmes servitudes pesaient encore sur eux.

En droit, leur situation était changée, en fait, ils se trouvaient dans les mêmes conditions.

La rémunération de ce travail servile ne devait pas être avantageuse. Ces entreprises de l'Etat étaient organisées en « corpora » et le maître du *corpus*, qui était aussi un fonctionnaire de la Cour, profitait largement de sa situation privilégiée, c'est lui qui payait les ouvriers, et sans doute leur donnait juste ce dont ils avaient besoin pour vivre.

M. Watzing (1) a écrit en ce qui concerne l'époque romaine — et à Byzance il en était de même :

« Les membres des corporations ne sont pas des citoyens libres, travaillant à leur gré pour nourrir leur famille : ce sont des serviteurs de l'Etat qui touchent un traitement comme des fonctionnaires, mais un traitement insuffisant. »

L'Empereur ou le « Comes sacrarum largitionum » ne pouvaient pas surveiller jusque dans les moindres détails ces entreprises, et la main-d'œuvre devait se trouver

corum felici nomine Pietatis Nostræ impresso signari dicernimus » ce qui prouve qu'au moins les conservateurs des eaux (*hydrofylaces, aquarii*) étaient marqués sur le bras de l'heureux nom de la Piété de l'Empereur.

Cf., Wallon : op. cit., page 140.

(1) Waltzing : op. cit., tome II, page 481.

dans des conditions encore plus misérables par l'exploitation des fonctionnaires. Se trouvant très bas dans l'échelle administrative, ces ouvriers n'avaient pas la force de s'adresser et demander justice aux puissants, ils ont dû supporter avec patience leur sort misérable qui les abaissait au niveau des esclaves.

Il y avait cependant des circonstances qui leur permettaient d'échapper à leur condition servile.

L'élévation au patronat, soit à cause de leur capacité personnelle, soit par le fait des relations ou des liens de parenté qu'ils pouvaient avoir avec leurs supérieurs, leur rendait une partie de la liberté qu'ils avaient perdue. Leur entrée dans le clergé, effaçait toutes les servitudes dont ils étaient chargés envers leur métier.

2° A côté de ces personnes libres attachées d'autorité aux entreprises impériales, il y avait encore une autre catégorie de main-d'œuvre non moins malheureuse : Elle était composée par les esclaves.

L'esclavage pourtant, à l'époque byzantine, était bien différent de ce qu'il fut dans l'antiquité.

Surtout depuis le moment où l'Empire à Rome a succédé à la République, une grande évolution s'est produite en sa faveur. On finit par comprendre que les esclaves étaient des hommes et M. Wallon (1) décrit la conception qui s'était faite à leur sujet dans les termes qui suivent :

« C'était la chose du maître, mais dans cette chose qu'on appelait esclave, dans cet instrument animé, dans cete bête de somme douée de la parole et de l'intelligence,

(1) Wallon : op. cit., tome III, pages 52 et suivantes.

la jurisprudence vit un homme et elle ne crut pas que la servitude eût détruit, tout en l'abaissant, ce fonds d'humanité qui était en lui... Au-dessus du droit commun des citoyens et des hommes libres dont il était exclu par le droit des gens, elle reconnaissait à l'esclave une sorte de droit naturel et souffrait qu'il se fit comme une image de la vie civile dans les limites où le droit du maître demeurait sans atteinte... Il avait un pécule dès la République... Le maître héritait de l'esclave de moins en moins... Le maître a en principe un droit absolu sur ce qui était à lui. Mais la loi vint en contrôler l'usage pour en restreindre les excès les plus criants. Adrien en retrancha le droit de vie : c'était aux tribunaux ordinaires à juger le coupable, et le maître qui, sans de graves motifs se faisait justice lui-même, était soumis par une loi d'Antonin le Pieux, à la peine de l'homicide, comme le meurtrier d'un esclave étranger... Sénèque témoigne que dès les temps de Néron, un magistrat était chargé de recevoir les plaintes des esclaves sur les excès et mauvais traitements dont ils étaient l'objet : et une loi Petronia défendait au maître de livrer leurs esclaves aux combats des bêtes... »

Les esclaves de l'Empereur, qui formaient une partie de la main-d'œuvre des entreprises de l'Etat pouvaient être comparés sous bien des points de vue aux personnes libres qui étaient attachées par la servitude. La différence pourtant était essentielle et consistait dans le fait que ces esclaves n'avaient pas de personnalité juridique. On peut ajouter qu'on les chargeait le plus souvent des travaux les plus durs. Le plus grand nombre des esclaves impériaux ne se trouvait pas sous la surveillance et la dépendance directe du maître, mais sous les ordres des

divers fonctionnaires de tous les degrés hiérarchiques.

De ce fait leur situation présente certaines particularités. Ceux qui étaient tout près de l'Empereur (et c'était de beaucoup l'infime partie) étaient très avantagés, ils profitaient du faste dans lequel vivait leur illustre maître. Mais le plus grand nombre de ces esclaves étaient éloignés du Palais; astreints à travailler dans les travaux publics, les mines, les carrières, les manufactures, etc., leur état était vraiment misérable. Les fonctionnaires qui les commandaient cherchaient à profiter le plus qu'ils pouvaient de leur travail. Les représentants du maître n'avaient aucun intérêt à ménager ses esclaves, ils ne s'intéressaient même pas à conserver leur vie, ils les tyrannisaient, les brutalisaient, les privaient de nourriture, et leur faisaient subir toutes sortes de risques.

On peut déduire de ces faits, que dans les cas où les esclaves impériaux se constituaient un pécule, celui-ci devait être bien maigre.

3° Ce n'est qu'accessoirement que l'Etat employait dans ses entreprises des personnes de condition pleinement libre. Toutes les fois que la nécessité l'y obligeait, il engageait des ouvriers parmi la population de Constantinople. Il avait recours aussi au louage des services dans les cas où des ouvriers libres présentaient certaines capacités spéciales dont la Cour voulait profiter. C'est ainsi qu'un teinturier habile, un brodeur, un peintre remarquable, pouvait être appelé au Palais, pour lui confier un travail spécial. Il y restait provisoirement; quelques fois, il y était attaché d'une manière définitive. Mais les servitudes, surtout celle de l'hérédité ne pesaient pas sur lui.

Cette main-d'œuvre se trouvait dans une situation privilégiée par rapport aux personnes de condition servile et aux esclaves. Sa rémunération était aussi plus importante.

Engagés suivant les conditions découlant de la loi de l'offre et de la demande de bras, ces ouvriers étaient payés en conséquence. Certains, les plus habiles, ceux qui étaient choisis à cause de leurs capacités professionnelles étaient largement rétribués et avaient une place enviable dans les coulisses de la Cour. Sur certains même, l'attention de l'Empereur en personne, se portait tout particulièrement.

Aux mercenaires composant l'armée, on confiait les travaux de la défense et ceux qui préparaient à la guerre. En temps de paix la milice ne restait pas inactive, une grande partie était attachée aux entreprises de l'Etat. Sa rémunération était minime, avec la nourriture, les soldats recevaient seulement quelques pièces de monnaie, pour leurs besoins journaliers. Ils attendaient avec impatience les jours de guerre, pour pouvoir s'enrichir sur les butins.

Telle était la condition de la main-d'œuvre dans les Manufactures impériales, et en général dans les entreprises de l'Etat, ces servitudes ont duré pendant toute la durée de l'histoire byzantine.

Différente était la situation des ouvriers employés dans les corporations de la ville. Ces métiers continuaient toujours à faire partie en principe du rouage administratif, l'Etat avait la haute main sur leur destinée, et pouvait à tout moment les réquisitionner.

Mais la situation économique de Byzance a donné à ces corporations un grand développement.

Les Empereurs, au x^e siècle, n'avaient plus besoin de toute leur activité pour satisfaire aux besoins de la Cour. Ce qui ne pouvait lui être fourni par les Manufactures impériales pouvait être trouvé facilement en ville, et les métiers étaient tellement habitués aux commandes du souverain, qu'ils les prévoyaient et étaient toujours prêts, sans grand dérangement du cours de leurs affaires, à fournir ce supplément de production.

Une certaine indépendance, à l'intérieur des corporations, en est dérivée. Les servitudes se relâchaient de plus en plus, et se limitaient seulement aux esclaves.

Les personnes qui les composaient, n'étaient plus attachées à leur profession d'une manière aussi stricte, elles pouvaient quitter un métier pour entrer dans un autre (1), les ouvriers étaient engagés par le contrat de louage des services (2); cette main-d'œuvre dépendait uniquement du patron et l'Etat n'avait à intervenir que lorsque des excès ou des dérogations à la loi étaient commis.

Cette main-d'œuvre peut être divisée en trois catégories :

1^o Celle qui constituait le noyau du métier.

2^o Celle qui était composée par les personnes dont les services étaient loués.

3^o Celle qui était formée par les esclaves.

(1) *Le Livre du Préfet*, chapitre IV, paragraphe 7, chapitre VII, paragraphe 3.

(2) *Le Livre du Préfet*, chapitre VI, paragraphes 2 et 3, chapitre VIII, paragraphes 12 et 13.

1) Le métier de la corporation byzantine, consistait en un petit atelier. Un maître appelé « mastoros » commandait à quelques ouvriers, une dizaine tout au plus.

Le noyau de ce métier comprenait certains membres de la famille du chef auxquels venaient s'ajouter un ou deux ouvriers choisis parmi les plus habiles ou bien parmi les relations du patron.

Les personnes qui composaient ce noyau étaient les plus avantagées. C'était sur elles que se portait toute la bienveillance et la confiance du maître. Bien souvent le fils de ce dernier, qui travaillait dans l'atelier et qui devait hériter du métier, remplaçait son père, et les mariages étaient fréquents entre les filles du « mastoros » et les plus capables de ses « compagnons ». Une cellule de coopérative familiale se formait ainsi dans chaque atelier séparé, dont chaque membre avait le plus grand intérêt à fournir le maximum de ses efforts.

Cette catégorie de main-d'œuvre attachait complètement son sort à celui du chef. Celui qui entraît comme apprenti avait l'espoir de devenir un jour patron, en attendant, malgré certaines peines et privations, il apprenait les secrets du métier qui pouvaient lui être utiles à toutes circonstances.

Le maître avait le sentiment des devoirs que la morale et la religion lui imposaient. Chef de cette famille il lui portait un intérêt tout paternel.

Cependant les services auxquels étaient astreints les membres de ce noyau du métier n'étaient pas rémunérés proportionnellement aux efforts déployés.

Les apprentis engagés par contrat (1) n'étaient pas

(1) Wallon : op. cit., tome III, page 343 : Les enfants éloignés de la maison paternelle devaient rester entièrement chez

salariés, ils étaient récompensés par l'enseignement qu'ils acquéraient, par le partage de la nourriture avec le maître, quelquefois aussi par le logement dans l'atelier.

Ce n'est qu'avec l'avancement que des avantages pécuniaires leurs étaient réservés, mais ceux-ci dépendaient en grande partie des liens de famille ou d'amitié qui les unissaient au « mastoros », ainsi que de l'importance des profits de l'exploitation.

2) A ce noyau du métier, venaient s'ajouter les ouvriers du dehors : ils étaient salariés et engagés par contrat.

La capitale de l'Empire d'Orient, à la différence des autres centres urbains du monde occidental (1) de l'époque, était immense. Sa population qui atteignait près de 800.000 habitants (2) était aussi hétérogène, les étrangers en nombre, représentant les races de tous les continents, venaient habiter Constantinople, et s'ajoutaient aux nombreux affranchis et à cette classe pauvre de la population qui offrait ses bras pour le travail. Les maîtres des corporations s'adressaient à cette catégorie de main-d'œuvre, et l'utilisaient souvent, par le fait qu'elle s'offrait à bon compte.

Le salaire n'était pas fixé par la loi, il dépendait des capacités spéciales de chaque ouvrier engagé, et sans doute des effets de la loi de l'offre et de la demande du travail au moment de l'engagement. Le législateur a

leur maître pendant la durée de l'apprentissage, et cet engagement faisait l'objet d'un contrat, que ce dernier pouvait opposer au père en cas d'inexécution.

(1) En Asie, il y avait des villes aussi importantes que Constantinople, dont Bagdad.

(2) Andréadis : op. cit., page 33.

pourtant pris certaines mesures, qui démontrent que cette main-d'œuvre n'était pas stable et attachée à un métier déterminé par la servitude; le contrat terminé, le patron pouvait se dispenser des services de son ouvrier, ce dernier aussi avait toute liberté de s'engager chez un autre maître à l'expiration de son engagement.

« Tout métaxoprate — stipule le « Livre du Préfet », chapitre VI, paragraphe 2 — qui prendra un ouvrier à ses gages, *ne doit faire accord avec lui que pour un mois*. Il ne lui payera d'avance qu'un salaire de trente jours, celui que l'ouvrier peut gagner en travaillant un mois entier. Quiconque aura payé l'ouvrier pour un temps plus long, perdra cet excédent de salaire. »

Et le paragraphe 3, du même chapitre, ajoute :

« Défense à tout métaxoprate de prendre à son service un ouvrier à gages employé par un autre métaxoprate, avant que cet ouvrier ait travaillé chez ce dernier le temps correspondant au salaire qu'il a reçu. Tout contrevenant subira la perte de la part de salaire que l'ouvrier avait reçue sans l'avoir gagnée. »

D'après ces dispositions, le contrat ne pouvait porter que sur une période d'un mois.

Le législateur a sans doute voulu sauvegarder les intérêts de l'économie urbaine en général. Il ne voulait pas que les membres des corporations qui auraient eu besoin de bras pour le travail en manquent. Si les ouvriers étaient engagés pour une longue période chez un maître dont les affaires auraient périclité, c'est la production générale qui aurait souffert, l'ouvrier continuerait à rester attaché par le contrat, et serait sans doute

inactif, tandis qu'un autre patron pouvait en avoir besoin.

Dans les cas où ce n'était pas la totalité, du moins une partie du salaire mensuel devait être versée à l'avance, et le patron en outre avait une large part de responsabilité lorsqu'il traitait avec l'ouvrier. Il devait examiner si des contrats n'existaient pas avec un autre confrère, car il pouvait se voir obligé à payer des dédomagements.

Il est à noter, aussi bien dans le chapitre qui concerne les métaxoprates que dans celui qui traite des séricaires, que la responsabilité du patron est limitée seulement pour le cas où il prend à son service un ouvrier engagé par un membre de la même corporation.

Ceci doit être attribué soit à la circonstance que les ouvriers se spécialisaient dans chaque métier, soit aussi, et c'est ce que nous croyons être la réalité, au fait que les corporations étaient complètement séparées les unes des autres, ce qui pouvait constituer un délit lorsqu'il avait lieu à l'intérieur de la même profession, n'était plus punissable, lorsque le préjudice était causé à un métier étranger.

3) Les membres les plus riches des corporations possédaient aussi des esclaves. Ces derniers travaillaient, le plus souvent, sous les ordres directs du maître et collaboraient de la sorte dans l'atelier avec le noyau du métier et les ouvriers engagés. Dans certaines circonstances, ils exerçaient un métier pour leur propre compte, mais le maître auquel ils appartenaient avait sa part de responsabilité dans leur gestion (1).

(1) *Le Livre du Préfet*, chapitre VII, paragraphe 13.

Il a été déjà cité plus haut que l'esclavage, à l'époque byzantine, était différent de celui de l'antiquité. Toutes les facilités étaient accordées à l'affranchissement et toutes les présomptions étaient en faveur de l'esclave.

Les esclaves appartenant aux particuliers formèrent une partie appréciable de la main-d'œuvre utilisée par l'économie urbaine. Certes, de par leur condition, ils étaient chargés des travaux les plus durs et les plus ingrats. Certes, ils n'avaient pas de personnalité juridique et le maître pouvait se contenter, à titre de rémunération, de leur fournir seulement des aliments et le logement. Mais il est un fait certain, que les esclaves des particuliers se trouvaient dans une situation bien meilleure si on le compare avec ceux qui travaillaient dans les entreprises de l'Etat. Et ceci doit être attribué :

1° A ce que le maître avait tout intérêt à les conserver dans la plénitude de leurs forces.

2° A l'influence de l'esprit chrétien qui régnait dans l'atelier.

Le maître prenait soin de son esclave, il était en contact direct avec lui, et voyait dans sa perte une diminution de sa fortune. C'est pourquoi il lui accordait et une nourriture suffisante, et un logement sain, il lui constituait aussi un pécule qui, quelquefois, n'était pas à dédaigner. L'esclave, de son côté, travaillait dans l'espoir de se voir un jour affranchi, et faisait son possible pour contenter son patron.

Selon M. Monnier (1), l'esclavage cesse par la volonté du maître ou celle de la loi. Il est affranchi par son maître, notamment par le testament; il devient libre

(1) Monnier : op. cit., pages 66-67.

s'il se fait moine avec le consentement de son maître; sont libres *ipso jure*, les esclaves de celui qui, s'étant fait moine, est mort avant d'avoir atteint l'âge pour tester; les esclaves d'un captif mort intestat sont libres pourvu que le reste du patrimoine du *de cujus* suffise à payer les dettes; l'esclave, victime d'une castration, est libre; si une personne libre se marie avec une personne esclave et consent à vivre aussi esclave, à la mort du maître, les deux conjoints sont libres, eux et leurs enfants.

Quant à l'influence du christianisme, qui était bien plus grande dans le cadre familial de l'atelier, que dans les Manufactures administratives, et sévèrement disciplinées de l'Empereur, M. Wallon (1), la caractérise par les termes qui suivent :

« Le christianisme n'abolit pas l'esclavage, en faisant des hommes libres, il ne prétend pas les rendre indépendants entre eux. Il ne les isole pas, il les rapproche au contraire..., il les unit, il les assujettit les uns aux autres par les liens de charité..., le christianisme acceptera même les rapports de maître à esclave, contraires à son principe par nature, car le maître et l'esclave, si distants que les fasse leur position, doivent se rapprocher dans une même servitude. C'est Jésus-Christ que l'esclave doit servir dans le maître, c'est Jésus-Christ que le maître doit honorer dans son esclave. »

Ces esclaves, lorsqu'ils étaient affranchis, continuaient, le plus souvent, leurs services auprès du maître ou de ses héritiers.

Parmi les liens qui subsistaient après l'affranchissement, on peut citer l'obligation mutuelle pour la famille

(1) Wallon : op. cit., tome III, chapitre XIII : *L'Eglise et l'Esclavage*, page 338.

du maître et pour celui qui fut son esclave de se fournir, suivant les circonstances, les aliments et le nécessaire à la consommation.

Le maître devait continuer à veiller sur l'affranchi, et ce dernier ne devait pas oublier qu'il avait été son esclave. N'était-ce pas là une raison pour continuer leur collaboration dans l'atelier? L'affranchi, qui connaissait le métier pour y avoir travaillé, avait tout intérêt à se constituer ouvrier et son maître devenait de la sorte son patron.

VU : *Le Président,*
P. COLLINET.

Vu : *Le Doyen,*
H. BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

OUVRAGES CONSULTÉS

ANDRÉADIS (A.). Ιστορία τῆς Ἑλληνικῆς δημοσίας οἰκονομίας ἀπὸ τῶν ἡρωϊκῶν χρόνων μεχρὶ τῆς συστάσεως τοῦ Ἑλληνικοῦ βασιλείου (Athènes, 1918.)

— *Le montant du budget de l'Empire byzantin.* (Paris, 1922.)

— *De la population de Constantinople sous les Empereurs byzantins.* (Rovigo, 1920.)

BENJAMIN DE TUDELE. — *Itinerary.* Translated by Marcus Nathan Adler. M. A. (Londres, 1907.)

BÜCHER (Karl). — *Etudes d'histoire et d'économie politique,* traduites par Alfred Hansay. (Bruxelles-Paris, 1901.)

BUCKLAND (W.-W.) M. A. — *The Roman law of slavery. The condition of the slave in private law from Augustus to Justinian.* (Cambridge, 1908.)

BURY (J.-B.) M. A., F. B. A. — *History of the later Roman Empire, from the death of Théodosius I to the death of Justinian.* (2 vol., Londres, 1923.)

— *Cambridge Medieval History.* Tome IV. *The Eastern Roman Empire.* (Cambridge, 1923), avec la collaboration de : MM. Sir Thomas W. Arnold, Horatio Brawn,

Louis Bréhier, E.-W. Brooks, Ferdinand Chalandon, Paul Collinet, Charles Diehl, Herbert M.-J., docteur V. Jagic, Charles Kadlec, Lœwe, Fred, Maccler, William Miller, M. A., Sir Edwin Pears, A.-A. Vasil'ev, Rev. Abbé Albert Vogt.)

— *The imperial administrative System in the ninth century with a revised text of the Kletorologion of Philoteos.* (Londres, 1911.)

— *A History of the Eastern Roman empire from the fall of Irene to the accession of Basil I.* (Ad. 802-867.) (Londres, 1912.)

CICOTTI (E.). — *Il tramonto della schiavitù nel mondo antico.* (Turin, 1899.)

COLLINET (Paul). — *Etudes historiques sur le droit de Justinien et les destinées des institutions classiques en Occident.* (Paris, 1912.)

— *The general problems raised by the codification of Justinian.* (Four lectures delivered March. 8th, 10th, 13th and 15th before the University of Oxford. Haarlem, 1922.)

DIEHL (Ch.). — *Justinien et la civilisation byzantine au VI^e siècle.* (Paris, 1901.)

— *Introduction à l'Histoire de Byzance.* (Paris, 1900.)

— *Etudes byzantines, introduction à l'Histoire de Byzance, les études d'Histoire byzantine en 1905, la civilisation byzantine, l'Empire grec sous les Paléologues, les mosaïques de Nicée, Saint-Luc, Kahrie Djami, etc.* (Paris, 1905.)

— *Dans l'Orient byzantin.* (Paris, 1917.)

- *Histoire de l'Empire byzantin*. (Paris, 1920.)
- *Byzance. Grandeur et Décadence*. (Paris, 1920.)
- *Figures byzantines*. (2 vol., Paris, 1922.)
- EBERSOLT (Jean). — *Les Arts somptuaires de Byzance. Etude sur l'art impérial de Constantinople*. (Paris, 1923.)
- *Constantinople byzantine et les voyageurs du Levant*. (Paris, 1919.)
- FERRADOU (André). — *Des biens des monastères à Byzance*. (Bordeaux, 1896.)
- GASQUET (A.). — *L'Empire byzantin et la monarchie franque*. (Paris, 1888.)
- HESSELING (D.-C.). — *Essai sur la civilisation byzantine*. (Trad. franç. avec préface de G. Schlumberger, Paris, 1907.)
- HEYD. — *Histoire du commerce du Levant au Moyen-Age*. (Trad. Furcy Raynaud, 2 vol., Leipzig, 1885.)
- KRUMBACHER. — *Histoire de la littérature byzantine*. (Trad. grecque par G. Sotiriadès, 3 tomes, Athènes, 1900.)
- MAUNIER (R.). — *L'origine et la fonction économique des villes*. (Paris, 1910.)
- MONNIER (H.). — *Les Nouvelles de Léon le Sage*. (Avertissement par Georges Radet.) (Bordeaux, 1923.)
- MORTREUIL (J.-Ans.-B.). — *Histoire du Droit byzantin ou du Droit romain dans l'Empire d'Orient depuis la mort de Justinien jusqu'à la prise de Constantinople*. (Paris, 1843-1846.)

- NICOLE (Jules). — *Le « Livre du Préfet » ou édit de l'Empereur Léon le Sage sur les corporations de Constantinople.* (Texte grec avec une trad. latine), (Genève, 1893.)
- *Le « Livre du Préfet » ou édit de l'Empereur Léon le Sage sur les corporations.* (Trad. franç., Genève-Bâle, 1894.)
- NOAILLES (Pierre). — *Les collections de Novelles de l'Empereur Justinien. Origine et formation sous Justinien.* (Paris, 1912.)
- *Les collections de Novelles de l'Empereur Justinien. La collection grecque des 168 nouvelles.* (Paris, 1914.)
- ŒCONOMOS (Lysimaque). — *La vie religieuse dans l'Empire byzantin au temps des Comnènes et des Anges.* (Avec préface par M. Ch. Diehl, Paris, 1918.)
- PAPADOPOULOS (Cons.). — *Les privilèges du Patriarcat œcuménique. Communauté grecque orthodoxe dans l'Empire ottoman.* (Paris, 1924.)
- PAPARRIGOPOULOS (C.). — *Επιλογὴς τῆς ἱστορίας τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἐθνους* (Athènes, 1877.)
- *Histoire de la civilisation hellénique.* (Paris, 1878.)
- RAMBAUD (Alfred). — *L'Empire grec au x^e siècle.* (Paris, 1870.)
- *Etudes sur l'histoire byzantine.* (Préface par M. Ch. Diehl.) (Paris, 1912.)
- SATHAS (C.). — *Bibliotheca græca Medii Aevi.* (Introduction au tome I.) (Venise, 1872.)
- SCHLUMBERGER (G.). — *L'épopée byzantine à la fin du x^e siècle.* (3 vol.). — Première partie : 969-989. (Paris,

1896.) — Deuxième partie : *Basile, le tueur de Bulgares*. (Paris, 1900). — Troisième partie : 1025-1057. (Paris, 1905.)

— *Un Empereur byzantin au x^e siècle : Nicéphore Phocas*. (Paris, 1923.)

— *Récits de Byzance et des Croisades*. (2 vol., Paris, 1923.)

STÖCKLE (Albert). — *Spätromische und byzantinische zünfte*. (Leipzig, 1911.)

TESTAUD (G.). — *Des rapports des puissants et des petits propriétaires ruraux dans l'Empire byzantin au x^e siècle*. (Bordeaux, 1898.)

TURCHI (N.). — *La civiltà bizantina*. (Turin, 1915.)

WALLON (H.). — *Histoire de l'esclavage dans l'antiquité*. (3 vol., Paris, 1879.)

WALTZING (J.-P.). — *Etude historique sur les corporations professionnelles chez les Romains*. (4 tomes, Louvain, 1895-1896-1899-1900.)

ZACHARIE VON LINGENTHAL. — *Eine Verordnung Justinian's über Seidenhandel*. *Mémoires de l'Académie impériale des Sciences de Saint-Pétersbourg*. (VII^e série, t. IX, n^o 6, Saint-Pétersbourg, 1865.)

KRUEGER (P.). — *Codex Theodosianus*.

— *Codex Justinianus*.

FABROTUS. — *Basiliques*.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Introduction	5
CHAPITRE I. — Des Entreprises de l'Etat, de ses Manufactures et de ses Monopoles. Aperçu histo- rique	11
CHAPITRE II. — Le « Livre du Préfet » et la régle- mentation des corporations	33
CHAPITRE III. — Du rôle du Préfet et de ses colla- borateurs immédiats dans leurs relations avec les corporations	65
CHAPITRE IV. — Des Entrepreneurs	99
CHAPITRE V. — Place occupée dans l'histoire par l'Economie byzantine. La formation des ri- chesses et le rôle du capital	109
CHAPITRE VI. — Le travail, son recrutement et sa rémunération	135
Bibliographie des ouvrages consultés	155

